CANSES

Canadian Network for Research on Security, Extremism and Society

Désinformation anti-transgenre sur X au Canada : discours, tactiques et implications politiques

Rapport de recherche

Allyn Walker, Ph.D.
Paulo Ravecca, Ph.D.
Université Saint Mary's

octobre 2026

À propos des auteurs

Allyn Walker

Le Dr Allyn Walker est maître de conférences au département de criminologie de l'université Saint Mary's.

Paulo Ravecca

Le Dr Paulo Ravecca est maître de conférences au département de sciences politiques et d'études sur le développement mondial de l'université Saint Mary's.

Table des matières

Résumé 4

Introduction 5

Méthodes 9

Collecte de données et étude pilote 9

Prise de connaissance et nettoyage des données 11

Codage 14

Élaboration et affinement des thèmes 14

Positionnement 15

Élaboration du guide de référence sur la désinformation 17

Guide de référence sur la désinformation 19

Conclusions 27

La légitimité trans : une menace pour les enfants 27

La légitimité trans : une menace pour les femmes et les filles cisgenres 37

La légitimité trans : une menace pour la réalité 44

La légitimité trans : une menace pour la nation, la société, l'Occident et la démocratie 49

Stratégies pour mener un discours anti-trans 60

Discussion 72

Recommendations 74

Références 78

Annexe 1. Carte thématique 91

Désinformation anti-transgenre sur X au Canada : discours, tactiques et implications politiques

Rapport de recherche

RÉSUMÉ

Ce rapport analyse les formes courantes de désinformation anti-transgenre diffusées par des influenceurs d'extrême droite canadiens sur X, une plateforme clé pour la diffusion de discours transphobes. S'appuyant sur une analyse thématique de 1 920 publications de 35 influenceurs, il montre comment la désinformation concernant les personnes transgenres et l'identité de genre présente ces dernières comme des menaces pour les enfants, les femmes, le Canada, l'Occident, voire la nature même de la réalité. Le rapport identifie des tactiques clés en matière de communication et de discours, notamment l'exagération, un langage extrême et cruel, la moquerie, ainsi que l'association des discours anti-transgenres à d'autres causes de droite. À la lumière des conclusions du rapport, la désinformation anti-trans apparaît comme une composante d'une politique plus large, anti-égalitaire et antidémocratique. Compte tenu de l'hostilité croissante à l'égard des communautés trans, il est urgent de sensibiliser les responsables politiques, les décideurs et les citoyens aux implications et aux effets d'un discours anti-trans alimenté par la désinformation, et de favoriser un environnement informationnel plus résilient. Cela permettra de protéger non seulement les droits humains d'un groupe vulnérable, mais aussi la démocratie elle-même.

INTRODUCTION

Les années 2010 ont marqué ce que le magazine TIME a qualifié de « point de basculement transgenre », une période de représentation et de visibilité sans précédent pour les personnes transgenres dans les médias grand public et le discours public. Si l'on prend ce moment comme point de référence, le paysage social et politique actuel est méconnaissable. Du décret présidentiel de Donald Trump contre « l'extrémisme de l'idéologie du genre » à la levée de boucliers contre l'éducation sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (SOGI) au Canada (The Canadian Anti-Hate Network, 2023), les personnes transgenres sont la cible d'attaques en Amérique du Nord et dans le monde entier (McLamore & Fuller, 2025). Les progrès en matière d'acceptation réalisés dans les années 2010 sont rapidement remis en cause. Les défis actuels auxquels sont confrontées les personnes transgenres sont indissociables de la montée mondiale de l'activité d'extrême droite et de son utilisation des réseaux sociaux comme arme pour diffuser des discours anti-trans et des allégations trompeuses (Laquièze, 2025 ; Mudde, 2021 ; Ravecca et al., 2023). La désinformation fait souvent partie intégrante des théories du complot que les mouvements d'extrême droite, les partis politiques et les gouvernements utilisent pour cibler ceux qu'ils considèrent comme des ennemis de la société. Loin d'être politiquement neutre ou de relever d'une simple question épistémologique, la pensée complotiste alimentée par la désinformation tend à renforcer les inégalités existantes et à nuire aux groupes vulnérables (Brewer, 2025).[1] Il convient notamment de noter que les discours anti-trans fondés sur la désinformation créent un climat propice à la violence et fournissent parfois explicitement une justification à l'extrémisme (Wippell, 2026).

Ces discours ne visent pas seulement les personnes trans ; ils constituent également un élément clé dans la promotion de projets autoritaires (Everhart & Davenport, 2025). Cela met en évidence l'importance d'une réponse efficace à l'activisme anti-trans. Cela coïncide également avec des recherches montrant que l'extrême droite élargit son répertoire de tactiques. Des notions telles que « l'idéologie du genre » montrent que ces acteurs mènent effectivement ce qu'ils conceptualisent comme une « guerre culturelle » (Cammelli, 2017 ; Everhart & Davenport, 2025 ; Goldentul & Saferstein, 2020 ; Grant & MacDonald, 2020). La croisade contre l'idéologie du genre a été menée principalement contre le féminisme et contre l'extension des droits et de l'acceptation sociale des personnes Two-

[1] Pour une analyse approfondie de notre définition de la désinformation, voir la section « Méthodes » de ce rapport.

Spirit, lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer, intersexuées, asexuées et issues d'autres minorités sexuelles et de genre (2SLGBTQIA+) (Corredor, 2019 ; Rousseau, 2020). L'association entre « idéologie » et « genre » s'est avérée efficace pour susciter une anxiété sociale et une panique morale (Walker, 2023), notamment autour de l'intégrité et de la protection des familles et des enfants. Actuellement, les personnes transgenres sont au cœur de la bataille contre l'idéologie du genre (Slothouber, 2020).

Des données internationales montrent que l'exploitation de ces craintes a permis de consolider de larges coalitions de mouvements et d'acteurs politiques (McLamore & Fuller, 2025). Dans un contexte de crises mondiales et interdépendantes, l'extrême droite a su canaliser les inquiétudes liées à la parentalité, à la criminalité, à l'identité nationale et personnelle, à la précarité économique, voire à la sécurité des femmes. Dans certains cas, elle a développé des discours politiques qui à la fois reflètent et inversent l'intersectionnalité (Crenshaw, 1989 ; Nash, 2017) ; c'est-à-dire la mobilisation de l'intersection entre thèmes, identités et causes, non pas pour comprendre de manière critique les inégalités et la discrimination, mais pour les renforcer (Ravecca et al., 2022, 2023). De plus, des métaphores telles que « doppelganger » et « monde-miroir numérique » ont récemment proliféré dans la littérature, soulignant à quel point les courants d'extrême droite imitent, récupèrent et déforment le discours politique, y compris le langage du « féminisme populaire », de manière anti-égalitaire (Banet-Weiser & Kay, 2025).[2]

Des segments de groupes féministes et queer sont recrutés dans la croisade anti-trans.[3] Il est très révélateur de constater que des données issues de récents sondages américains suggèrent que les minorités sexuelles cisgenres s'estiment avoir davantage de points communs avec les hétérosexuels cisgenres qu'avec les personnes trans (Minkin et al., 2025). De plus, la désinformation anti-trans circule abondamment dans les médias grand public, la législation et les institutions (Billard, 2024 ; Everhart & Davenport, 2025). Pour aggraver encore ce contexte difficile, cette question n'a pas suscité le type de mobilisation progressiste de grande ampleur que l'on a pu observer — du moins à certains moments — autour du racisme, du sexisme ou de l'homophobie, ce qui rend les personnes trans vulnérables à une forme particulièrement intense de désignation comme boucs émissaires, à la fois destructrice, omniprésente et à plusieurs niveaux. L'éventail des thèmes

[2] Farris (2018) a analysé comment une « alliance contre nature » inattendue entre féministes libérales, nationalistes et néolibéraux fait des hommes musulmans des boucs émissaires tout en considérant les femmes musulmanes comme une main-d'œuvre utile et bon marché.

[3] Cela radicalise ce que Puar (2007) a appelé l'« homonationalisme » et englobe le « fémonationalisme » de Farris (2018).

mobilisés dans la persécution des personnes trans est d'une ampleur choquante : il inclut le sport (Knott-Fayle, 2025), les soins de santé (Billard, 2024), l'éducation (Ganshorn, 2024 ; Nash & Browne, 2021), l'enfance et les enfants (Everhart & Davenport, 2025 ; Nash & Browne, 2021), les célébrités (Brewer, 2025), les réseaux sociaux et les médias (McLamore & Fuller, 2025), les toilettes (Lerner, 2021 ; McGuire et al., 2022), et même l'intégrité de l'État-nation (Everhart & Davenport, 2025).

Bien que certaines conséquences des attitudes anti-transgenres et leurs liens avec l'extrême droite soient bien documentées, en particulier aux États-Unis (Arrayales & Mallory, 2026 ; Kishi & Jones, 2022 ; Romano, 2022 ; Wippell, 2026), le contexte canadien a été beaucoup moins couvert par les médias et la recherche universitaire. Le Canada s'est forgé une réputation de pays favorable aux personnes queer. Cependant, l'Alberta, la Saskatchewan et le Nouveau-Brunswick ont adopté en 2024 et 2025 des mesures restreignant les droits des personnes trans. De plus, on observe une mobilisation sociale importante autour, par exemple, des « droits parentaux » (Ganshorn, 2024), ainsi que des événements d'envergure nationale tels que la « 1 Million March for Children » (CBC News, 2023 ; CTV News, 2024), qui ont tous deux pour thème central, entre autres, les politiques anti-trans. Par ailleurs, la montée des attitudes anti-trans s'est accompagnée d'une recrudescence de la violence : de 2016 à 2023, les crimes de haine motivés par l'identité 2SLGBTQIA+ ont augmenté de 388 % (Egale Canada, 2023). Des données montrent également que les crimes de haine à motivation anti-trans s'accompagnent d'un taux de violence relativement élevé (Statistique Canada, 2021).

La désinformation en ligne a été identifiée comme l'un des principaux facteurs contribuant aux attitudes anti-transgenres au sein du grand public. Mais quelles formes de désinformation s'imposent dans l'imaginaire collectif canadien ? Dans ce rapport, nous analysons la désinformation anti-transgenre diffusée par des influenceurs canadiens sur X, la plateforme de réseaux sociaux la plus importante utilisée pour propager la transphobie (Knott-Fayle, 2025 ; Ravecca et al., 2023 ; Sánchez-Sánchez et al., 2024). Nous montrons comment la désinformation concernant les identités trans et la transition de genre est utilisée au Canada pour présenter les personnes trans comme une menace pour les enfants, les femmes, la nation, l'Occident, l'ordre social, voire le sens élémentaire de la réalité.

Nous identifions également les tactiques narratives employées, notamment le recours systématique à l'exagération, au langage cruel, à la moquerie, aux insultes et à l'instrumentalisation des groupes minorisés pour légitimer les politiques anti-trans. Ces récits entremêlent parfois l'hostilité envers les personnes trans avec

toute une série de causes de droite, notamment le déni du changement climatique, l'opposition à l'immigration, l'islamophobie, la défense des droits de propriété, ainsi que le rejet de la fiscalité, des dépenses publiques et des services sociaux fournis par l'État, tels que l'éducation et les soins de santé. Elles mobilisent également des théories du complot autour de la pandémie de COVID-19, des attaques contre les arts et les sciences sociales, la glorification de dirigeants autoritaires et d'extrême droite, ainsi que la dénonciation des médias, en particulier la CBC. Nous conceptualisons ce lien délibéré entre les opinions anti-trans et toute une série d'autres enjeux comme une tactique narrative que la littérature scientifique antérieure qualifie d'« intersectionnalité de droite » (Ravecca et al., 2023).

Cette recherche montre que la reconnaissance des personnes trans en tant qu'êtres humains à part entière (c'est-à-dire la légitimité trans) fait l'objet d'attaques qui se distinguent de celles visant d'autres groupes. Alors que, du point de vue d'influenceurs anti-trans de premier plan, une femme peut choisir de ne pas être une (mauvaise) féministe, et que les gays et les lesbiennes peuvent être considérés comme des sujets désirables de la nation tant qu'ils ne revendiquent pas trop leurs droits et qu'ils cantonnent leur « mode de vie » à la sphère privée, les personnes trans portent en elles-mêmes une transgression inacceptable. Cela expose les personnes trans au risque de subir des violences extrémistes. La législation elle-même est souvent façonnée par la désinformation anti-trans et en devient le produit (Billard, 2024). Cela a des conséquences désastreuses non seulement pour les personnes trans, mais aussi pour la démocratie elle-même.

En identifiant les formes spécifiques de désinformation mobilisées au Canada, nous apportons des éclairages précieux au public et aux décideurs politiques. À l'heure où l'éducation publique fait l'objet de critiques pour l'intégration de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre (SOGI) dans les programmes scolaires (par exemple, Pawson, 2024), il est essentiel de sensibiliser non seulement les enfants, mais aussi les responsables politiques, les décideurs et les citoyens aux réalités de la vie des personnes trans. De plus, favoriser un environnement informationnel résilient et mettre en place des écosystèmes permettant au public d'accéder à des informations exactes constituent des priorités essentielles. Nous développons ce point dans la conclusion du présent document.

Nous espérons que ce rapport contribuera à lutter contre la désinformation anti-trans et ses effets néfastes sur les droits de l'homme et la démocratie au Canada aujourd'hui.

MÉTHODES

Ce rapport s'appuie sur une analyse thématique de X publications ciblant la communauté transgenre, rédigées par des influenceurs canadiens s'identifiant comme tels et qui publient fréquemment des arguments anti-transgenres.[4] Notre analyse a suivi la feuille de route de Braun et Clarke (2006) en matière d'analyse thématique. Braun et Clarke (2006) décomposent leur modèle d'analyse en six étapes : 1) se familiariser avec les données par des lectures répétées ; 2) coder les données ; 3) regrouper les codes par thèmes ; 4) affiner les thèmes et créer une carte thématique ; 5) organiser les données et les récits en fonction des thèmes développés ; et 6) rédiger le rapport. Nous expliquons ensuite comment les données de cette étude ont été collectées, ainsi que les processus de familiarisation avec les données, de nettoyage, de codage, et d'élaboration et d'affinage des thèmes.

Collecte de données et étude pilote

Avant cette étude, une équipe de recherche dirigée par Paulo Ravecca a analysé les données provenant d'influenceurs d'extrême droite de premier plan qui se présentaient comme américains ou canadiens et qui diffusaient des arguments anti-2SLGBTQIA+ sur X.[5] La collecte des données pour cette étude pilote a eu lieu en mai 2025. L'équipe a commencé par identifier les influenceurs qui, au moment de l'étude, comptaient plus de 10 000 abonnés et produisaient du contenu anti-transgenre original, plutôt que de se contenter principalement de republier du contenu provenant d'autres comptes.[6] Le processus d'identification initial a consisté à passer en revue les fils d'actualité et les interactions afin de repérer les comptes pertinents. L'équipe a utilisé un compte X créé spécialement pour l'étude par un assistant de recherche (AR) ; l'algorithme de recommandation de X a principalement suggéré des influenceurs anti-2SLGBTQIA+ sans aucune intervention de la part des AR, ce qui a facilité l'identification des comptes répondant à nos critères. Pour identifier d'autres influenceurs, nous avons examiné les comptes mentionnés par les influenceurs initialement sélectionnés. Nous avons donné la priorité aux mentions ayant reçu plus de 200 interactions, telles que des réponses, des « j'aime », des retweets ou des citations, car celles-ci étaient plus susceptibles de mener à des comptes influents répondant à nos critères

[4] Nous tenons à saluer l'excellent travail de nos deux assistants de recherche, Ciaran MacDonald et Kamryn Zboya. Ce projet n'aurait pas pu voir le jour sans leur contribution.

[5] Conformément aux caractérisations académiques standard de l'extrême droite, nous avons recueilli les comptes dont l'activité de publication exprimait de manière constante des positions politiques anti-égalitaires et exclusionnistes, notamment l'opposition à l'immigration et au féminisme, ainsi que le soutien à des acteurs ou mouvements politiques d'extrême droite, à l'échelle nationale ou internationale. L'équipe d'assistants de recherche chargée de l'étude pilote était composée de Ciaran MacDonald, Jonah Wozney et Kamryn Zboya.

[6] Seuls les influenceurs dont au moins 50 % des publications constituaient du contenu original ont été inclus.

d'inclusion. Afin de mieux couvrir le paysage canadien et d'éviter d'exclure les petites provinces, certaines exceptions ont été faites au seuil des 10 000 abonnés. L'ensemble de données final comprenait 92 influenceurs. La collecte de données pour cette étude pilote a fait appel à deux procédures complémentaires. Premièrement, toutes les publications parues au cours du mois d'avril 2025 ont été examinées manuellement. Deuxièmement, les publications des influenceurs des trois années précédentes ont fait l'objet d'une recherche à l'aide de mots-clés liés à des thèmes anti-trans, tels que l'idéologie du genre, le sport féminin, l'endoctrinement, la stérilisation, la pédophilie et les droits parentaux. Les publications pertinentes identifiées grâce à ces recherches par mots-clés ont été ajoutées à l'ensemble de données et compilées dans un tableur associé.

L'équipe chargée de l'étude pilote a utilisé cet ensemble de données pour mener une étude qualitative et interprétative (Carver, 2020) des discours anti-transgenres afin d'en identifier les principales caractéristiques. Sur la base de ce travail, un cadre analytique a été élaboré pour évaluer systématiquement la prévalence de douze perspectives anti-transgenres récurrentes chez les influenceurs sélectionnés. La présence ou l'absence de ces arguments a été évaluée pour chaque influenceur en examinant son fil d'actualité et en utilisant la fonction de recherche avancée de X pour rechercher les mots-clés associés à chaque discours.[7]
Pour approfondir l'analyse, l'équipe a utilisé l'interface de programmation d'application (API) de X afin de récupérer jusqu'à 3 000 publications de chacun des 92 influenceurs étudiés. Parmi les 51 influenceurs canadiens couverts par l'étude pilote, nous

[7] Pour chaque discours ou thème, un ensemble de termes de recherche pertinents a été défini afin de garantir la cohérence de l'analyse. Par exemple, le thème « endoctrinement des enfants » a été évalué à l'aide de termes de recherche tels que « endoctrinement » et « écoles publiques ». Un influenceur était considéré comme exprimant un discours donné si au moins cinq publications originales parues depuis janvier 2023 établissaient un lien entre le mot-clé ou le concept concerné et un sentiment anti-trans. Ce seuil a été adopté afin de distinguer les schémas narratifs récurrents des déclarations isolées. Les douze thèmes préliminaires étaient les suivants : (1) les identités trans et l'idéologie de genre ; (2) le « complexe trans-industriel » et les incitations financières ou institutionnelles ; (3) l'idéologie de genre assimilée au communisme, au marxisme ou à l'autoritarisme ; (4) les atteintes aux droits des femmes, à leur sécurité et aux droits liés au sexe ; (5) les distinctions entre les identités transgenres et la communauté LGB ; (6) les représentations des personnes trans comme narcissiques, privilégiées ou en quête d'attention ; (7) les affirmations selon lesquelles les identités transgenres seraient biologiquement impossibles, non scientifiques ou contraires au bon sens ; (8) l'endoctrinement présumé des enfants ; (9) les allégations de stérilisation ou de mutilation d'enfants ; (10) la dysphorie de genre et la santé mentale ; (11) la description des personnes trans comme pédophiles, « perverses » ou « sexuellement déviantes » ; et (12) les affirmations selon lesquelles les droits des personnes trans porteraient atteinte aux droits parentaux ou entreraient en conflit avec les croyances religieuses, y compris l'idée que les enfants sont créés par Dieu ou intrinsèquement parfaits tels qu'ils sont. Les mots-clés associés à chaque discours ont été utilisés pour identifier les publications potentiellement pertinentes. Ces publications ont ensuite été soigneusement analysées afin de confirmer qu'elles reflétaient bien le discours étudié et ne se contentaient pas de contenir le terme de recherche.

avons pu récupérer les publications de 35 d'entre eux.[8] Ce sous-ensemble de l'ensemble de données de l'API a fourni les données sources de la présente étude. Voir le tableau 1 ci-dessous pour la répartition des influenceurs de notre échantillon à travers le Canada.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon par province

Province	Nombre d'influenceurs
Alberta	8
Colombie-Britannique	5
Nouveau-Brunswick	1
Nouvelle-Écosse	1
Ontario	6
Québec	1
Saskatchewan	1
Inconnu	12

En juin 2025, l'équipe du projet pilote a rencontré Allyn Walker, une chercheuse transgenre qui avait précédemment étudié les discours anti-trans et leurs thèmes récurrents. Cette conversation a donné lieu à l'élaboration du projet actuel, qui repose sur une analyse thématique axée exclusivement sur les données provenant d'influenceurs canadiens. Bien que l'enquête précédente ait renforcé la capacité des assistants de recherche à mener à bien un projet de recherche et leur ait permis d'acquérir une première compréhension de la manière dont les influenceurs canadiens anti-trans exprimaient leurs points de vue, le nettoyage, le codage et l'analyse des données pour la présente étude ont été réalisés de manière indépendante.

Prise de connaissance et nettoyage des données

L'équipe de recherche actuelle a commencé à se familiariser avec les données au fur et à mesure de leur nettoyage, en commençant par identifier les influenceurs de notre ensemble de données qui s'identifiaient eux-mêmes comme Canadiens.[9] Une fois ces comptes X identifiés, les assistants de recherche du projet ont passé en revue et lu chacune des 114 203 publications rédigées par les 35 influenceurs canadiens de notre ensemble de données, en supprimant toutes celles

[8] L'auto-identification s'est fondée sur les informations fournies dans les noms de compte, les noms d'utilisateur et les descriptions de profil (biographies). De plus, les influenceurs dont il était de notoriété publique qu'ils étaient canadiens ont également été inclus, même si leur nationalité n'était pas explicitement mentionnée dans leur profil. Les collaborateurs de recherche de Paulo Ravecca, Diego Forteza et Bruno Fonseca, ont apporté leur aide pour la gestion de l'abonnement à l'API et l'extraction des données. Le présent rapport a bénéficié d'un échange intellectuel fructueux avec le projet de recherche en cours intitulé « La nouvelle frontière de la démocratie dans l'agora numérique : les réactions de l'extrême droite face aux droits sexuels et reproductifs dans le Cône Sud », codirigé par Marcela Schenck et Paulo Ravecca et financé par la Commission sectorielle de recherche scientifique (Comisión Sectorial de Investigación Científica ; CSIC) de l'Université de la République (Universidad de la República, Udelar), en Uruguay.

[9] L'auto-identification s'est à nouveau fondée sur les informations fournies dans les noms de compte, les noms d'utilisateur et les descriptions de profil (biographies). Nous avons également conservé le critère consistant à inclure les influenceurs dont il était de notoriété publique qu'ils étaient canadiens, même si leur nationalité n'était pas explicitement mentionnée dans leur profil.

qui n'avaient aucun rapport avec les personnes trans ou l'identité de genre. Notre équipe a également décidé de concentrer ses efforts sur l'analyse des contenus publiés par les comptes étudiés eux-mêmes ; les assistants de recherche ont donc également supprimé les partages si les influenceurs n'y avaient ajouté aucun texte supplémentaire, ce qui nous a laissé 6 723 publications traitant des personnes transgenres ou de sujets connexes. Par « publications », nous entendons le texte publié par chaque influenceur, ainsi que tout contenu supplémentaire intégré ou lié à celui-ci, notamment des images, d'autres fils de discussion sur X, des vidéos, des espaces X, des actualités, des articles universitaires, etc. Notre équipe de recherche s'est réunie chaque semaine pour discuter du processus de nettoyage des données, du contenu des publications et des questions soulevées quant à savoir si certaines expressions constituaient ou non des références voilées aux personnes trans ou à l'identité de genre.[10]

Selon la fréquence à laquelle les utilisateurs de X publiaient, les données de certains influenceurs couvraient plusieurs semaines, tandis que d'autres s'étendaient sur plusieurs années : la majorité des publications de l'ensemble de données ont été rédigées en 2025, tandis que les plus anciennes dataient de mars 2023. Les utilisateurs de X de notre échantillon présentaient également de grandes variations quant à la proportion de contenu qu'ils rédigeaient eux-mêmes par rapport à celui qu'ils republiaient, ainsi que quant à la fréquence à laquelle ils publiaient des contenus concernant les personnes trans et l'identité de genre. En conséquence, le nombre de publications par influenceur conservées dans notre ensemble de données, après suppression des partages et des contenus non pertinents, présentait des variations considérables. Le nombre final de publications par influenceur allait de 1 à 1 191, avec une moyenne de 192 et une médiane de 46 publications par influenceur. Trois influenceurs comptaient plus de 1 000 publications dans l'ensemble de données, tandis que dix en comptaient moins de 20. Au cours de ce processus, ainsi que lors de la phase de codage qui a suivi, notre équipe de recherche a estimé qu'après avoir examiné environ 100 publications de chaque influenceur, nous n'apprenions plus d'informations nouvelles sur l'utilisation de la désinformation dans les arguments anti-transgenres provenant d'un influenceur donné. Par conséquent, afin de garantir qu'aucune publication d'un seul influenceur ne domine l'ensemble de données, nous avons limité la contribution de chaque influenceur à ses 100 publications les plus récentes. L'ensemble de données finalisé contenait 1 920 publications. Le nombre de publications par influenceur dans l'ensemble de données

[10] Par exemple, une publication affirmant « ne laissez pas les hommes s'immiscer dans les sports féminins » peut ne pas apparaître à tout le monde comme une référence claire aux questions transgenres. Cependant, ceux qui connaissent les arguments actuels anti-transgenres comprennent qu'il s'agit d'un langage codé désignant les femmes transgenres comme des « hommes ».

final est présenté dans le tableau 2 ci-dessous.

Codage

Une fois notre échantillon réduit aux publications originales des 35 influenceurs canadiens concernant les personnes trans et l'identité de genre, nous avons importé nos données dans Atlas.ti et commencé le codage. L'équipe de recherche a généré des codes initiaux tandis que nous examinions tous, séparément, le même sous-ensemble de 400 publications, en veillant à ce que chacune des publications des 35 influenceurs soit représentée dans ce sous-ensemble. Nous avons inclus toutes les publications des influenceurs dont le nombre final de publications dans notre ensemble de données était inférieur à 10, ainsi que les 10 à 15 publications les plus récentes des 28 influenceurs restants, en incluant davantage de publications pour ceux qui en comptaient un plus grand nombre dans notre ensemble de données. Nous nous sommes ensuite réunis en équipe pour discuter des codes que chacun d'entre nous avait générés, et nous avons élaboré ensemble notre livre de codes préliminaire. À l'aide des codes élaborés en collaboration, l'équipe de

Tableau 2 : Nombre de publications par influenceur

Influenceur	Nombre initial de publications originales liées à la communauté trans	Nombre final de publications originales liées à la communauté trans
Influenceur 1	386	100
Influenceur 2	7	7
Influenceur 3	27	27
Influenceur 4	109	100
Influenceur 5	213	100
Influenceur 6	378	100
Influenceur 7	12	12
Influenceur 8	42	42
Influenceur 9	179	100
Influenceur 10	9	9
Influenceur 11	175	100
Influenceur 12	19	19
Influenceur 13	65	65
Influenceur 14	69	69
Influenceur 15	42	42
Influenceur 16	53	53
Influenceur 17	22	22
Influenceur 18	368	100
Influenceur 19	32	32
Influenceur 20	58	58
Influenceur 21	47	47
Influenceur 22	36	36
Influenceur 23	452	100
Influenceur 24	3	3
Influenceur 25	345	100
Influenceur 26	1089	100
Influenceur 27	108	100
Influenceur 28	46	46
Influenceur 29	9	9
Influenceur 30	1110	100
Influenceur 31	6	6
Influenceur 32	1	1
Influenceur 33	13	13
Influenceur 34	1191	100
Influenceur 35	2	2

recherche a mis en œuvre un processus de codage itératif s'étalant sur quatre cycles de codage indépendant, la concordance entre codeurs étant évaluée à l'aide du coefficient α de Krippendorff après chaque cycle. Après chaque évaluation, l'équipe s'est réunie pour discuter des points de désaccord, clarifier les conditions dans lesquelles chaque code devait être appliqué et affiner le livret de codes en conséquence. Ce processus itératif a permis à l'équipe d'harmoniser progressivement ses interprétations et d'établir une compréhension commune des catégories de codage.

Au terme des quatre cycles de codage, l'équipe a atteint un coefficient α de Krippendorff de 0,67. Bien que ce résultat ait atteint le seuil établi pour une acceptabilité minimale (Marzi et al., 2024), nous avons estimé que les désaccords restants reflétaient des divergences d'interprétation significatives qui justifiaient une conciliation directe plutôt que la poursuite d'un codage indépendant. En conséquence, l'équipe a organisé une session de codage consensuel au cours de laquelle tous les membres ont examiné en collaboration un sous-ensemble de 100 publications, en discutant et en résolvant chaque point de désaccord restant. Ce processus a permis d'aboutir à un consensus total sur l'ensemble de ce sous-ensemble et a garanti que le guide de codage final reflète le jugement interprétatif collectif de l'ensemble de notre équipe. Une fois cette session de codage consensuel terminée, les assistants de recherche ont codé l'ensemble complet des données, soit 1 920 publications.

Élaboration et affinement des thèmes

Une fois que les assistants de recherche du projet ont codé l'ensemble des données, les chercheurs principaux ont utilisé le modèle de Braun et Clarke (2006) pour classer nos codes en thèmes, affiner ces thèmes et organiser les récits contenus dans nos données en s'appuyant sur notre carte thématique. Au cours de chacune des phases de codage, tous les membres de l'équipe de recherche ont participé à la rédaction de notes afin de consigner les tendances et les contradictions que nous avions relevées dans les données, ce qui nous a aidés à conceptualiser nos thèmes. Les thèmes ont été développés de manière inductive à partir des codes eux-mêmes, plutôt que d'être imposés à l'avance, ce qui a permis à la carte thématique de refléter la logique interne de l'ensemble de données. Au fur et à mesure que les thèmes prenaient forme, nous sommes revenus à plusieurs reprises sur les données codées afin de nous assurer que chaque thème s'ancrait dans la tendance générale des publications et en était représentatif, plutôt que d'être dicté par des exemples particulièrement marquants ou mémorables. Lorsque des tensions ou des contradictions apparaissaient entre les codes, celles-ci n'étaient pas considérées comme des problèmes à résoudre, mais

comme des caractéristiques analytiquement significatives des données, et étaient conservées dans la structure thématique finale lorsque cela s'avérait pertinent. Les chercheurs principaux ont discuté de la carte thématique ainsi obtenue et sont parvenus à un consensus sur les thèmes, les sous-thèmes et les codes avant de commencer la rédaction. Notre carte thématique, que nous avons réalisée avec SmartArt dans Microsoft PowerPoint, est disponible à l'annexe 1. Les noms des codes ayant été raccourcis pour faciliter leur lecture dans Atlas.ti pendant le processus de codage, nous les avons modifiés pour la carte thématique afin d'en améliorer la clarté.

Positionnement

Les co-chercheurs principaux de cette étude sont deux personnes queer immigrées au Canada. Nous proposons ici chacune une réflexion sur notre parcours personnel en lien avec le sujet de cette étude.

Allyn Walker :

Je suis une criminologue non binaire et transgenre qui a déjà écrit sur la panique morale anti-transgenre, bien qu'auparavant, cela s'inscrivait dans un contexte américain. En tant que chercheur transgenre, je suis fréquemment confronté à des arguments anti-trans, non seulement dans les travaux universitaires que je lis, mais aussi sur les réseaux sociaux et dans ma vie personnelle. Mes travaux antérieurs portaient principalement sur la prévention des abus sexuels sur mineurs (ASM), et j'ai mené plusieurs études qualitatives sur ce sujet en recourant à l'analyse de contenu et à l'analyse thématique. Mes travaux qualitatifs antérieurs ont façonné ma capacité à mener cette recherche. De plus, l'extrémisme anti-trans a marqué mes propres expériences : en 2021, une interview que j'avais donnée au sujet de mes recherches antérieures sur la prévention des CSA est devenue virale après que des médias anti-trans l'ont relayée en déformant mes propos, laissant entendre que je défendais les abus sur mineurs plutôt que de m'y opposer. Au cours des mois qui ont suivi, j'ai été inscrite sur une liste noire par une organisation terroriste responsable de multiples massacres à travers le monde. J'ai également reçu de nombreux courriers haineux, que j'ai analysés pour en dégager les thèmes, et j'ai constaté que les idées anti-trans y étaient omniprésentes (Walker, 2023). Le fait de m'être plongée – et d'avoir été exposée de diverses manières – aux discours anti-trans m'a aidée à comprendre les messages concernant les personnes trans en ligne, y compris les phrases codées et autres formulations ambiguës, ce qui s'est avéré utile pour ce projet afin de déterminer quels messages portaient sur des questions trans lorsque les assistants de recherche avaient des questions. Mes expériences m'ont également aidée lors des processus de codage et d'analyse des données, ainsi que lors de l'élaboration du

guide de référence sur la désinformation. Cependant, en tant que chercheuse blanche arrivée au Canada moins de deux ans avant la soumission de ce rapport, je suis moins imprégnée de la politique, des événements et du jargon spécifiques au Canada, et je suis peut-être moins sensible aux expressions codées faisant référence aux personnes transgenres et bispirituelles issues de minorités ethniques, ce qui a pu avoir une incidence sur nos résultats.

Paulo Ravecca:

Je suis un intellectuel et chercheur queer originaire d'Uruguay qui vient d'obtenir la nationalité canadienne. Je remercie l'équipe d'évaluation du Réseau canadien de recherche sur la sécurité, l'extrémisme et la société (CANSES) d'avoir suggéré l'inclusion d'une déclaration de positionnement et de nous avoir orientés vers l'article du Dr Prashneel Ravisan Goundar. Les questions de positionnement sont au cœur de débats de longue date en philosophie des sciences. En tant que chercheur spécialisé dans l'autoethnographie, la narration et la théorie critique, le positionnement et la réflexivité sont au cœur de ma pratique de la recherche. Mon ouvrage sur la politique des sciences politiques remet en cause les notions conventionnelles d'objectivité et de neutralité tout en interrogeant la relation entre la discipline et le pouvoir (Ravecca, 2019). Le chapitre 4 s'appuie sur une expérience d'abus sexuel et montre que le pouvoir ne respecte pas les frontières disciplinaires. Ce chapitre examine également les expériences d'homophobie et de discrimination au sein des sciences politiques à travers les Amériques. Ces expériences d'altérisation, associées à des décennies de thérapie psychanalytique, m'ont appris à considérer la recherche comme un acte d'écoute, y compris des silences (Spivak, 1988). Cette orientation s'avère particulièrement utile pour la recherche sur le pouvoir et la discrimination, comme c'est le cas dans le présent rapport. Plus récemment, j'ai mené à bien une recherche sur les expériences queer dans les zones rurales de la Nouvelle-Écosse, ce qui m'a permis de mieux me familiariser avec le contexte canadien. Je suis consciente du fait que le privilège est une constellation en mouvement, qui se reflète ici dans ma position de chercheuse qui ne s'identifie pas comme transgenre tout en contribuant, en tant que deuxième autrice, à une recherche sur les préjudices subis par la communauté transgenre. Je préfère que la réflexivité soit intégrée à l'analyse elle-même plutôt que présentée séparément ou articulée rétrospectivement, comme décrit dans l'introduction de Goundar (2025).[11] C'est pourquoi j'apprécie et je suis en même temps en tension face au dispositif intellectuel que constitue une déclaration de positionnalité, car celle-ci

[11] Les expressions utilisées dans cet article, par ailleurs très pertinent, telles que « conflit d'intérêts », « partialité », « transparence » et « préjugés », risquent de réintroduire une logique juridiste et une forme libérale de gouvernance intellectuelle, limitant ainsi le rôle critique et perturbateur que la notion de positionnalité est censée jouer.

risque de se ritualiser. Les références à la positionnalité peuvent stabiliser les catégories identitaires plutôt que de révéler leur porosité et la solidarité potentielle entre elles (Buck-Morss, 2009, 2010), se transformant ainsi en un rituel professionnel individualisé, caractéristique du milieu universitaire néolibéral (Kurowska, 2020 ; Ravecca & Dauphinee, 2022). Le fait que la qualité de la rencontre l'emporte sur toute forme ontologisée d'auto-positionnement figure parmi mes convictions politiques les plus intimes.

Élaboration du guide de référence sur la désinformation

Nous avons conçu ce rapport de manière à commencer par un guide de référence nous permettant, le cas échéant, de relier les affirmations pertinentes des influenceurs cités ou paraphrasés dans nos conclusions à leur source de désinformation. Nous avons choisi cette structure afin de pouvoir d'abord aborder les formes courantes de désinformation apparaissant dans les publications X que nous avons analysées, puis présenter nos conclusions sans avoir à expliquer à plusieurs reprises pourquoi certaines affirmations étaient inexactes ou trompeuses. Nous souhaitions également créer un guide pouvant servir de référence utile en dehors du cadre de ce rapport.

Nous avons rédigé le Guide de référence sur la désinformation après avoir analysé nos données et parallèlement à la rédaction de nos conclusions. Le choix des affirmations à mettre en avant dans ce guide s'est fondé à la fois sur l'analyse de nos données (nous souhaitions aborder les affirmations qui apparaissent fréquemment dans les publications X rédigées par les influenceurs) et sur notre expertise globale concernant les faits couramment déformés dans les discussions sur les personnes trans.

Avant de passer au « Guide de référence sur la désinformation », nous souhaitons apporter quelques précisions sur la manière dont nous définissons la désinformation dans la suite de ce rapport. Le terme « désinformation » désigne souvent spécifiquement des informations inexactes partagées sans intention de tromper, bien qu'elles puissent néanmoins susciter des réactions vives telles que la peur, la haine ou le choc. La désinformation, en revanche, désigne les fausses informations créées et diffusées délibérément dans le but d'induire en erreur ou de manipuler le public (Wardle & Derakhshan, 2017). Cependant, compte tenu de la difficulté à déterminer si la diffusion d'informations inexactes est intentionnelle (Wu et al., 2019), nous utilisons le terme « désinformation » tout au long de ce rapport pour englober à la fois la désinformation et la mésinformation.

Outre la question de l'intention, il convient également d'aborder celle de l'exactitude. Les experts distinguent les informations valides, les informations fausses et une troisième catégorie : les informations inexactes. Alors que les informations valides

et fausses sont respectivement clairement correctes et incorrectes, les informations inexactes se situent dans une zone grise : « des informations [qui] sont soit incomplètes, soit manipulées de manière à présenter un récit erroné » (Centre canadien de cybersécurité, 2024, paragraphe 3). Bon nombre des publications sur X que nous avons analysées pour ce rapport présentent des affirmations manifestement fausses. D'autres, cependant, s'appuient sur des informations inexactes : des informations sorties de leur contexte, dépourvues de nuances, étayées par une utilisation sélective des preuves, qui ne sont que partiellement exactes, ou qui présentent des interprétations exagérées ou chargées de jugements de valeur comme s'il s'agissait de faits objectifs. De plus, certaines publications correspondent à la définition de la désinformation proposée par le Centre canadien de cybersécurité (2024) : « des informations qui découlent de la vérité mais qui sont souvent exagérées de manière à induire en erreur et à causer un préjudice potentiel » (paragraphe 4). Nos données n'ont pas été sélectionnées en fonction de l'exactitude ou de l'inexactitude des informations : ainsi, nos conclusions explorent des discours anti-trans dont le degré d'exactitude varie, et qui comprennent des informations valides, inexactes et fausses.

Dans le Guide de référence sur la désinformation, cependant, nous utilisons une définition relativement restrictive de la désinformation en termes d'exactitude, en nous concentrant sur les arguments fondés sur des informations fausses ou inexactes et en utilisant des informations fondées sur des preuves pour les réfuter.

GUIDE DE RÉFÉRENCE SUR LA DÉSINFORMATION

Dans cette section, nous fournissons au lecteur des informations de fond sur les fausses informations souvent citées dans les arguments anti-trans. Lorsque des influenceurs font référence à des mythes anti-trans ou à d'autres arguments reposant sur les fausses informations abordées dans cette section, nous les citons en indiquant leur numéro M afin que le lecteur puisse s'y reporter.

M1 : Contagion sociale

Les arguments anti-trans font souvent référence à l'idée selon laquelle les enfants seraient convaincus en masse qu'ils sont transgenres par le biais d'une contagion sociale. Cette affirmation a été popularisée par une hypothèse décrivant ce phénomène supposé comme une « dysphorie de genre à apparition rapide », ou ROGD (voir Littman, 2018). L'hypothèse de la ROGD décrivait un schéma selon lequel des enfants ne présentant aucun signe de transgenre s'impliqueraient dans des communautés trans en ligne, développeraient rapidement une identité transgenre et, encouragés par leurs nouveaux amis, se détacheraient de leur(s) parent(s).

Un examen des méthodes utilisées pour formuler cette idée révèle des faiblesses flagrantes. Les données provenaient d'une enquête menée auprès de parents d'adolescents trans, et non d'une recherche menée auprès des adolescents trans eux-mêmes. De plus, les parents participant à l'étude avaient été recrutés sur des forums et des sites web anti-transgenres, ce qui suggère que l'échantillon avait déjà adopté des points de vue anti-trans avant de participer à l'enquête (Ashley, 2020). Après la publication de l'étude, ses méthodes biaisées ont suscité des critiques si généralisées que l'auteure a soumis une rectification et que la revue a publié des excuses (Heber, 2019). Depuis lors, les principales associations de psychologues ont rejeté et dénoncé la théorie ROGD (Ashley, 2020). Cependant, la controverse autour de l'article de Lisa Littman (2018) a fait l'objet d'une large couverture médiatique, tout comme la publication de l'ouvrage d'Abigail Shrier (2021), *Irreversible Damage: The Transgender Craze Seducing Our Daughters* — un livre de psychologie grand public promouvant les idées sous-jacentes à la théorie ROGD. Dans le sillage de cette attention médiatique, l'hypothèse ROGD et les allégations plus générales d'endoctrinement des enfants par des personnes trans continuent de circuler largement, comme le montreront clairement les conclusions du présent rapport.

M2 : La détransition

Certaines personnes ayant entamé une transition décident d'y mettre fin ou de la renverser sur le plan médical et/ou social. Ce phénomène est souvent appelé « détransition » (Irwig, 2022). Les arguments anti-trans citent fréquemment les personnes en détransition comme preuve que les identités trans ne sont pas légitimes et que le soutien et les soins de santé affirmant le genre sont dangereux (Slothouber, 2020). Ces arguments exagèrent souvent la prévalence de la détransition et laissent entendre que celle-ci est inévitable chez les personnes trans, que les personnes qui font une détransition n'ont jamais été véritablement transgenres, et que le corps des personnes qui font une détransition reste « définitivement endommagé » par leur transition initiale.

Les taux de détransition rapportés varient considérablement. Les arguments anti-trans s'appuient souvent sur des recherches indiquant que jusqu'à 30 % des patients suivant un traitement hormonal d'affirmation de genre (THAG) finissent par cesser de le prendre, ce qu'ils présentent comme la preuve d'une forte probabilité de détransition (Yaish et al., 2026). Cependant, l'arrêt des HAG (souvent qualifié de « détransition médicale ») n'implique pas pour autant qu'une personne ait effectué une détransition sur le plan social : certaines personnes trans (comme le premier auteur de cette étude) arrêtent les HAG une fois qu'elles ont atteint le résultat souhaité ; d'autres y renoncent pour des raisons

financières, sociales ou médicales, bien qu'elles préféreraient continuer. Bien que peu d'études prospectives aient suivi des patients ayant eu recours aux GAH afin de déterminer s'ils avaient par la suite fait marche arrière, l'une d'entre elles a mis en évidence un taux de marche arrière de 1,87 % parmi 694 patients ayant eu recours aux services d'une clinique spécialisée dans la santé transgenre entre 2014 et 2022 (Yaish et al., 2026). De plus, les recherches menées auprès de personnes ayant interrompu ou inversé leur traitement médical d'affirmation de genre réfutent l'idée selon laquelle les personnes qui font marche arrière restent « irrémédiablement marquées » par leur transition antérieure : la plupart des participants ne regrettent pas leur transition médicale initiale et se disent même satisfaits de celle-ci (MacKinnon et al., 2022).

Si les témoignages des personnes ayant fait marche arrière montrent que les soins médicaux d'affirmation de genre n'entraînent pas de « dommages permanents », le rejet sociétal, lui, pourrait en causer. La détransition est souvent due à la pression sociale : une étude a révélé que 36 % des personnes de leur échantillon ont invoqué la détransition en raison de l'insistance parentale, 34 % en raison de la difficulté générale à effectuer la transition, 33 % en raison d'expériences de harcèlement ou de discrimination, et 27 % en raison de difficultés à trouver un emploi (Turban et al., 2021). Yaish et ses collègues (2026) ont constaté que la plupart des personnes ayant fait marche arrière dans leur étude l'avaient fait en raison de la pression exercée par des membres de leur famille pratiquant une religion. Les recherches montrent que les personnes qui font marche arrière sont confrontées à la discrimination de la part de plusieurs groupes, y compris des communautés queer, qui peuvent considérer leur retour en arrière comme une trahison (Gelly et al., 2025). Bon nombre de celles et ceux qui ont renoncé à leur transition déclarent également se sentir stigmatisés et exploités par des militants anti-trans, qui les décrivent souvent comme des personnes « abîmées » et déforment leurs expériences afin de délégitimer les identités trans (Gelly et al., 2025).

M3 : Les bloqueurs de puberté

La transition avant la puberté repose entièrement sur des changements sociaux, tels que le nom et les pronoms (Coleman et al., 2022, chapitre 7). Mais lorsque les enfants trans entrent dans la puberté, les changements de leur corps peuvent leur sembler inacceptables. Les enfants et les familles qui ne savent pas comment procéder ou s'ils souhaitent poursuivre un traitement médical peuvent prendre le temps de réfléchir à ce choix en recourant à des bloqueurs de puberté, qui retardent le développement des caractères sexuels secondaires indésirables et peuvent ainsi réduire le risque de futures interventions chirurgicales invasives (Salas-Humara et al., 2019). Comme le montrent les conclusions de ce rapport, les arguments anti-trans

décrivent les bloqueurs de puberté comme des médicaments expérimentaux, non testés ou insuffisamment testés, administrés de manière imprudente à des enfants transgenres dans le cadre d'un programme médical nouveau et radical. Beaucoup de personnes pensent que ces médicaments comportent des risques inconnus, que leurs effets sont irréversibles et que, par conséquent, leur prescription à des mineurs est irresponsable et néfaste.

En réalité, les bloqueurs de puberté sont loin d'être expérimentaux. Ils sont prescrits en toute sécurité aux enfants cisgenres depuis des décennies (par exemple, Gu et al., 2019), le plus souvent pour traiter une affection médicale caractérisée par le début précoce de la puberté. Ces médicaments, considérés depuis longtemps comme une intervention médicale standard et bien comprise, réduisent les taux de dépression, d'anxiété, d'automutilation et de tendances suicidaires chez les enfants transgenres (Croteau et al., 2025). Les effets des bloqueurs de puberté sont temporaires et réversibles ; dès qu'un enfant cesse de les prendre, la puberté reprend son cours. Les principales organisations médicales, notamment la Société canadienne de pédiatrie (Vandermorris & Metzger, 2023) et l'Académie américaine de pédiatrie (Rafferty et al., 2018), reconnaissent les bloqueurs de puberté comme une option sûre et appropriée pour les enfants transgenres.

M4 : Hormones d'affirmation de genre

Certaines personnes transgenres décident, en concertation avec leurs médecins, de recourir à des hormones d'affirmation de genre (HAG), notamment la testostérone, les œstrogènes et/ou des bloqueurs hormonaux, afin d'aligner leur corps sur leur identité de genre. Comme pour les bloqueurs de puberté, les arguments anti-trans contre les GAH les présentent comme dangereux. Cependant, tout comme les bloqueurs de puberté, les GAH ont été développés pour les personnes cisgenres et sont fréquemment utilisés par celles-ci ; leur innocuité, leur efficacité et leurs effets positifs sur la santé mentale lorsqu'ils sont prescrits à des personnes trans sont bien documentés (Croteau et al., 2025).

Dans le discours anti-trans, les GAH sont souvent qualifiés de « stérilisation », ce qui évoque le mouvement eugéniste et sous-entend que les personnes bénéficiant de ce type de soins médicaux sont incapables de se reproduire. Il est vrai que la fertilité des personnes trans peut être affectée pendant qu'elles suivent un traitement hormonal de confirmation de genre (De Roo, 2025) : dans de nombreux cas, il s'agit d'un résultat souhaité (Obedin-Maliver et al., 2025). Dans certaines circonstances, les effets du traitement hormonal sur la fertilité peuvent être durables. Cependant, les données disponibles montrent que, dans la plupart des cas, les effets du traitement hormonal de confirmation de genre sur la fertilité sont réversibles si le patient arrête le traitement (De Roo et al., 2025). De plus, la

fertilité de nombreuses personnes transgenres qui suivent un traitement hormonal de confirmation de genre reste intacte pendant un traitement à long terme (De Roo et al., 2025). Cette distinction est essentielle, car les idées fausses concernant l'HAG en tant que méthode contraceptive peuvent entraîner des grossesses non désirées (Todd, 2022).

M5 : Chirurgie d'affirmation de genre

Certaines personnes transgenres choisissent de recourir à des interventions chirurgicales d'affirmation de genre afin d'aligner leur corps sur leur identité de genre. La chirurgie d'affirmation de genre (CAG) englobe un large éventail d'interventions et peut inclure la « chirurgie du haut » visant à remodeler la poitrine ou le torse, la « chirurgie du bas » visant à modifier les organes génitaux, des interventions visant à modifier la structure faciale, et bien d'autres encore (Salas-Humara, 2019). Les arguments anti-trans qualifient souvent la chirurgie d'affirmation de genre de mutilation, en la comparant parfois directement aux mutilations génitales féminines. Parfois, des exemples d'interventions mal réalisées ou dont la cicatrisation a mal évolué sont utilisés pour étayer ces affirmations et pour prétendre à tort que ces interventions médicales ont régulièrement des conséquences catastrophiques et que les personnes transgenres qui choisissent de se faire opérer le regretteront.

Comme pour toute autre forme de chirurgie, des complications peuvent survenir lors d'une chirurgie d'affirmation de genre. Les taux de complications varient en fonction du type d'intervention (par exemple, Bishop et al., 2023 ; Levy et al., 2019), les taux étant plus élevés pour la chirurgie du bas. Il est important que les risques liés à ces interventions soient clairement communiqués aux personnes qui envisagent de les subir. Cependant, des méta-analyses montrent que le taux de regret après une chirurgie d'affirmation de genre est de 1 % ou moins (Bustos et al., 2021 ; Thornton et al., 2024). Thornton et ses collègues (2024) proposent une comparaison avec les taux de regret observés pour d'autres formes courantes de chirurgie élective visant à traiter des problèmes médicaux tels que la diverticulite (32 %), le cancer de la prostate (30 %) et les hernies ventrales (11 %), démontrant ainsi qu'un taux de regret de 1 % est extrêmement faible. Les interventions de chirurgie de confirmation du genre n'ont d'ailleurs pas été développées spécifiquement pour les personnes trans : elles sont pratiquées en toute sécurité et avec succès sur des personnes cisgenres depuis des décennies, tant pour des raisons esthétiques que de santé. Contrairement aux rapports anti-trans faisant état de taux élevés de regret, la plupart des personnes trans qui subissent une chirurgie de confirmation du genre se déclarent satisfaites des résultats (Javier et al., 2022). De plus, les soins médicaux d'affirmation de genre sont associés à des

résultats positifs en matière de santé mentale, notamment des taux plus faibles de dépression, d'anxiété et de tendances suicidaires (Swan et al., 2023).

M6 : Soins médicaux d'affirmation de genre pour les enfants trans

Le discours anti-trans présente généralement les soins médicaux d'affirmation de genre destinés aux enfants trans comme excessifs, et comme quelque chose que les médecins, les parents et d'autres alliés des personnes trans imposent aux enfants dès qu'un enfant commence à s'identifier comme trans.

Les enfants peuvent entamer leur transition de nombreuses façons. Avant la puberté, la transition est toujours sociale ; elle n'est jamais médicale (Coleman et al., 2022). Au Canada et aux États-Unis, les transitions médicales pour les enfants et les adolescents ayant entamé la puberté suivent les normes de soins élaborées par l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres (WPATH) (Coleman et al., 2022). Pour les mineurs, la transition médicale n'est jamais une fatalité, mais un choix (lorsque cela est autorisé) fait à l'issue d'un processus décisionnel mûrement réfléchi impliquant le mineur, une équipe pluridisciplinaire de professionnels de santé — comprenant notamment un professionnel de la santé mentale, un endocrinologue et un médecin généraliste — ainsi que son ou ses parents, à moins que l'équipe ne juge que la participation des parents soit préjudiciable (Coleman et al., 2022).

Bien que nous ne disposions pas de chiffres précis sur le nombre d'enfants bénéficiant de soins médicaux d'affirmation de genre, les données dont nous disposons réfutent l'affirmation selon laquelle ces soins seraient surutilisés. Une étude inédite a utilisé les dossiers d'assurance d'adolescents résidant aux États-Unis pour comparer le nombre d'enfants ayant reçu un diagnostic de dysphorie de genre aux traitements médicaux qui leur ont été prodigués. Sur les cinq millions d'adolescents inclus dans l'étude, moins de 18 000 avaient reçu un diagnostic de dysphorie de genre (Hughes et al., 2025 ; Simons-Duffin, 2025). Parmi eux, moins de 2 000 s'étaient vu prescrire un traitement hormonal, et 1 000 s'étaient vu prescrire des bloqueurs de puberté. Une étude connexe, s'appuyant sur les données d'assurance de près de 23 millions de mineurs américains, a révélé des taux de recours à la chirurgie d'affirmation de genre bien inférieurs à ceux observés dans l'étude sur le traitement hormonal : les taux d'interventions chirurgicales de confirmation de genre pour 100 000 adolescents aux États-Unis s'élevaient à 2,1 chez les mineurs âgés de 15 à 17 ans, à 0,1 chez les mineurs âgés de 13 à 14 ans, et à 0 chez les mineurs âgés de 12 ans ou moins (Dai et al., 2024). Ces données indiquent que seuls de faibles pourcentages d'enfants trans (qui ne représentent eux-mêmes qu'une très faible proportion de la

population) ont accès à des soins médicaux d'affirmation de genre, même après avoir consulté des médecins.

M7 : Projet de loi C-4

Le projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion), est une loi fédérale canadienne de 2021 qui a modifié le Code criminel afin d'interdire les pratiques de thérapie de conversion visant à modifier ou à réprimer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne. Le projet de loi C-4 érige en infraction pénale le fait de faire sortir un enfant du Canada dans le but de le soumettre à une thérapie de conversion, une pratique dont les enquêtes montrent qu'elle a causé un préjudice aux Canadiens : des recherches indiquent que 11 % des Canadiens transgenres et non binaires ont déclaré avoir subi une thérapie de conversion, laquelle a été associée à des idées suicidaires et à des tentatives de suicide (Phillips & Walker, 2021). Les détracteurs du projet de loi C-4 affirment qu'il menace la liberté d'expression et la liberté de religion, et soutiennent qu'il criminalise les parents qui élèvent leurs enfants selon des valeurs traditionnelles ou religieuses (Taylor, 2021), rendant illégal pour les parents de dissuader leurs enfants de recourir à des bloqueurs de puberté, à des traitements hormonaux d'affirmation de genre et à la chirurgie. Ils affirment également qu'il empêche les responsables religieux d'offrir un accompagnement pastoral, en criminalisant ceux qui enseignent la sexualité et le genre d'un point de vue biblique (Taylor, 2021 ; La Presse canadienne, 2023).

Ces préoccupations traduisent une mauvaise interprétation de la loi. Le projet de loi C-4 vise les pratiques, traitements ou services formalisés, et non les conversations privées, l'accompagnement pastoral ou les choix parentaux. Le ministère de la Justice a explicitement confirmé que les discussions familiales ou religieuses ouvertes sur l'identité ne sont pas criminalisées (Phillips & Walker, 2021). Surtout, le projet de loi C-4 ne réglemente pas non plus les procédures médicales telles que les bloqueurs de puberté ou la chirurgie ; celles-ci relèvent de la réglementation médicale provinciale et se situent entièrement en dehors du champ d'application du projet de loi.

M8 : Implication dans la criminalité

Un argument anti-trans courant présente les personnes trans — en particulier les femmes trans — comme intrinsèquement dangereuses, notamment dans des lieux tels que les toilettes, les centres d'accueil et les prisons. Les arguments anti-trans décrivent la présence des femmes trans dans les espaces réservés aux femmes comme un risque pour la sécurité des femmes cisgenres. Certains vont plus loin, suggérant que les personnes trans, en tant que groupe, sont davantage impliquées dans des comportements illégaux. Ces allégations sont fréquemment utilisées pour justifier des politiques d'exclusion, présentées comme des mesures de

protection pour les femmes et les enfants cisgenres, plutôt que comme une discrimination à l'encontre d'un groupe marginalisé.

Des données validées par des pairs indiquent que les personnes trans ne se livrent pas à davantage d'actes violents que les personnes cisgenres. Par exemple, les taux de violences sexuelles commises par des adolescents ne montrent aucune différence statistique entre les jeunes trans et cisgenres (par exemple, Ybarra et al., 2022). De plus, bien que des discours récents présentent les personnes trans comme responsables d'un nombre disproportionné de fusillades de masse, les données montrent le contraire. Par rapport à la population générale, les hommes cisgenres sont surreprésentés parmi les auteurs de fusillades de masse, tandis que les personnes trans sont sous-représentées (Peterson & Densley, 2026). En d'autres termes, le pourcentage de tireurs de masse transgenres est bien inférieur au pourcentage de personnes transgenres dans la population générale : d'après les données de Peterson et Densley (2026) sur les fusillades de masse depuis 1966, un seul incident impliquait un tireur transgenre (contre 197 incidents impliquant des hommes cisgenres et quatre impliquant des femmes cisgenres comme tireurs).

Les taux de victimisation diffèrent toutefois considérablement entre les personnes trans et cisgenres. Selon Femmes et Égalité des genres Canada (2025), 59 % des personnes trans sont victimes de violences, contre 37 % des personnes cisgenres. Des recherches menées aux États-Unis ont révélé que les personnes transgenres subissent des actes de violence, notamment des viols, des agressions sexuelles et des voies de fait graves, à un taux plus de quatre fois supérieur à celui des personnes cisgenres (Flores et al., 2021). Une étude menée au Canada a révélé que 30 % des personnes non binaires et 22 % des personnes transgenres avaient été victimes d'agressions sexuelles au cours des cinq dernières années, et que 37 % supplémentaires de ces deux groupes avaient subi des intimidations physiques ou des menaces (Trans PULSE Canada, 2023). La situation est particulièrement grave en milieu carcéral : loin de représenter un danger pour autrui, les personnes transgenres incarcérées sont, dans leur grande majorité, des victimes. Les personnes trans ont neuf à dix fois plus de risques d'être victimes d'agressions sexuelles de la part de codétenus et cinq à six fois plus de risques d'être victimes d'agressions sexuelles de la part du personnel pénitentiaire que les autres personnes incarcérées (James et al., 2016). Cette vulnérabilité s'explique en grande partie par la pratique répandue consistant à placer les détenus trans en fonction du sexe qui leur a été attribué à la naissance, une pratique qui persiste même lorsque les directives stipulent que les décisions d'hébergement ne peuvent pas être

fondées uniquement sur l'état génital (par exemple, Ghebrai, 2026).

M9 : La pratique sportive

Un dernier sujet, souvent source de désinformation de la part des détracteurs anti-trans, concerne la participation des femmes et des filles transgenres aux sports féminins. Certaines athlètes transgenres participent à des équipes et à des ligues sportives avec des personnes dont l'identité de genre correspond à la leur, souvent pour la même raison que les athlètes cisgenres pratiquent un sport avec d'autres personnes de leur même genre (pour des raisons de sécurité, de camaraderie ou en raison d'un manque d'options pour jouer dans des ligues mixtes ; Lightner et al., 2024). Malgré ces motivations courantes, les militants anti-trans s'opposent souvent à la participation des femmes et des filles transgenres aux sports féminins. Les arguments contre leur participation s'articulent souvent autour de préoccupations de sécurité, ainsi que des prétendus avantages compétitifs dont bénéficieraient les femmes et les filles transgenres dans le sport par rapport aux femmes et aux filles cisgenres.

Un examen de ces allégations relatives à la sécurité et à l'équité aboutit à des conclusions différentes. Aucune étude empirique n'a démontré que la participation à des compétitions sportives face à des femmes ou des filles transgenres ait un impact sur la sécurité des femmes ou des filles cisgenres, ni qu'elle entraîne une augmentation du nombre de blessures (Hamilton et al., 2021 ; Pavlenko, 2022). Bien qu'il y ait eu peu de cas largement médiatisés de filles et de femmes cisgenres ayant subi des blessures lors de compétitions contre des filles et des femmes transgenres, les blessures sont courantes dans le sport, et les cas de filles et de femmes cisgenres se blessant lors de compétitions contre d'autres filles et femmes cisgenres sont bien plus fréquents (par exemple, Horan et al., 2023 ; Migdon, 2024 ; Stockbridge et al., 2022). En ce qui concerne l'équité et les avantages dont bénéficient les femmes et les filles transgenres, des taux élevés de testostérone peuvent conférer certains avantages aux compétitrices dans certains sports, ce qui a conduit de nombreuses organisations sportives à élaborer des politiques exigeant que les femmes transgenres suivent un traitement hormonal de transition (GAH) pendant une certaine durée afin de pouvoir participer (voir Clemente et al., 2025 pour leur synthèse). De nombreuses recherches ont été menées pour examiner les effets de la GAH sur les athlètes transgenres. Les données disponibles, notamment une méta-analyse de 50 études antérieures, montrent que les femmes transgenres ayant suivi un traitement à base de GAH pendant au moins trois ans ne disposent pas d'un avantage athlétique inhérent par rapport aux femmes cisgenres (Mendes Sieczkowska et al., 2026).

CONCLUSIONS

Notre analyse thématique a mis en évidence deux thèmes principaux : la légitimité transgenre perçue comme une menace et les stratégies utilisées par les influenceurs lorsqu'ils abordent la question des personnes transgenres et de l'identité de genre. Notre premier thème comportait plusieurs sous-thèmes : la légitimité transgenre présentée comme une menace pour : 1) les enfants, 2) les femmes, 3) la réalité, et 4) la nation, la société, l'Occident et la démocratie. Nous abordons ces thèmes et sous-thèmes ci-dessous.

La légitimité trans : une menace pour les enfants

Au cours de l'analyse de nos données, notre équipe de recherche a été frappée par l'omniprésence du thème de la protection des enfants. Les influenceurs ont longuement écrit sur la légitimité des personnes trans (un concept que les influenceurs de notre échantillon désignaient souvent sous le terme d'« idéologie de genre ») en tant que menace pour les enfants. Plus précisément, les utilisateurs de X ont évoqué le risque que les enfants soient endoctrinés au point de croire qu'ils sont transgenres, ce qui conduirait à leur transition sociale et/ou médicale et leur causerait un préjudice durable.

De nombreux messages de notre échantillon évoquaient l'idée que les enfants étaient vulnérables à l'endoctrinement par des sources extérieures, comme en témoigne cette citation tirée d'un message : « Toute une génération d'enfants n'a pas décidé d'elle-même qu'elle ne savait pas de quel sexe elle était », ce qui sous-entend que des forces extérieures sèment la confusion non pas seulement chez certains, mais apparemment chez tous les enfants quant à leur identité de genre. Un influenceur qui publiait fréquemment la phrase « Les enfants transgenres n'existent pas » a évoqué son engagement dans la lutte contre la cause transgenre dans une ville où des habitants avaient hissé des drapeaux transgenres sur leurs maisons pour protester contre sa visite. Un autre lui a répondu en le soutenant : « Une contagion de masse s'attaque à nos enfants. »[M1] Ces deux affirmations – selon lesquelles les enfants transgenres n'existent pas et qu'une contagion de masse s'attaque aux enfants – renvoient à l'idée que les enfants sont amenés par d'autres à croire, à tort et de manière dangereuse, qu'ils sont transgenres.

Les contributeurs à notre ensemble de données ont exprimé à plusieurs reprises que les enfants n'avaient pas la capacité de prendre eux-mêmes des décisions lourdes de conséquences. Cette appréhension quant à leur capacité a été fréquemment reprise dans l'ensemble de nos données : les influenceurs ont qualifié les enfants transgenres de « désorientés », à l'image de l'un d'entre eux qui a écrit, dans le cadre d'un message prônant une législation anti-

trans : « Vous devriez avoir honte de vous-même si vous contribuez à semer la confusion chez un enfant déjà désorienté et émotionnellement [sic] vulnérable. » Poussant cette idée à l'extrême, un autre contributeur de notre échantillon a écrit :

*Mes enfants ont récemment regardé *Homeward Bound* pour la première fois. Aujourd'hui, pendant que je préparais le dîner, ils se couraient après en aboyant. Il y a des gens qui les encourageraient à assumer leur identité naissante de chiens, plutôt que de simplement y voir un jeu sans importance. Des psychopaths.*

Cet influenceur compare les jeunes transgenres à des enfants qui s'adonnent à un jeu imaginatif consistant à faire semblant d'être des chiens. Il suggère que des forces extérieures tentent de convaincre les enfants qu'ils devraient changer d'identité en se basant sur leurs jeux. En utilisant cette analogie, il dépeint l'identité des enfants trans comme une simulation, laissant entendre que les adultes trans et leurs alliés manipulent les enfants par le biais de leur imagination et de leur prétendu manque de capacité à se comprendre eux-mêmes. En terminant son message par le mot « psychopathes », il laisse entendre que l'idée d'affirmer l'identité des enfants trans est ridicule ou dangereuse.

Les influenceurs ont également exprimé leur inquiétude concernant des groupes spécifiques d'enfants. De nombreuses publications ont utilisé l'expression « enfants gays et autistes » comme synonyme d'« enfants trans », pour désigner des enfants qui seraient exposés à un risque accru d'endoctrinement. Dans une discussion sur le rapport du ministère américain de la « Santé et des Services sociaux » (HHS) concernant les soins d'affirmation de genre, publié en mai 2025, une influenceuse a annoncé qu'elle partagerait ses « réflexions sur le paysage politique entourant le rapport du HHS américain sur les soins d'affirmation de genre. Le Canada a besoin d'un dirigeant élu au niveau fédéral pour défendre le bon sens dans la guerre culturelle. Les enfants homosexuels et autistes en dépendent. » Cela fait référence à l'idée selon laquelle les enfants homosexuels et autistes sont particulièrement vulnérables à la manipulation visant à leur faire croire qu'ils sont trans : les enfants homosexuels pour faire face à leur sexualité, et les enfants autistes en raison de leur prétendue « difficulté à l'introspection et à la pensée abstraite » (Bradley, 2017, paragraphe 10). Un influenceur figurant dans nos données a même déclaré : « La majorité des enfants s'identifiant comme trans sont autistes »,[12] tout en publiant une capture d'écran

[12] Bien que des recherches montrent que les personnes transgenres sont plus susceptibles d'être autistes que les personnes cisgenres, l'idée selon laquelle la plupart des enfants transgenres sont autistes est une fausse information. Les résultats d'une méta-analyse montrent qu'environ 11 % des personnes transgenres présentent des traits autistiques : les taux observés dans les études portant sur les enfants ne différaient pas de manière significative de ceux observés dans les études portant sur les adultes (Kallitsounaki & Williams, 2022).

d'un article du Telegraph intitulé « Le NHS va tester tous les enfants "trans" pour détecter l'autisme ». Lorsqu'un commentateur a fait remarquer que le titre plaçait le mot « trans » entre guillemets, l'influenceur a répondu que c'était un signe de progrès, laissant entendre qu'il était inapproprié d'accepter l'identité des enfants

trans comme légitime.

Parfois, les utilisateurs de X exprimaient cette crainte de voir les enfants endoctrinés pour devenir trans en utilisant le mot « trans » comme verbe. « Transer » indique que quelqu'un pousse une autre personne à effectuer sa transition, comme dans le message suivant tiré de nos données : « Je viens d'avoir un bébé au Canada et je crains que les enseignants n'essaient quand même de la transer avant son cinquième anniversaire. » Ce message fait également référence à une préoccupation courante liée à ce thème : le système éducatif canadien.

Les éducateurs, des endoctrinateurs

Les utilisateurs de X de notre échantillon ont indiqué qu'ils pensaient que les écoles canadiennes enseignaient systématiquement aux enfants à devenir trans. C'était l'une des innombrables préoccupations soulevées par les influenceurs au sujet du système éducatif canadien. Ces préoccupations portaient souvent, plus largement, sur l'exposition des enfants à des idées libérales ou de gauche. D'autres préoccupations concernaient la sécurité dans les toilettes scolaires, les vestiaires et les activités sportives, ainsi que l'autorité parentale sur les noms et les pronoms que les enfants utilisent pour se désigner en classe. Nous reviendrons sur ces sujets dans les conclusions suivantes, mais l'idée centrale ici concerne les enseignants et les écoles canadiennes en tant que forces d'endoctrinement.

Une grande partie de l'inquiétude concernant les écoles dans les publications que nous avons analysées tournait autour du « woke », ou de la pensée de gauche dans son ensemble. Un utilisateur de X de notre échantillon a écrit : « L'idéologie woke s'affiche sans vergogne dans [une école de Colombie-Britannique (C.-B.)]. On m'a dit que les autocollants « [École] Pride » sont collés sur chaque porte de classe. » Dans un message suivant, l'influenceur a demandé : « Quand cesserons-nous d'imposer cette propagande aux enfants ??? » L'influenceur a publié des photos de drapeaux « Progress Pride » — arborant non seulement les couleurs de l'arc-en-ciel, mais aussi le noir et le marron, symbolisant la diversité raciale, ainsi que les couleurs du drapeau transgenre (bleu clair, rose et blanc) — exposés au sein de l'établissement. Des photos des enseignants figuraient sur les drapeaux, accompagnées de messages soulignant que chaque enfant est important et capable de faire la différence, d'une citation de Maya Angelou et de la phrase « nous avons tous notre place ».

Figure 1. Une publication de notre base de données présentant des photos d'une exposition consacrée à la Fierté dans une école de Colombie-Britannique. L'influenceur qualifie cette exposition de « propagande »..[13]



Bien que les utilisateurs de X aient semblé préoccupés par le fait que leurs enfants apprennent à être « woke », c'est surtout la manière dont ils pourraient acquérir cette « conscience woke » qui semblait les inquiéter. Les enseignants et autres éducateurs étaient présentés comme des agents de causes de gauche qui s'ingéraient délibérément dans les idées et le développement des enfants. Un influenceur a déclaré : « Nous devons "dé-woker" nos écoles. On continue de programmer les enfants pour qu'ils croient qu'ils sont nés dans le mauvais corps avant la puberté. Et qu'ils peuvent changer de sexe aussi facilement qu'ils changent de vêtements. » Ici, l'influenceur reproche aux éducateurs « woke » de légitimer les identités trans. À l'instar du message ci-dessus qualifiant les drapeaux « Progress Pride » de « propagande », cet influenceur présente les méthodes des éducateurs comme insidieuses, affirmant que les enfants sont « programmés ».

Bien que l'ingérence des éducateurs ait été systématiquement décrite comme une menace pour les enfants, les influenceurs ont abordé cette menace de manière incohérente. Un influenceur a publié un graphique sur les compétences qui devraient être enseignées à l'école, telles que l'autodéfense et la gestion des finances personnelles. Il a ajouté : « Pourquoi ne pas enseigner aux enfants de vraies compétences ? S'ils ne sont pas en âge de voter, ils ne sont PAS en âge de choisir leur genre. Laissez nos enfants tranquilles. » Bien que l'expression « laissez nos enfants tranquilles » présente l'argument comme une question de protection contre toute ingérence, le reste de la déclaration contredit ce cadre. En affirmant que toute personne de moins de 18 ans n'est « pas assez âgée pour choisir son genre », l'influenceur montre qu'il ne s'intéresse pas à la liberté des enfants face aux influences extérieures, mais qu'il prône au contraire une forme spécifique de contrôle : celle qui empêche les enfants d'explorer ou d'exprimer une identité de genre différente

[13] Pour des raisons de sécurité, notamment celle de l'équipe de recherche ainsi que celle des personnes transgenres et de leurs alliés mentionnés dans les publications, nous avons masqué les noms tout au long de ce rapport. Nous avons ici masqué les noms des établissements scolaires et des enseignants qui étaient auparavant visibles sur cette image.

du sexe qui leur a été attribué. Le souci affiché de laisser les enfants tranquilles masque donc ce qui est en fin de compte un débat sur qui devrait contrôler l'expression de genre des enfants, et non sur la question de savoir si quelqu'un devrait le faire.

Quant à savoir qui devrait contrôler l'expression de genre des enfants, les influenceurs ont clairement indiqué qu'ils estimaient que ce rôle revenait aux parents. Une grande partie de nos données provient des années 2023 et 2024, période durant laquelle le projet de loi 27, désormais connu sous le nom de loi modificative sur l'éducation, a été rédigé, déposé et adopté en Alberta. Ce projet de loi impose notamment aux établissements scolaires d'informer les parents si un élève demande à être désigné par un nouveau nom ou un nouveau pronom, et interdit aux enseignants de donner suite à de telles demandes émanant d'élèves de moins de 16 ans sans l'accord parental. Cette mesure a été soutenue et saluée par les influenceurs de notre ensemble de données. Beaucoup ont partagé des articles de presse sur cette législation, tandis que d'autres ont ajouté leurs propres commentaires ; l'un d'entre eux a notamment écrit : « Protégeons les personnes homosexuelles pour qu'elles ne soient pas amenées à croire qu'elles sont dans le mauvais corps. […] Protégeons les familles contre les écoles qui cachent des secrets destructeurs aux parents. » Un message d'un autre influenceur affirmait qu'avec l'adoption du projet de loi, « il est INTERDIT aux enseignants de changer unilatéralement le nom et les pronoms de jeunes enfants sans le consentement des parents ». Chacun de ces messages traduit la conviction que les écoles recourent à des méthodes sinistres pour convaincre les enfants qu'ils sont trans, et présente les parents (anti-trans) comme les seuls arbitres légitimes des choix de leurs enfants, ainsi que comme des protecteurs contre l'endoctrinement.

Interactions avec les personnes trans et les symboles

Les inquiétudes concernant l'endoctrinement des enfants s'étendaient bien au-delà de la salle de classe. Les utilisateurs de X se sont opposés à plusieurs reprises au fait que les enfants interagissent avec des personnes trans dans leur vie quotidienne. Ils ont également rejeté l'idée que les enfants voient des images de personnes transgenres et d'autres personnes non conformes au genre dans des publicités affichées en public, et ont même critiqué l'utilisation publique de symboles destinés à représenter la communauté trans ou la fierté 2SLGBTQIA+.

Les influenceurs de notre échantillon ont indiqué estimer qu'il était inapproprié que des personnes trans interagissent avec des enfants. Il est important de noter que ces objections ne concernaient pas simplement les interactions avec leurs propres enfants,

mais avec n'importe quel enfant. Un utilisateur de X a republié une vidéo de la députée américaine Sarah McBride lisant un livre illustré à un groupe d'enfants. Le livre s'intitulait I Am Jazz, écrit par Jazz Jennings, une femme transgenre et militante qui s'est fait connaître après avoir révélé son identité de genre dès son enfance et qui animait l'événement organisé par la Human Rights Campaign. Dans la vidéo, la députée McBride, qui est elle-même une femme transgenre, est assise face au groupe d'enfants, vêtue d'une veste en jean et d'un pantalon de style « business-casual ». La légende originale de la vidéo désignait la députée tour à tour comme « le député Tim McBride », un « mec » et « un homme se faisant passer pour une femme ». En republiant la vidéo, l'utilisateur de X a ajouté avec sarcasme : « J'ai appris du ministère de l'Éducation que les capacités de lecture des enfants s'améliorent considérablement s'ils sont encadrés par des drag queens qui font du twerking. C'est une vérité scientifique établie par les progressistes. » Cela sert non seulement à qualifier la députée McBride de drag queen (ce qu'elle n'est pas) et à suggérer, par le terme « twerk », qu'elle se comportait de manière sexuelle devant les enfants (ce qui n'était pas le cas), mais aussi à laisser entendre que les « Drag Queen Story Hours » — des événements éducatifs distincts au cours desquels des drag queens lisent des livres pour enfants dans des bibliothèques — sont inappropriés pour les enfants.

Figure 2. Un utilisateur de X republie une vidéo de la députée Sarah McBride (appelée à tort « Tim McBride ») en train de lire un livre illustré de Jazz Jennings à un groupe d'enfants. Dans sa publication, l'influenceur fait référence à des « drag queens qui font du twerk ».



Les influenceurs ont fait part de leurs inquiétudes concernant les enfants, non seulement en raison des interactions entre ces derniers et les personnes trans, mais aussi simplement parce que le grand public était sensibilisé à l'existence de personnes non conformes au genre. À titre d'exemple, Shoppers Drug Mart a lancé début 2025 une campagne publicitaire pour un événement promotionnel mettant en avant des marques de beauté de luxe et des créateurs de contenu. Certaines de ces publicités mettaient en scène Myles Sexton, directeur artistique et maquilleur non binaire. Les publicités montraient des photos de lui arborant sa barbe, ses cheveux longs et son maquillage. Cette

campagne publicitaire a suscité des commentaires de la part de plusieurs utilisateurs de X figurant dans notre ensemble de données, dont la plupart ont exprimé un mécontentement général ou ont critiqué Shoppers Drug Mart pour avoir « s'approprié la féminité » ou s'être livré à de l'« activisme » avec cette promotion. L'un d'entre eux, cependant, a partagé un lien vers une publication concernant la campagne et a déclaré :

C'est effrayant et insultant pour les Canadiennes. Les entreprises canadiennes n'ont-elles pas compris que nous en avons assez de ces absurdités « woke » ? Je ne veux pas voir ça quand je fais mes courses avec mes enfants. RETIREZ-LES ou vous ferez face à un BOYCOTT.

Ce post présente ces publicités comme inappropriées pour ses enfants dans une pharmacie. Il convient de noter que ces publicités ne comportaient aucun contenu à caractère sexuel ni aucun autre thème réservé aux adultes : il s'agissait simplement de photographies d'une personne maquillée. Le préjudice qu'elle a identifié reposait sur la simple visibilité d'une personne non conforme au genre dans un espace public. Cela illustre à quel point les personnes trans avaient été délégitimées dans ce discours : la présence d'une personne non binaire dans le champ de vision des enfants était en soi présentée comme une menace suffisamment grave pour justifier un boycott.

Figure 3. Un influenceur présente une campagne publicitaire de Shoppers Drug Mart mettant en scène Myles Sexton, un créateur de contenu non binaire, comme étant inappropriée pour les enfants.



Les influenceurs ont tenté de dissuader les entreprises d'inclure les personnes transgenres, et ce, au-delà des simples photos de personnes non conformes au genre : ils se sont également opposés à l'affichage public de symboles associés aux identités transgenres. Des publications ont exprimé leur indignation face à l'apparition du mot « PRIDE » sur l'application Disney+, à la présence des couleurs du drapeau transgenre (rose, bleu clair et blanc) sur les logos des équipes de la Ligue nationale de hockey (LNH), et surtout à celle du drapeau « Progress Pride ». Un message indiquait : « J'allais acheter un coffret @LEGO_Group à ma nièce, mais tous les employés du magasin portaient un drapeau Progress

Pride et un pin's avec un pronom… NON MERCI ! » Ces exemples révèlent que, pour certains influenceurs, le seuil de préjudice avait été fixé à un niveau si bas que des symboles passifs d'inclusion des personnes transgenres — une palette de couleurs, un petit pin's à la boutonnière — étaient considérés comme des impositions suffisamment graves pour l'emporter sur une décision d'achat.

Protéger les enfants des médecins

Le message suivant peut apporter un éclairage supplémentaire sur les raisons pour lesquelles ces influenceurs ne voulaient pas que les enfants voient ou interagissent avec des personnes trans. Un influenceur a partagé un lien vers une vidéo montrant un train au Royaume-Uni arborant les couleurs du drapeau trans dans le cadre d'une campagne de solidarité avec les personnes queer et trans. L'influenceur a commenté : « Les générations futures demanderont : "Pourquoi les humains d'autrefois ont-ils peint des trains entiers aux couleurs du drapeau d'une secte prônant la mutilation des enfants ?" »[M3 M4 M5 M6] À la simple vue de symboles de la fierté trans, les influenceurs de notre ensemble de données évoquaient souvent immédiatement la chirurgie et d'autres soins médicaux destinés aux personnes trans — et aux enfants trans en particulier, présentés de manière déformée comme une « mutilation ».

Alors que les influenceurs de notre ensemble de données évoquaient fréquemment des inquiétudes concernant les menaces pesant sur les enfants de la part des éducateurs et liées aux interactions avec des personnes transgenres ou à des images de celles-ci, la menace la plus souvent évoquée à l'égard des enfants dans nos données provenait des professionnels de santé. Les médecins et les établissements médicaux étaient souvent mentionnés dans nos données avec colère et dans un langage extrême, ce qui constituait l'une des principales tactiques de désinformation choisies par les influenceurs anti-transgenres analysés. Les professionnels de santé étaient généralement présentés comme des entités dont il fallait protéger les enfants. Il n'était

Figure 4. Un influenceur republie une vidéo montrant un train aux couleurs du drapeau de la fierté transgenre, qu'il qualifie de « drapeau d'une secte prônant la mutilation des enfants ».



pas rare de voir les médecins qualifiés de « bouchers » et les soins médicaux d'affirmation de genre décrits comme « mutilant et stérilisant les enfants ». Les arguments selon lesquels les enfants devaient être protégés des médecins et des hôpitaux évoquaient également souvent les frais facturés pour les procédures d'affirmation de genre. Certains influenceurs qualifiaient les prestataires de soins d'affirmation de genre d'appartenant à « l'industrie trans prédatrice » ou au « complexe industriel trans ».[14]

Dans un exemple, un utilisateur de X a partagé un lien vers un article du Daily Caller — un site web de droite fondé par Tucker Carlson, connu pour ses liens avec les suprémacistes blancs — indiquant que les hôpitaux avaient facturé 120 millions de dollars pour des procédures de soins d'affirmation de genre (notamment des bloqueurs de puberté, des traitements hormonaux substitutifs et des interventions chirurgicales) pratiquées sur des mineurs aux États-Unis entre 2019 et 2023. L'auteur du message a ajouté : « 120 000 000 dépensés pour mutiler et stériliser des enfants, en violation du Code de Nuremberg, par ces bouchers et leurs alliés et complices aveuglés par leur idéologie[.] La PRISON mettrait fin à cela. »[M3 M4 M5 M6], l'auteur invoque le Code de Nuremberg, sans doute pour signifier que les soins médicaux d'affirmation de genre sont expérimentaux et constituent une violation des droits de l'homme, et évoque la prison pour indiquer que les médecins dispensant ces soins devraient être poursuivis pénalement.

Les responsables politiques étaient souvent mis en cause dans des publications appelant à protéger les enfants contre ces soins médicaux. Ces publications présentaient souvent ces responsables comme indifférents au bien-être des enfants. Une publication citait une responsable politique canadienne en particulier, puis affirmait qu'elle :

[...] pourrait faire quelque chose pour protéger les enfants de l'endoctrinement de la secte du genre, mais non. Elle pense qu'il est compatissant de semer la confusion dans l'esprit des enfants, puis de les castrer chimiquement et de les découper s'ils le souhaitent. Certaines personnes refusent tout simplement de voir le mal qu'elles soutiennent, même lorsqu'il est juste sous leurs yeux.[M3 M4 M5 M6]

Le langage utilisé ici dépeint les professionnels de santé comme des méchants et des « êtres malfaisants », en employant les expressions « castrer chimiquement » et « les découper » pour décrire les soins médicaux prodigués aux enfants.

[14] La rhétorique du « complexe industriel » a traditionnellement été associée à des critiques progressistes ou de gauche (comme celle du complexe militaro-industriel), mais elle a été reprise par des influenceurs de droite dans ce que Banet-Weiser et Kay (2025) appellent « le palais des miroirs numérique ».

Outre l'expression de la colère à l'encontre des responsables politiques, de nombreuses publications suggéraient des actions en réponse. Voter pour certains candidats ou partis était une suggestion courante. Un message appelait les abonnés de l'influenceur à personnaliser le passage suivant et soit à l'envoyer à leurs élus, soit à le lire à haute voix lors des réunions du conseil municipal :

Les habitants de (votre ville) ne promeuvent ni n'approuvent la médicalisation et la mutilation des enfants dans aucun contexte et, par conséquent, s'opposent spécifiquement au hissage du drapeau LGBTQ qui célèbre la promotion radicale de plus de 80 soi-disant genres. […] Les bloqueurs de puberté et les hormones du sexe opposé ne constituent pas une solution à [sic] l'état d'esprit. En réalité, ils relèvent de la maltraitance médicale et psychologique. Des milliers de poursuites judiciaires sont engagées contre des médecins et des cliniques. Et pourtant, vous souhaitez célébrer une telle atrocité. Honte à vous. […] Vous cédez à la pression et à la peur d'une force socio-politique dominante et vous trahissez les habitants de (votre ville). Combien d'argent recevez-vous pour cela ? Qui finance tout cela ? […] Le drapeau canadien ne doit-il pas être respecté et la Fête du Canada ne doit-elle pas être célébrée ?[M3 M4 M5 M6]

À l'instar de l'utilisateur X ci-dessus qui a publié une photo d'un drapeau de la fierté transgenre dans un train, cet influenceur associe également les drapeaux de la fierté à ce qu'il qualifie de « mutilation d'enfants ». Ce message qualifie spécifiquement les bloqueurs de puberté et les traitements hormonaux d'affirmation de genre d'abusifs et encourage les Canadiens à laisser entendre que leurs conseillers municipaux sont soudoyés pour autoriser ces « abus ». Certains influenceurs ont exprimé une inquiétude particulière pour les filles. Un contributeur a écrit : « C'est une tragédie ce que les gauchistes font subir à toute une génération de jeunes femmes. Quand elles reprendront leurs esprits, ces filles seront horrifiées par les dommages irréversibles qu'elles se sont infligés😔 »[M1 M2] Ce message fait écho aux idées sur le ROGD (dommages irréversibles liés au genre) popularisées dans le livre d'Abigail Shrier (2021), Irreversible Damage: The Transgender Craze Seducing Our Daughters.

L'auteur de ce commentaire fait ici référence aux jeunes personnes transmasculines qui suivent des traitements médicaux pour masculiniser leur corps.

La légitimité trans : une menace pour les femmes et les filles cisgenres

Les influenceurs analysés dans nos données ont exprimé leur inquiétude non seulement quant au fait que les personnes trans « endoctrinaient » les jeunes filles pour qu'elles se considèrent comme trans, mais aussi quant au fait que les femmes et les

jeunes filles cisgenres étaient confrontées à des menaces physiques et conceptuelles de la part des personnes trans. Cela est ressorti clairement à travers des publications présentant les personnes trans comme particulièrement dangereuses ; des discussions sur la ségrégation par genre dans le sport et dans les installations telles que les toilettes et les vestiaires ; ainsi que des écrits sur l'« appropriation » de la féminité par les femmes trans.[15]

La caractérisation des personnes trans comme dangereuses

Les influenceurs de notre base de données utilisaient souvent un langage suggérant que les personnes trans doivent être particulièrement redoutées. Cela se traduisait par des termes couramment associés à la brutalité (par exemple, « violence » et « maltraitance ») ; aux abus sexuels (par exemple, « prédateur » et « pédophile ») ; au crime organisé (par exemple, « mafia » et « secte ») ; et à la dépravation morale (par exemple, « mal » et « monstre »). Bien que ces mots aient parfois été utilisés pour décrire des incidents spécifiques, ils servaient aussi couramment à décrire les personnes trans en général.
Les descriptions des personnes trans comme étant violentes revenaient souvent dans le contexte de manifestations. De nombreux influenceurs ont publié des vidéos montrant des personnes trans manifestant contre la législation anti-trans. Plusieurs de ces vidéos mettaient en scène les influenceurs eux-mêmes, brandissant des pancartes portant des messages anti-trans. Il arrivait parfois qu'un influenceur s'approche de manifestants tout en filmant, sans avoir préalablement sollicité d'interview. Il continuait alors à filmer les réactions des manifestants, souvent négatives. Une publication présentait une vidéo accompagnée du texte : « Voici une brève compilation des raisons pour lesquelles ces personnes ne devraient jamais avoir accès aux espaces réservés aux femmes. ⚠⚠⚠ »[M8] La vidéo montrait des extraits d'activistes transgenres dans des situations tendues, certains d'entre eux criant ou adoptant des postures agressives.[16]

Les commentaires sur les publications consacrées aux manifestations exprimaient souvent de la surprise et de la peur envers les personnes transgenres qui y figuraient. Lorsqu'un commentateur a fait remarquer l'impolitesse des manifestants dans le contenu d'un contributeur, ce dernier a répondu : « Je devrais remercier les impolis. Ils contribuent grandement à sensibiliser ceux qui ne comprennent pas ce qui se

[15] Nos conclusions font écho à des travaux universitaires récents qui explorent la manière dont « les débats contemporains sur le genre se sont cristallisés dans et autour du sport » (Knott-Fayle, 2025, p. 193), en partie parce que les notions d'équité « sont liées aux catégorisations binaires homme/femme » (Knott-Fayle, 2025, p. 194).

[16] Ironiquement, plusieurs des personnes apparaissant dans ces extraits se sont vu attribuer le sexe féminin à la naissance et seraient donc tenues d'utiliser les espaces réservés aux femmes si la législation préconisée par bon nombre de ces influenceuses venait à être adoptée.

passe. Beaucoup pensent qu'il y a du vrai dans l'idéologie du genre jusqu'à ce qu'ils entendent ce qu'en disent ses partisans. » Cette réponse éclaire ces stratégies de tournage. Les objectifs ne sont ni la documentation ni le dialogue, mais la provocation : orchestrer délibérément des confrontations pour récolter des réactions qui serviront de preuves. Ces vidéos utilisent les réactions de frustration des personnes trans face au fait d'être filmées et suivies – lors d'événements où elles sont déjà émotionnellement engagées dans la contestation de lois et d'autres activités politiques qui nuisent à leurs communautés – comme preuve que les personnes trans constituent une menace.

Ces prétendues preuves semblent convaincantes. Un influenceur a republié un titre du Herald Sun, soulignant que la police de Canberra, en Australie, se préparait à des violences avant un rassemblement anti-trans. L'influenceur a ajouté : « J'aimerais qu'ils présentent les choses correctement. Ce que signifie réellement "les autorités se préparent à des violences", c'est : "les autorités s'attendent à ce que les militants de genre commettent des violences contre les femmes". Ce sont toujours les militants pour l'égalité des genres qui sont violents et menaçants. Mettez les choses au clair. »[M8] Bien que l'influenceur se soit plaint du manque de neutralité de l'article, celui-ci présentait bel et bien les militants trans comme une menace : le titre se terminait par « des militants trans prévoient de perturber un rassemblement pour les droits des femmes ». Cela n'a pas suffi à l'influenceur, dont la publication suggérait que les personnes trans sont violentes, contrairement aux femmes cisgenres.

Si la plupart des messages présentant les personnes trans comme dangereuses mettaient l'accent sur des comportements agressifs lors de manifestations, certains posts s'appuyaient également sur des articles d'actualité concernant des personnes trans qui auraient été impliquées dans des activités criminelles. Un influenceur a écrit, en réponse à un post sur les femmes trans incarcérées dans des prisons pour femmes, que les femmes trans « sont plus violentes sexuellement que même le détenu masculin moyen ». Un autre contributeur s'est exprimé sur X pour noter : « Un grand nombre (la plupart ?) des récentes fusillades de masse dans des écoles avaient un lien avec des personnes trans. Quelle est la probabilité que cela arrive ? »[M8] Ces deux publications présentent à tort les personnes trans comme particulièrement violentes. Des influenceurs ont partagé des articles provenant de sites web dédiés à la compilation de cas de crimes commis par des personnes transgenres à travers le monde, tels que Reduxx, ce qui peut expliquer pourquoi ils ont présenté les personnes transgenres comme si elles commettaient davantage d'actes de violence que les personnes cisgenres. Ces sites fonctionnent comme des archives sélectionnées, conçues spécifiquement pour accroître la visibilité des crimes

perpétrés par des personnes transgenres, ce qui peut exagérer la perception qu'en ont les lecteurs quant à leur fréquence, créant ainsi l'impression d'une tendance qui n'est pas étayée par des preuves contextualisées.

À l'époque où les publications de notre échantillon ont été rédigées, un crime violent très médiatisé avait été commis par une personne transgenre au Canada. En février 2025, un parent a poignardé son enfant lors d'un épisode qu'il a par la suite qualifié sur les réseaux sociaux de « crise mentale ». Par la suite, il a appelé le 911 et a été arrêté. Un homme politique conservateur a publié un message indigné à propos de cet incident sur X, qualifiant la personne ayant commis le crime de « parent » et appelant à une réforme de la liberté sous caution ainsi qu'au « retour de l'ordre public ». Plusieurs influenceurs de notre échantillon se sont exprimés sur X pour s'adresser à cet homme politique : l'un d'entre eux a rédigé deux messages contestant l'utilisation par ce dernier du terme « parent » au lieu d'un terme genré.

Un autre influenceur a également publié deux messages à ce sujet : l'un déclarait : « Un monstre trans a POIGNARDÉ UN ENFANT au Canada et les députés conservateurs ont encore TROP PEUR de dénoncer l'agenda trans. Voilà le niveau de lâcheté répugnante auquel nous sommes confrontés. »[M8] L'autre message disait : « Le PCC ne dénoncera pas les écueils de l'agenda trans même lorsqu'ils assassinent des enfants. Une lâcheté répugnante. » Alors que le premier message décrit un seul cas d'agression à l'arme blanche dont l'enfant a survécu, le second va jusqu'à affirmer qu'« ils assassinent des enfants », laissant entendre qu'il s'agit d'incidents multiples et d'issues fatales, comme pour suggérer une campagne meurtrière en cours. L'expression « agenda trans » est utilisée dans les deux messages, présentant ainsi un acte violent isolé comme coordonné, intentionnel et spécifique aux personnes trans. L'influenceur n'a pas précisé en quoi, selon lui, cette affaire était liée à « l'agenda trans ».

D'autres publications ont toutefois établi un lien entre les inquiétudes concernant la violence trans et d'autres croyances relatives aux menaces que représenteraient les personnes trans. En réponse à la publication d'un député à l'occasion de la Journée de visibilité transgenre, qui soulignait les réalisations significatives des Canadiens trans, un utilisateur de X a répondu :

Qu'ont-ils donc fait de si significatif ? Se faufiler dans les vestiaires des femmes ? S'introduire frauduleusement dans les sports féminins ? Voler les trophées des femmes ? « Ont-elles été le groupe le plus susceptible d'agresser sexuellement des enfants ? Quelle réalisation trouvez-vous la plus admirable ? »[M8]

Ce message commence par insinuer que les femmes transgenres sont trompeuses et dégénère rapidement en affirmant à tort que les personnes transgenres se livrent à des comportements violents à un taux élevé. Ici, ces préoccupations s'articulent autour de la participation des femmes transgenres aux sports féminins et de leur utilisation des installations réservées aux femmes.

Activités et espaces séparés par genre

Les influenceurs de notre échantillon étaient généralement de fervents partisans de l'interdiction des femmes et filles transgenres dans les sports féminins et dans les installations réservées aux femmes, telles que les toilettes, les vestiaires, les centres d'accueil et les prisons. Les publications concernant les sports et les espaces séparés par genre mettaient régulièrement l'accent sur l'actualité politique, notamment par le biais de liens vers des articles relatant les initiatives législatives visant à exclure les femmes transgenres de ces activités et espaces, d'expressions de soutien aux responsables politiques ayant déposé de tels projets de loi, et d'opposition à ceux qui n'ont pas soutenu ces mesures d'interdiction. Dans une publication décrivant le projet de loi 29, adopté par la suite et désormais connu sous le nom de « Fairness and Safety in Sport Act » (loi sur l'équité et la sécurité dans le sport), l'utilisateur de X a écrit : « En Alberta, nous pensons […] que les femmes et les filles méritent la possibilité [sic] de concourir de manière équitable et en toute sécurité dans des divisions réservées aux femmes. »[M9] Cette brève déclaration comporte de multiples implications, notamment que les femmes et les filles cisgenres ne sont pas en sécurité lorsqu'elles affrontent des femmes et des filles transgenres, que la participation des femmes et des filles transgenres aux sports féminins est injuste, et que les Albertains sont unis dans ces convictions.

Si le langage utilisé dans le message ci-dessus était subtil, de nombreux utilisateurs de X l'ont été beaucoup moins. De nombreux messages portaient sur les « hommes » (c'est-à-dire les femmes transgenres) dans les sports féminins. Un message affirmait : « Les hommes qui utilisent les sports féminins pour se mettre en avant sont des ordures humaines. Ce sont des personnes dangereuses, souvent dérangées, et nous avons besoin de dirigeants qui protégeront les femmes contre ces pervers. »[M8 M9] Ce message qualifie les femmes transgenres dans le sport d'« hommes », les qualifie de dangereuses, laisse entendre qu'elles souffrent de troubles mentaux et les qualifie explicitement d'ordures.

Notre échantillon contenait également des idées similaires dans des publications concernant d'autres types d'espaces réservés aux femmes. Dans un exemple, une influenceuse a écrit : « Peu importe le nombre de fois où je vois des exemples d'hommes violents et prédateurs qui se

sont introduits dans des prisons pour femmes en se faisant passer pour des femmes — c'est tout aussi surréaliste, choquant et écœurant à chaque fois. »[M8] Là encore, l'insinuation est que les femmes transgenres sont des hommes dangereux qui recourent à la tromperie pour accéder aux femmes à des fins malveillantes : dans ce cas précis, par le biais des prisons plutôt que du sport.

De nombreuses influenceuses ont plaidé en faveur de réponses spécifiques à la participation des femmes transgenres aux sports féminins et à leur utilisation des installations réservées aux femmes, comme le fait de voter pour des responsables politiques soutenant ces interdictions, mais d'autres réponses ont également été évoquées. Une utilisatrice de X a publié une vidéo montrant une femme cisgenre s'agenouillant plutôt que d'affronter une adversaire transgenre. L'influenceuse a salué cet acte et encouragé ses lectrices : « REFUSEZ de concourir jusqu'à ce que chaque homme tricheur soit impitoyablement ridiculisé et chassé des sports féminins. ÇA SUFFIT ! »[M9] Ici, comme ci-dessus, les femmes trans — une fois encore décrites comme des hommes — sont présentées comme concourant de manière déloyale contre des femmes cisgenres, de sorte qu'une ridiculisation « impitoyable » serait une réaction soi-disant raisonnable. L'intérêt pour la ridiculisation des athlètes trans ne se limitait pas à de simples encouragements dans nos données : de nombreuses publications citaient nommément des athlètes trans spécifiques ou renvoyaient vers des articles les critiquant. Certaines incluaient des photos et des vidéos d'enfants transgenres accompagnées de leurs noms, les exposant ainsi au harcèlement de la part de leurs abonnés. Ironiquement, bien que cela ne soit peut-être pas surprenant, certaines de ces publications critiquant des athlètes pour leur participation à des sports féminins mettaient en avant des femmes cisgenres que des influenceurs avaient identifiées à tort comme transgenres. Plusieurs contributeurs ont publié des messages furieux à propos d'Imane Khelif, une boxeuse qui a remporté la médaille d'or en boxe féminine dans la catégorie poids welter lors des Jeux olympiques d'été de 2024. Dans un autre exemple, une influenceuse a republié le message d'un autre utilisateur de X concernant une joueuse de rugby évoluant dans une ligue féminine, en commentant : « Elle ne fait même pas semblant de ressembler à une femme. C'est carrément un gros costaud qui joue dans la ligue des filles. » Le message a été vu plus de 8 500 fois et a suscité 22 commentaires, certains encourageant la violence à l'encontre de l'athlète et d'autres utilisant un genre inapproprié pour la désigner. Plus de huit heures plus tard, l'influenceuse a rédigé une réponse à sa publication indiquant : « Voir la note de la communauté (ajoutée après mon tweet). D'après ces sources, il s'agirait apparemment d'une femme. Je lui présente mes excuses. » Cette réponse, précisant que sa publication avait été

signalée par des utilisateurs de X pour désinformation, n'a été vue que 100 fois. La joueuse de rugby en question s'était vu attribuer le sexe féminin à la naissance (Bugden, 2024).

Menaces conceptuelles pour la féminité

Les influenceurs ont exprimé la conviction que la légitimité des personnes trans ne se traduisait pas seulement par une menace physique pour les femmes et les filles cisgenres : ils ont également fait valoir que cette légitimité constituait une menace conceptuelle. Les publications de notre échantillon décrivaient les tendances vers une évolution du langage genré comme une préoccupation majeure. Dans un exemple, une influenceuse a publié un article sur une femme transgenre ayant obtenu gain de cause devant un tribunal australien contre le développeur d'une application de réseau social réservée exclusivement aux femmes. Le développeur avait manuellement supprimé la plaignante de l'application après qu'elle l'eut utilisée pendant sept mois, et le tribunal a estimé qu'elle avait été victime d'une discrimination illégale. L'influenceuse a ajouté : « "Utilisez simplement leurs pronoms […] et arrêtez d'être si méchants. Que pourrait-il arriver de pire ? La mutilation [sic] et la stérilisation des enfants ? L'effacement des femmes ? Les mots comptent. Et les hédonistes sadiques, psychopathes, de gauche, avides de pouvoir et malfaisants le savent. »[M3 M4 M5 M6] Dans cette citation, l'influenceuse soutient que le fait de respecter l'identité de genre des personnes trans et d'utiliser des termes qui reflètent ces identités constitue une pente glissante qui aboutirait à l'effacement des femmes. On peut supposer, compte tenu du contenu de l'article de presse joint à la publication, que considérer les femmes trans comme des femmes à part entière s'apparente à l'effacement des femmes. En d'autres termes, pour cette contributrice, l'enjeu principal de cette affaire judiciaire était un changement dans la manière dont nous concevons et discutons de la condition féminine.

D'autres influenceurs ont fait part de leurs propres objections à ce changement. Parmi celles-ci figurait l'opposition à l'utilisation d'un langage non binaire visant à décrire la grossesse d'une manière inclusive envers les personnes trans :

En 2019, lors de ma première grossesse, je n'ai jamais vu ni entendu le terme « personnes enceintes ». J'ai passé du temps et consulté des médecins dans deux des villes les plus « woke » d'Amérique du Nord – Toronto et San Francisco – mais je n'ai jamais, pas une seule fois, entendu ou vu ces stupides expressions orwelliennes. La culture trans avait déjà pris le dessus en 2019 – Bruce [Jenner] était devenu Caitlyn et avait été nommée « femme de l'année » dès 2015 – , mais les mots et les concepts n'avaient pas encore envahi le secteur médical à cette époque. Et pourtant, nous sommes en 2024, je suis à nouveau enceinte et

presque tous les articles que je lis, toutes les publications médicales universitaires, voire les formulaires médicaux, utilisent désormais ces expressions odieuses, antiscientifiques et qui effacent les femmes. Je suis enceinte, pourquoi diable faudrait-il me demander mon sexe ? C'est insultant et dégradant. Cela sape l'aspect le plus important et le plus fondamental de la condition féminine. La bonne nouvelle, c'est que ces stupides concepts « woke » sont systématiquement rejetés par la population en général. Mais la réalité, c'est qu'ils se sont déjà infiltrés et ont pris racine dans de nombreuses institutions. La communauté « woke », même si nous nous moquons d'elle, a réalisé des avancées sérieuses et significatives. Nous avons du pain sur la planche.

Comme de nombreux hommes trans et personnes non binaires tombent enceintes et accouchent, de nombreux professionnels de santé ont commencé à utiliser un langage, dans les formulaires d'admission et la publicité, indiquant que les personnes trans sont les bienvenues et seront respectées dans leurs cabinets. Ici, ce langage est présenté comme le signe d'un glissement vers « l'effacement des femmes », que cette influenceuse qualifie de sinistre.

Une autre influenceuse a exprimé son opposition à l'ajout de formulations signalant l'inclusion des personnes transmasculines ayant accouché : « La dernière chose au monde que je souhaiterais, c'est de recevoir un soutien à l'allaitement de la part de personnes qui appellent cela "allaitement par la poitrine" ». Ce message a été rédigé en réaction à une publication sur les réseaux sociaux de Toronto Public Health, proposant des services gratuits pour soutenir les parents allaitants, en utilisant à la fois les termes « allaitement maternel » et « allaitement par la poitrine », ce dernier étant un terme utilisé par certaines personnes transmasculines — en particulier si elles produisent du lait après avoir subi une chirurgie mammaire visant à retirer ou à réduire le tissu mammaire. La publication utilisait également le terme « allaitement maternel », et dans les deux cas, celui-ci était placé avant « allaitement par la poitrine ». Cependant, l'influenceuse a déclaré qu'en raison du choix des termes utilisés dans cette publication, elle ne souhaiterait pas recourir à ce service. Cela traduit une opposition non seulement à l'évolution du langage, mais aussi à l'ajout de termes signalant l'inclusion des personnes transgenres aux côtés du langage traditionnellement utilisé pour les femmes cisgenres.

La légitimité trans : une menace pour la réalité

En lien avec ces menaces conceptuelles, notre échantillon contenait une quantité frappante de discours sur les personnes trans et leur légitimité en tant que menace pour la nature même de la réalité. Les influenceurs de notre échantillon qualifiaient les personnes trans et leurs alliés d'«

idéologues », désignant le respect des identités trans tour à tour comme « idéologie trans », « idéologie de genre », « transgenre », « doctrine de genre », « dogme » ou encore « religion ».

Les identités trans comme des mensonges

Les influenceurs présents dans nos données parlaient souvent des personnes trans comme si leur identité était fausse, les qualifiant de mensonges, de simulacres, d'illogiques, voire de délirantes. Un contributeur a publié ce qu'il a appelé « un petit guide pour démanteler le double langage idéologique », une liste de termes couramment utilisés par les personnes trans suivie de ses propres définitions de ces termes. La liste comprenait :

- *Femme trans = homme qui prétend être une femme*
- *Homme trans = femme qui prétend être un homme*
- *Enfant trans = victime d'abus […]*
- *« Misgendering » = désigner correctement le genre […]*
- *« Transphobie » = refuser de considérer les délires comme la réalité […]*
- *« Euphorie » = excitation*

Le « guide » présenté dans cet article illustre les idées couramment répandues autour de ce thème : présenter l'identité des personnes trans comme fausse (« un homme qui prétend être une femme » / « femme qui prétend être un homme »), présenter les personnes trans comme des malades mentaux (« délires »), laisser entendre que l'euphorie de genre (un sentiment positif lié à l'affirmation de son genre) est la preuve que l'identité trans est motivée par un fétichisme (« excitation »), et qualifier de scientifiques des croyances rigides et conventionnelles sur le sexe et le genre (« désigner correctement le genre »). De plus, l'existence des enfants trans est catégoriquement rejetée, et la nature prétendument vraie de l'identité de ces enfants est associée à la manipulation et à la maltraitance (« enfants trans » = « victimes de maltraitance »).

Les influenceurs de notre échantillon discutaient fréquemment de la réalité en termes absolus, s'arrogeant le rôle d'arbitres de celle-ci. Lors d'une discussion avec une personne qui lui disait qu'il n'y avait aucune raison de rejeter l'identité d'autrui, une influenceuse a répondu que son interlocuteur :

[…] refusait de reconnaître la réalité. On peut traiter un homme s'identifiant comme trans avec respect tout en ne mentant pas — ni en contraignant les autres à mentir — sur le fait qu'il est un homme. Je sais que c'est désagréable de voir ses croyances délirantes remises en cause, mais c'est votre problème. Arrêtez de vivre la tête dans les nuages. Réveillez-vous.

Cette utilisatrice de X a qualifié les femmes trans d'« hommes », laissant entendre que les désigner comme des femmes relevait

du mensonge, du fantasme et du délire. Elle a également qualifié le fait de désigner les femmes trans comme des femmes de « refus de reconnaître la réalité ». De même, un autre contributeur de notre échantillon a écrit : « Les femmes transgenres n'existent pas. C'est une maladie mentale, une dysphorie de genre, une confusion adolescente… il n'y a que des hommes et des femmes. » La logique selon laquelle « les femmes transgenres n'existent pas » a conduit certains influenceurs à affirmer, de manière inquiétante, que la violence anti-trans n'existait pas non plus.

Jagmeet Singh : « Nous nous réunissons pour rendre hommage aux personnes bispirituelles, transgenres et de genre divers qui ont perdu la vie à la suite d'actes dévastateurs de violence anti-trans. » Pour se souvenir de quelque chose, il faut d'abord que cela se soit produit. Mais vous ne laissez jamais les faits ou la réalité vous barrer la route, n'est-ce pas ?[M8]

Partant de l'idée que les personnes trans n'existent pas dans les faits, cette publication laisse entendre qu'il ne peut y avoir de violence visant les personnes trans. En effaçant la catégorie de la victime, cet influenceur nie également le préjudice subi. Bien que le déni d'un seul influenceur ne puisse pas, dans les faits, effacer les preuves de la violence à l'encontre des personnes trans, des attitudes collectives comme celle-ci peuvent conduire à l'effacement des personnes trans en tant que catégorie dans la collecte de données gouvernementales, ce qui peut rendre invisible la violence dont elles sont victimes.

Des influenceurs sont allés jusqu'à dépeindre les défenseurs des personnes trans non seulement comme ignorant la réalité, mais comme cherchant activement à la détruire :

Le mouvement pour le droit de vote des femmes s'est battu pour que les femmes aient le droit de vote. Le mouvement pour les droits des homosexuels s'est battu pour l'égalité du mariage. Le mouvement pour les droits des personnes trans se bat pour l'effacement de la réalité, la destruction des droits des femmes et la perpétration d'un crime médical effroyable à l'encontre des jeunes.[M3 M4 M5 M6]

L'affiche présente les mouvements sociaux antérieurs liés au genre comme ayant eu des répercussions positives sur les droits des personnes, tandis qu'elle dépeint la défense des personnes trans comme destructrice, criminelle, abusive et contraire à la réalité.

Les influenceurs ont renforcé leurs idées sur la nature de la réalité, en présentant le sexe biologique comme une preuve scientifique contre la légitimité des personnes transgenres et, à l'inverse, en présentant le genre comme anti-scientifique. Comme l'a formulé un influenceur dans un message adressé aux libéraux : « Les femmes sont une réalité

physique et biologique. Elles ne sont pas une construction de genre. […] Pourquoi êtes-vous si opposés aux vérités factuelles concernant la science de la vie ? » Les publications de notre échantillon utilisaient à maintes reprises des termes liés aux différences sexuelles entre hommes et femmes, laissant entendre ou affirmant que leurs idées étaient étayées par la science. Les termes « masculin » et « féminin » étaient souvent utilisés pour souligner les caractéristiques sexuelles d'une personne ; de même, le mot « biologique » était souvent utilisé avant que le sexe d'une personne ne soit mentionné. La taille des personnes trans et leurs organes génitaux présumés étaient également fréquemment mentionnés pour souligner qu'une personne n'était objectivement pas une femme (ou pas un homme). Ces références à la science servaient à occulter les nuances, la complexité et tout dialogue ultérieur.

Les personnes trans considérées comme des malades mentaux

Tout en avançant des arguments selon lesquels les personnes trans n'étaient pas « réelles » ou n'étaient pas « scientifiques », les utilisateurs de X figurant dans nos données émettaient souvent des hypothèses sur la maladie mentale chez les personnes qui respectent l'identité des personnes trans. Il était courant de décrire les personnes trans et leurs alliés comme « délirants », « psychopathes », « malades » et « dérangés », tout comme il était courant de spéculer sur des troubles spécifiques dont les personnes trans pourraient souffrir, tels que le ROGD, les troubles de la personnalité (par exemple, le narcissisme) et les paraphilies (par exemple, l'autogynéphilie). Un influenceur a publié plusieurs citations tirées d'un épisode d'un podcast de psychologie de droite consacré aux personnes trans, notamment celle-ci :

Je pense qu'ayant étudié la biologie, il existe deux sexes, masculin et féminin, et ce n'est pas parce que je déteste les personnes qui s'identifient à l'autre sexe ; en fait, j'éprouve beaucoup de compassion à leur égard. Je pense qu'elles, elles ont besoin d'aide. Elles ont besoin d'aide pour accepter le corps dans lequel elles se trouvent, tout comme une personne anorexique aurait besoin d'accepter le corps dans lequel elle se trouve.

Ici, l'intervenant se présente comme un expert en biologie et oppose son expertise à celle des personnes transgenres, qui « ont besoin d'aide ». En comparant les personnes transgenres à des personnes anorexiques, l'intervenant laisse entendre que les personnes transgenres ne vont pas bien. De nombreux messages adoptaient un ton similaire : celui d'experts qui en savent plus que les personnes trans, exprimant souvent de la compassion ou de la pitié à leur égard. Dans le même ordre d'idées, un autre message conseillait :

Les sexologues cliniciens qui soutiennent le principe « Tu es qui tu dis que tu es » n'ont probablement jamais travaillé en dehors de la bulle de l'identité de genre. Dans les cliniques d'évaluation des délinquants sexuels, les patients nient systématiquement avoir une préférence paraphilique, souvent malgré des preuves accablantes du contraire.

Ce message compare directement les personnes transgenres à celles ayant commis une infraction sexuelle, affirmant que l'identité de genre des personnes transgenres est analogue au déni de paraphilie des délinquants sexuels et laissant entendre que les uns comme les autres sont peu fiables, potentiellement manipulateurs et engagés dans une forme d'aveuglement qui nécessite une correction par des experts. Dans les deux citations ci-dessus, les influenceurs opposent l'autorité professionnelle ou scientifique à la connaissance que les personnes trans ont d'elles-mêmes, présentant l'identité trans non pas comme quelque chose à prendre au pied de la lettre, mais comme un symptôme qu'il faut percer à jour. Ces citations reflètent une tendance plus générale observée dans notre échantillon, selon laquelle les influenceurs indiquaient disposer de connaissances plus approfondies que les personnes trans qui, selon eux, n'ont pas la capacité de comprendre ou de décrire avec précision leur propre expérience.

Alors que les publications faisant état d'une expertise adoptaient souvent un ton compatissant, d'autres utilisaient la maladie mentale comme punchline ou comme insulte. Une publication présentait une vidéo de dix secondes montrant des jeunes non conformes au genre, accompagnée de la légende : « Ces personnes sont malades mentales », sans aucun commentaire supplémentaire. Un influenceur, lors d'une dispute avec une personne qu'il présumait trans, lui a dit : « J'ai atteint un âge avancé, ce que vous, les tarés du genre, ne ferez jamais. Vous vous effacerez de vous-mêmes bien avant que cela n'arrive jamais. » Dans un tweet suivant, l'influenceur a ajouté : « Je n'en parle que parce que les statistiques sont exorbitantes pour vous, les transgenres. » Un autre message décrivait les femmes trans comme « des hommes égoïstes atteints de troubles mentaux qui ont regardé beaucoup trop de porno efféminé et qui sont obsédés par la masturbation[.] C'est dégoûtant ». Dans tous ces cas, le fait d'être trans (ou de partager des caractéristiques physiques avec des personnes trans) était considéré comme la preuve d'une maladie mentale, ce qui était ensuite utilisé contre elles de manière cruelle.

La représentation de l'identité transgenre comme une maladie mentale nécessitant une correction clinique a des implications directes sur le type de traitement préconisé par les influenceurs. Si les personnes transgenres sont considérées comme des patients dont la perception de soi est

perturbée, alors l'affirmation de leur identité devient non seulement inutile, mais aussi activement nuisible, comme l'ont fait valoir de nombreux influenceurs dans notre étude. Partant de ce principe, les utilisateurs de X de notre échantillon ont entièrement redéfini le paysage thérapeutique. « Les professionnels [qui] disent à un enfant de s'aimer tel qu'il est et de ne pas effectuer de transition », comme l'a décrit un influenceur de notre étude à propos des thérapeutes de conversion, étaient présentés comme les acteurs éthiques, tandis que les soins d'affirmation de genre — l'approche approuvée par les principales organisations médicales et psychiatriques d'Amérique du Nord — étaient rejetés comme irrationnels et dangereux. Un influenceur de notre étude a mis en garde contre « la culture de l'affirmation en médecine de genre » et est allé jusqu'à présenter la thérapie de conversion comme une « psychothérapie éthique » injustement dénigrée. À travers l'ensemble de nos données, le fait de présenter les personnes trans comme des malades mentaux ne se limite pas à pathologiser leur identité ; cela présente la thérapie de conversion — une pratique dont l'histoire bien documentée montre qu'elle cause de graves préjudices psychologiques — comme le choix compatissant et scientifiquement fondé.

La légitimité trans : une menace pour la nation, la société, l'Occident et la démocratie

Les influenceurs de notre ensemble de données ont systématiquement affirmé que les personnes trans constituent un groupe doté d'un pouvoir sans pareil, qui utilise son influence pour saper la nation et l'ordre social. Cette conviction transparaissait dans les publications des utilisateurs de X, qui affirmaient notamment que l'activisme trans portait atteinte au Canada et à la démocratie canadienne avec la complicité des néo-démocrates, des libéraux et, parfois, des conservateurs ; que la légitimité des personnes trans érodait les droits des parents ; et que les militants trans et leurs alliés persécutaient les dissidents et réprimaient la liberté d'expression.

Démanteler le Canada : complicité de la gauche et des libéraux, inaction en matière de protection de l'environnement

De nombreuses publications de notre ensemble de données affirmaient que les personnes trans et leurs alliés sapent la démocratie canadienne, souvent avec la complicité ou l'acceptation passive de responsables politiques de tous bords. Les influenceurs présentaient fréquemment le Nouveau Parti démocratique (NPD) et les libéraux comme pleinement complices de ce qu'ils décrivaient comme un programme « woke », et donc comme des ennemis des Canadiens honnêtes. Ce cadre de référence s'étend au-delà du Canada pour inclure les démocrates, les libéraux et les progressistes américains au sens large. Les publications visaient souvent des personnalités politiques telles que Justin

Trudeau, Mark Carney et Jagmeet Singh, ainsi que des figures de premier plan comme Michelle Obama. Les conservateurs n'étaient toutefois pas épargnés : s'ils étaient parfois présentés comme une alternative préférable, alignée sur les valeurs traditionnelles, ils étaient également vivement critiqués pour ne pas agir avec suffisamment de fermeté afin de « protéger » les Canadiens contre les personnes trans et leurs alliés. Les personnes trans ont ainsi été instrumentalisées dans l'attaque contre les progressistes et les libéraux, ainsi que dans la promotion d'une vision de la société se situant nettement plus à droite que celle des partis et dirigeants conservateurs traditionnels.

Figure 5. Un influenceur partage une image présentant côte à côte le Jour du Souvenir (à gauche) et la Fierté (à droite), suggérant ainsi que les autorités politiques accordent la priorité à la Fierté plutôt qu'à l'armée.



Plusieurs publications de notre échantillon présentaient l'acceptation des identités 2SLGBTQIA+ comme exclusive et insultante pour le Canada en tant que nation. Par exemple, la figure 5 montre une publication accusant Trudeau d'avoir remplacé le drapeau canadien par le drapeau de la fierté.[17] Le thème du (manque de) respect envers l'armée est au cœur de l'argumentation : l'influenceur exprime son indignation face au fait que la société choisisse de consacrer un mois à la célébration de la Fierté, alors que les anciens combattants ne sont honorés que lors du Jour du Souvenir. Selon le discours de cet influenceur, au lieu de reconnaître ses défenseurs (image de gauche), le gouvernement célèbre de manière absurde la perversion (image de droite). Pour cet influenceur, la reconnaissance de la légitimité transgenre sape l'histoire et l'identité du Canada.

Compte tenu de l'idée communément admise par les influenceurs selon laquelle la légitimation des personnes trans met les enfants et les femmes en danger, la simple reconnaissance des droits ou le soutien apporté à la communauté trans par les

[17] Cette affirmation a été répétée à plusieurs reprises dans nos données en réaction à la participation de Trudeau à une cérémonie de lever de drapeau lors d'un événement de la Fierté sur la Colline du Parlement en 2023, puis à nouveau en 2024. Il convient de noter que les drapeaux canadiens n'ont pas été retirés de la Colline du Parlement pour l'occasion, mais que le drapeau Progress Pride a été hissé entre deux drapeaux canadiens.

acteurs politiques devient un acte politiquement et éthiquement condamnable. Mark Carney est accusé de soutenir « la mutilation d'enfants en proie à une confusion de genre »,[M3 M4 M5 M6] tandis que les libéraux en général sont accusés de promouvoir « la manipulation des enfants » et de nier la biologie en refusant de définir « ce qu'est une femme ». De plus, les responsables politiques sont accusés d'aider les militants transgenres à effacer et à déformer la réalité. Les inquiétudes concernant le soutien gouvernemental au déni de la vérité sont illustrées par les objections à la déclaration de l'ancien chef du NPD, Jagmeet Singh, reconnaissant la Journée du souvenir transgenre (TDOR), telle que citée dans notre section sur les identités transgenres présentées comme des mensonges. Les critiques indiquaient qu'en reconnaissant la TDOR et en diffusant l'idée que les personnes transgenres sont victimes de violence, Singh avait inventé des faits historiques et transformé les auteurs de violences en victimes.

Le billet suivant, rédigé à l'approche des élections fédérales de 2025, développe les inquiétudes exprimées par des influenceurs concernant la tendance à transformer de prétendus auteurs d'infractions en victimes :

Ce qui m'effraie le plus à l'idée de quatre années supplémentaires sous le gouvernement libéral, c'est le projet de loi sur les préjudices en ligne. Dans ses deux versions précédentes, il aurait permis à tous les militants transgenres du pays de déposer des plaintes pour violation des droits de l'homme contre quiconque vit dans la réalité.

Le billet suivant, rédigé à l'approche des élections fédérales de 2025, développe les inquiétudes exprimées par des influenceurs concernant la tendance à transformer de prétendus auteurs d'infractions en victimes :Ce qui m'effraie le plus à l'idée de quatre années supplémentaires sous le gouvernement libéral, c'est le projet de loi sur les préjudices en ligne. Dans ses deux versions précédentes, il aurait permis à tous les militants transgenres du pays de déposer des plaintes pour violation des droits de l'homme contre quiconque vit dans la réalité.Ici, l'influenceur met en garde contre le fait qu'en autorisant les personnes trans à déposer des plaintes auprès de la Commission canadienne des droits de la personne contre les discours de haine en ligne, les libéraux présenteraient l'influenceur et d'autres personnes ancrées dans la réalité comme des auteurs de ces actes. L'idée que les politiciens accordent la priorité aux personnes trans au détriment de la grande majorité des citoyens s'appuie sur un mécontentement et une frustration plus larges à l'égard de la classe politique et de la démocratie en général. Les responsables politiques sont accusés de gaspiller les ressources et le temps de chacun en prenant des décisions jugées absurdes et dangereuses au lieu de résoudre les « vrais » problèmes de la société. Les personnes transgenres

deviennent ainsi les boucs émissaires des défaillances de la démocratie libérale sous sa forme actuelle, ainsi que de son économie politique profondément inégale et antidémocratique (Seri, 2026).

Lors du codage de nos données, les membres de l'équipe de recherche ont été particulièrement frappés par l'indignation suscitée par l'installation de distributeurs de tampons dans les toilettes pour hommes, notamment dans les installations militaires, sous le gouvernement Trudeau. Même si cette mesure rend l'accès aux tampons plus sûr pour les hommes trans et les personnes non binaires, et même s'il s'agit d'un enjeu mineur en termes de politique publique et de dépenses pour les contribuables, le sentiment dominant est que les politiciens en général — et les libéraux en particulier — ont réduit le Canada à une plaisanterie. Cette idée est exprimée dans le message suivant : « On a des tampons dans les toilettes des hommes et des personnes aux cheveux bleus qui utilisent les pronoms "they/them". Voilà tout ce que vaut notre défense. » Il semble que la présence de tampons non seulement dans les toilettes pour hommes, mais aussi dans celles des militaires, soit particulièrement insultante. Là encore, cela s'inscrit dans le discours selon lequel « l'agenda trans » détruit la fierté et l'honneur de la nation. Selon ce cadre de référence, les personnes trans s'en prennent aux femmes tout en sapant la masculinité, avec l'aide de politiciens malhonnêtes ou lâches.

Les politiciens de gauche et libéraux n'étaient pas les seuls à être pris à partie par nos influenceurs. Les conservateurs ont été accusés de ne pas faire preuve de suffisamment de courage ou de fermeté dans leur opposition à ce type de politiques. S'inscrivant dans le contexte plus large de la politique d'extrême droite, où le courant conservateur dominant est attaqué pour ne pas combattre les gauchistes avec la force nécessaire (Ravecca et al., 2022), les influenceurs analysés se plaignaient souvent que le chef de l'opposition officielle, le conservateur Pierre Poilievre, ne « prenne pas vraiment le relais pour lutter contre la foule LGBTQ+ ». Son soutien au projet de loi C-4 a suscité une indignation particulière ; ce texte, en termes simplifiés, interdit les thérapies de conversion au Canada, ainsi que le fait d'emmener des enfants hors du Canada pour les soumettre à des thérapies de conversion à l'étranger, entre autres activités favorisant cette pratique. Un message demandait avec incrédulité : « Pourquoi a-t-il (Poilievre) voté en faveur du projet de loi C-4 [?] »[M7] Un autre message diffusait des fausses informations sur le projet de loi, affirmant que l'ensemble du spectre politique, à l'exception du Parti populaire du Canada (PPC), avait criminalisé « les parents qui ne soutiennent pas sans réserve la transition sexuelle de leur enfant mineur ». Dans cette optique, le Parti conservateur du Canada n'est pas assez conservateur, et le réservoir moral du pays est préservé par des partis politiques et des mouvements de masse, petits mais

puissants, tels que la « 1 Million March 4 Children ».

Le message suivant exprime à la fois le mépris envers les libéraux et la déception envers les conservateurs, tout en diffusant des informations erronées sur le fonctionnement de la transition chez les mineurs :

Oui, notre Parti conservateur n'est conservateur que de nom. Légèrement meilleur que les libéraux, mais trop effrayé pour oser dire qu'il mettra fin aux changements de sexe chez les enfants. Il ne touche vraiment à aucune des questions culturelles, je ne sais donc pas très bien ce qu'il préserve.

L'impression que les partis de droite traditionnels ne s'occupent pas correctement des questions culturelles a été exploitée et encouragée par des mouvements et des acteurs d'extrême droite qui se présentent comme plus fidèles aux valeurs conservatrices et comme prêts à prendre des risques politiques.

Démanteler la société par la violation des droits parentaux

Dans les publications de notre ensemble de données, l'« idéologie du genre » était souvent présentée comme une contagion affectant les enfants, les familles et, par extension, la société dans son ensemble. Cette notion a été utilisée pour exacerber les angoisses et les insécurités des parents face aux changements sociétaux et pour les mobiliser contre les personnes trans. Comme nous l'avons évoqué tout au long de nos sections consacrées à la légitimité trans en tant que menace pour les enfants et à la légitimité trans en tant que menace pour les femmes et les filles cisgenres, les dangers supposés auxquels les enfants seraient exposés du fait de l'idéologie du genre ont été présentés par les influenceurs comme graves et incluent des termes tels que « démarchage », « sexualisation » et « mutilation ». Dans cette perspective, le fardeau qui pèse sur les épaules des parents est lourd. De plus, la défense de leurs familles a été présentée comme un combat pour la préservation de tout un mode de vie lié aux soi-disant valeurs occidentales. Ou, comme l'a formulé un message, ce n'est qu'à travers cette bataille qu'« une génération entière » pourra être sauvée.

L'idée selon laquelle la famille nucléaire hétérosexuelle, considérée par beaucoup comme le fondement de la civilisation occidentale, est menacée est largement répandue. Sans surprise, pour les influenceurs de notre échantillon, le principal obstacle dans leur lutte contre l'idéologie du genre réside dans ce qu'ils perçoivent comme une restriction des droits parentaux. Les parents inquiets des risques posés par les personnes trans sont — comme l'ont indiqué les influenceurs de notre échantillon — diabolisés, voire persécutés. « Les parents qui s'expriment sont réduits au silence », affirme un

message, indiquant que les parents anti-trans sont censurés et que s'élever contre la légitimité trans est devenu un acte de résistance exigeant du courage, transformant ainsi l'inquiétude parentale en une forme de martyre politique.
Un influenceur qui s'était rendu en Islande pour attirer l'attention et critiquer la culture « woke » de ce pays a publié : « Les Islandais m'ont qualifié d'extrémiste parce que j'avais la conviction erronée que cette femme ne devrait pas partager les douches avec ma fille de 16 ans » (Figure 6). L'image qu'il a publiée avec ce texte montre un homme hypermasculin à l'air agressif, stylisé à la manière d'un Viking : musclé, torse nu, tenant une hache et portant un morceau d'armure au bras. Son regard intense et sa physicalité exagérée construisent une figure empreinte de violence potentielle. La juxtaposition entre la référence à une « femme » dans le texte et la représentation d'une figure hypermasculine dans l'image amplifie le sentiment de menace et l'intention de mettre en évidence l'absurdité de la situation. Le fait que l'influenceur se présente comme ayant été qualifié d'« extrémiste » pour s'être opposé à un homme dangereux le positionne en père persécuté : un martyr du bon sens parental, puni pour avoir agi selon des instincts que tout parent raisonnable partagerait. À travers ce langage exagéré, l'influenceur fait également passer le message que si ces mesures prétendument absurdes sont appliquées, non seulement sa fille, mais toutes les filles seront en danger.

Figure 6. Un « influenceur » publie la photo d'un homme à l'allure hypermasculine, aux allures de Viking — musclé, torse nu, une hache à la main et portant des gantelets —, affirmant avoir été qualifié d'« extrémiste » pour s'être opposé à ce que sa fille partage les toilettes avec cette « femme », ridiculisant ainsi l'accès des femmes transgenres aux espaces réservés aux femmes.



Ainsi, l'application de la légitimité trans aux toilettes et autres installations genrées illustre la manière dont les droits des parents sont bafoués par un programme trans qui est devenu le discours officiel des gouvernements voire une véritable politique. Si les autorités islandaises peuvent qualifier quelqu'un d'extrémiste pour avoir refusé que sa fille partage des toilettes avec des individus dangereux, le projet de loi C-4 est invoqué par des influenceurs pour suggérer que la situation au Canada n'est en rien meilleure.

Une fois de plus, même les conservateurs sont présentés comme privant les parents du droit légal de protéger leurs enfants. L'interdiction des thérapies de conversion est présentée par le message suivant comme une atteinte majeure aux droits des parents :

Accéléré par les conservateurs et adopté à l'unanimité, le projet de loi C-4 a érigé en infraction pénale la thérapie de conversion — passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison — le fait de s'opposer à la transition de son propre enfant et de l'aider à se sentir à l'aise avec son sexe.[M7]

Ici, le projet de loi C-4 est faussement présenté comme criminalisant le simple fait de s'opposer à la transition d'un enfant, ce qui laisse entendre que le projet de loi restreint la liberté d'expression et, potentiellement, la liberté religieuse. Dans notre échantillon, les mentions du projet de loi C-4 sont devenues des cris de ralliement contre la tutelle gouvernementale sur les choix parentaux. Ainsi, les arguments des influenceurs privilégient sans vergogne les désirs perçus des parents au détriment des droits humains des mineurs.

Dans leurs propos concernant le projet de loi C-4, les influenceurs ont souvent exprimé l'idée que les parents sont abandonnés — voire trahis — par la classe politique canadienne, y compris les conservateurs. Certains messages mentionnaient le président américain Donald Trump et ses politiques à titre de comparaison. On le félicitait d'avoir le « courage » et « les couilles » de défendre avec vigueur les parents et leurs droits. Au Canada, un petit groupe de responsables politiques a également été salué pour mener une action similaire, bien qu'ils le fassent dans un style plus modéré, typiquement canadien. C'est le cas de la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, qui, bien qu'elle ait été critiquée pour ne pas aller assez loin dans la défense des valeurs traditionnelles et des familles, a parfois été saluée pour avoir, selon les termes d'une publication, « dépolitisé la question trans ». L'influenceur a précisé ce que cela signifiait à ses yeux : « Ce sont désormais les parents qui prennent les décisions en Alberta. Les opérations chirurgicales sont interdites sur les enfants, les bloqueurs de puberté sont interdits chez les jeunes enfants, et les écolières n'auront plus à jouer au rugby contre Joe, le garçon de 220 lbs de la classe de maths. » Le message mobilise des fausses informations sur la transition et le sport pour célébrer ce qui est perçu comme une victoire conservatrice. L'idée que les familles albertaines reprennent le pouvoir sur leurs enfants est au cœur de ce discours.

Des publications similaires abordent la question des pronoms de genre, exprimant l'indignation face à l'idée que les écoles ne demanderaient pas l'autorisation parentale pour utiliser le pronom préféré d'un mineur, et soutenant les mesures de Danielle Smith

exigeant que les écoles informent les parents :

Consentement parental requis. La première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, annonce qu'une législation sur les pronoms à l'école sera présentée après la rentrée.

Ces discours reposent sur une conception de la parentalité dans laquelle les enfants ne sont pas considérés comme des sujets de droits, et où l'éducation n'est pas régie par une prise de décision collective ou par des institutions démocratiques. De plus, ces politiques peuvent de fait imposer la révélation de l'orientation sexuelle des mineurs à leurs parents, ce qui risque de compromettre leur sécurité dans des situations où l'on ne peut pas compter sur le soutien familial. En bref, la défense des « droits des parents » est présentée comme un moyen d'empêcher la contamination perçue des familles par « l'idéologie du genre », et est donc présentée comme essentielle à la protection de l'ordre social. Les « droits des parents » deviennent le code d'un ordre social plus hiérarchique dans lequel les parents exercent une autorité sur l'identité et le corps de leurs enfants, y compris, à l'extrême, la légitimation de pratiques néfastes telles que la thérapie de conversion.

Il convient de noter que, bien que les influenceurs de notre échantillon se soient ostensiblement déclarés en faveur du droit des parents à décider de l'éducation de leurs enfants en matière de questions trans, cela ne semblait pas être le cas pour les parents qui soutenaient l'identité trans de leur enfant. Certains messages mettaient en cause les parents — non seulement ceux qui soutiennent leurs enfants trans, mais aussi ceux qui n'en font pas assez pour résister à l'idéologie du genre. Par exemple, selon un influenceur, des événements tels que la « Drag Queen Story Hour » auraient été éphémères par le passé, car les parents les auraient immédiatement stoppés, alors qu'aujourd'hui, la résistance est plus faible qu'elle ne devrait l'être. Cela relie l'activisme anti-trans aux efforts continus d'acteurs d'extrême droite — souvent présentés comme urgents — visant à établir une forte présence au sein des conseils d'établissement, ainsi qu'aux pressions en faveur de l'enseignement à domicile et de la privatisation (Ganshorn, 2024). Dans les discours de nos influenceurs, les parents qui soutiennent leurs enfants transgenres sont soit ignorés, soit accusés d'être complices de la destruction de la vie de leurs propres enfants, comme c'est le cas dans le message suivant :

Les parents d'enfants s'identifiant comme transgenres soutiennent probablement les effets néfastes de l'idéologie du genre. Ils y sont profondément investis à titre personnel, en particulier s'ils ont facilité un traitement médical.

En d'autres termes, la conception qu'ont ces influenceurs des droits parentaux exclut les droits des parents qui acceptent leur

enfant trans. Qu'ils s'adressent directement aux parents ou parlent en leur nom, ils recourent abondamment à des fausses informations qui déforment la réalité de la transition de genre, tant par le texte que par des visuels choquants. Par exemple, l'un des influenceurs de notre base de données a supplié les parents de ne pas :

laisser les bouchers et leurs complices mener des expériences sur vos enfants à des fins lucratives
Tout en moralisant à outrance et en s'enrichissant
C'est écœurant
Une brutalité digne de crimes contre l'humanité[M3 M4 M5 M6]

Qualifier les médecins et les infirmiers de « bouchers » qui « mènent des expériences » sur « vos enfants » (c'est nous qui soulignons), et qualifier les soins d'affirmation de genre de crime contre l'humanité, relève clairement de la désinformation en matière de santé (Billard, 2024). L'auteur republie un autre tweet encore plus extrême, affirmant que « les Aztèques qui pratiquaient des sacrifices humains étaient plus humains que ces bouchers que nous appelons "médecins" […] Combien d'autres victimes massacrées devrons-nous encore voir avant de mettre fin à cette pratique barbare ? » [M3 M4 M5 M6] Dans le discours de cet influenceur, la légitimité trans devient un retour à des formes de barbarie qui tuent des enfants. Il convient de s'arrêter ici pour mesurer à quel point l'idée que des enfants soient soumis à des pratiques barbares — voire sacrifiés — peut être terrifiante pour les parents. Cette intersection entre les enfants et la barbarie est particulièrement puissante : elle suscite la peur tout en ravivant les angoisses liées à l'effondrement de la civilisation occidentale et de l'ordre social. Après tout, les familles sont traditionnellement considérées comme la cellule de base de la société. Si elles sont détruites, tout l'est.

Contrôle des personnes trans et persécution des détracteurs

Même en dehors de l'oppression parentale, les influenceurs anti-trans de notre base de données ont systématiquement affirmé qu'ils étaient censurés, voire persécutés, par les militants trans et leurs alliés, avec le soutien d'institutions gouvernementales, en particulier du Parti libéral du Canada (PLC). Le débat sur la notion de victimisation ne se limitait pas aux enfants ni même aux parents : toute personne dotée de « bon sens », et donc critique à l'égard de l'« idéologie du genre », est une victime potentielle. Ainsi, la légitimité transgenre était présentée comme antagoniste à la liberté d'expression et de pensée, et comme portant atteinte aux droits démocratiques. Les récits de persécution comprenaient des allégations de censure, de licenciements et de traitements injustes, notamment le fait que des prestataires de services résilient brusquement leurs contrats avec des clients. L'éducation et la santé sont à nouveau au cœur du débat,

avec des allégations selon lesquelles des infirmières seraient licenciées pour avoir « poliment » refusé de « se rallier au mensonge selon lequel les “femmes trans” sont des femmes », et selon lesquelles des membres conservateurs du personnel scolaire seraient victimes de harcèlement. Le message suivant illustre bien ce type de dénonciation :

Eh bien, j’imagine que quelqu’un de mon nouveau lieu de travail a dû me repérer sur X/Facebook. Tout allait bien jusqu’à ce que je sois brusquement licenciée aujourd’hui parce que « je ne corresponds pas au profil recherché ». Voilà ce que je récolte pour avoir défendu des écoles exemptes d’endoctrinement, l’égalité, la liberté d’expression, etc. : l’[sic]incapacité de subvenir à mes besoins, même avec un emploi au salaire minimum. C’est merveilleux.

Ce message personnalise le discours plus général de persécution en établissant un lien entre la perte d’emploi et l’expression politique sans fournir de preuves. Son autrice se présente comme prête à payer le prix pour avoir pris le parti de la « liberté d’expression » et de « l’égalité », présentant sa position comme moralement irréprochable. Ce faisant, le message met en scène une forme de martyre et d’innocence (Ravecca & Dauphinee, 2022), et l’issue négative avec l’employeur ne peut être interprétée que comme le résultat d’une répression.

Dans l’ensemble de données analysé, les médias grand public et le monde universitaire ont été systématiquement accusés de contribuer à ce climat prétendument autoritaire. Les influenceurs les ont décrits comme des promoteurs du « dogme du genre », et donc comme « faisant partie du problème ». La Canadian Broadcasting Corporation (CBC), en particulier, a été présentée comme un « outil de propagande » utilisé « pour imposer l’idéologie du genre ». Parallèlement, les universités étaient souvent qualifiées de politisées et impliquées dans l’endoctrinement et le dogmatisme. La moquerie et le mépris à l’égard des étudiants et des professeurs d’université étaient omniprésents dans notre échantillon. Le message ci-dessous illustre bien ce fil de discussion polémique :

Le droit des Palestiniens à exterminer les Juifs ne peut être dissocié des droits des personnes trans et de la lutte contre le changement climatique. Ces trois objectifs contribueront à rendre la planète plus sûre. Je l’ai appris dans mon cours sur la « queerité intersectionnelle » que j’ai suivi à @Harvard. J’ai obtenu un A+ dans ce cours grâce à mon mémoire de fin de semestre (dirigé par [un éminent politologue noir et dirigeant universitaire]) intitulé « Pourquoi l’éradication des Juifs ouvrira la voie à la paix ».

Ce message opère simultanément plusieurs manœuvres narratives. Il établit un lien entre les droits des personnes trans, le

militantisme pro-palestinien (assimilé à de l'antisémitisme) et la lutte contre le changement climatique. Il mobilise également un jargon académique (« intersectionnalité », « queerness ») pour dépeindre une université qui produit un bruit idéologique incohérent plutôt que du savoir. Dans ce cadre, obtenir un A+ à un « mémoire de fin de semestre » est facile, car cela est présenté comme la récompense d'une conformité politique. Ainsi, les militants trans et leurs alliés — supposés être la plupart des professeurs en lettres et en sciences sociales — sont dépeints comme ayant utilisé le milieu universitaire à des fins de manipulation politique et sociale. Par conséquent, la prétendue prolifération des identités trans est, selon les influenceurs analysés, le résultat d'une campagne d'imposition et de contrôle.

De même, un autre message affirmait que « l'épidémie de jeunes s'identifiant comme trans au cours de la dernière décennie […] ne peut exister que dans un pays touché par l'activisme trans moderne ». Cette soi-disant « épidémie » est présentée, dans l'ensemble de nos données, comme le résultat d'une vaste campagne culturelle visant à imposer l'idéologie du genre et les identités trans à travers tout le Canada. Les institutions qualifiées de libérales, telles que le milieu universitaire et les médias, ont souvent été accusées de complicité. Cependant, l'éventail des accusations était plus large encore. Des entreprises adoptant des politiques et des stratégies marketing inclusives envers les personnes trans, telles que Disney, Shoppers Drug Mart et Starbucks, ont été accusées d'imposer la normalisation de la « perversion ». Les « géants pharmaceutiques » ont été accusés de « transiser » les enfants et de tirer profit de traitements contraires à l'éthique administrés tout au long de la vie. Les écoles et les syndicats ont également été placés au cœur de ce même complot de contrôle et de persécution, car on leur reprochait de « qualifier de racistes et d'activistes d'extrême droite toute personne demandant à être informée des "décisions de genre" de son enfant ».[18]

Des dénonciations de « prestataires de services » (anonymes) résiliant des abonnements pour avoir « participé à la #1MillionMarch4Children » aux allégations selon lesquelles les conseils scolaires censureraient des conseillers pour avoir « défendu le sport féminin », le tableau brossé par les publications de notre ensemble de données est celui de la répression, de la persécution et de la résistance. Les influenceurs étudiés se présentent comme luttant contre une idéologie puissante, qu'ils désignent par des étiquettes telles que « WOKE », « wokisme » et « transgenrisme ».

[18] Il convient notamment de noter que, lors de la « Marche d'un million pour les enfants », une mobilisation nationale en défense des « droits des parents » et contre la « sexualisation » des enfants par le biais de l'éducation sexuelle, trois bureaux du Syndicat canadien des employés publics (SCEP) ont été vandalisés en Ontario (Ganshorn, 2024, p. 78).

Encore un professeur détruit
Par la foule pathologique du « woke »
Et la brigade arc-en-ciel
Pour avoir dit ce que savent tous ceux qui ne mentent pas et ne sont pas fous
Il existe deux sexes

Dans notre ensemble de données, le terme « woke » était utilisé comme une insulte désignant les militants trans et leurs alliés, ainsi que le contrôle idéologique qu'ils exerceraient, selon la pensée complotiste typique des influenceurs anti-trans, sur la société. L'un des principaux vecteurs par lesquels, selon les influenceurs, ce contrôle s'exerce est le langage. Comme l'a écrit un utilisateur de X : « Il y a une raison pour laquelle les militants ont passé des années à modifier le langage et à fausser la manière dont nous décrivons les choses avant de lancer leur offensive à grande échelle contre les femmes et les filles. » En d'autres termes, le langage et la culture jouent un rôle essentiel dans l'entrave à la liberté d'expression et à la capacité de « s'exprimer ». Dans un précédent message, l'influenceur avait déjà développé cette idée :

Il y a une raison pour laquelle ils se sont acharnés sur le langage dès les premières étapes de cette offensive idéologique. [...] Ils savaient que s'ils parvenaient à modifier suffisamment le langage, il deviendrait impossible de discuter efficacement de ce qui se passe et, en particulier, impossible pour les femmes et les homosexuels de dénoncer l'érosion croissante de leurs droits au profit des hommes travestis qui sont au cœur du « transgenérisme » politique [sic].

Dans d'autres publications, cet influenceur utilise des expressions telles que « crétins woke » et « idiots woke » et affirme que des enfants sont sacrifiés « sur l'autel du woke ». Selon la publication ci-dessus, même les hommes gays et les lesbiennes sont victimes du contrôle idéologique trans. Cela coïncide avec une tentative active, menée par des influenceurs similaires sur les réseaux sociaux, de séparer le « T » du « LGB » dans l'alphabet queer. Ainsi, les militants trans sont présentés comme allant à l'encontre du principe d'égalité devant la loi, car dans leur quête de privilèges, ils portent atteinte aux droits d'autrui — non seulement ceux des parents, des femmes et des filles, mais aussi ceux des hommes gays et des lesbiennes. Alors que, selon les termes d'un autre influenceur de notre échantillon, « la communauté LGB réclamait simplement les mêmes droits que tout le monde, ni plus, ni moins (…) le mouvement TQ+ exige des privilèges spéciaux pour un petit groupe d'hommes qui se croient tout permis ». En effet, selon un autre message, « l'idéologie du genre est homophobe » : la légitimité transgenre conduit à la persécution de tout le monde.[19]

[19] Ces résultats semblent indiquer l'existence d'un phénomène transnational. En ce qui concerne la France, voir Laquièze (2025), qui s'appuie également sur la littérature scientifique relative aux États-Unis.

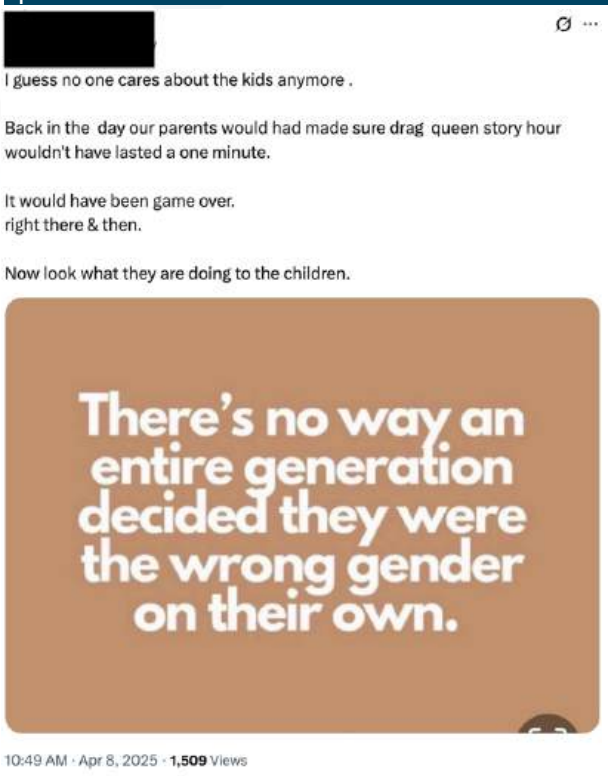
Stratégies pour mener un discours anti-trans

Les utilisateurs de X ont eu recours à un large éventail de tactiques pour tenir des propos anti-trans. Dans ce rapport, nous abordons les quatre plus courantes : le recours à l'exagération et à un langage extrême ; l'utilisation de la moquerie, des insultes et d'un langage cruel ; la présentation des personnes trans comme nuisibles à d'autres groupes marginalisés ; et l'association de la politique anti-trans à d'autres causes de droite.

Exagération et langage extrême

L'exagération et le recours à un langage extrême constituent des tactiques puissantes pour diffuser de la désinformation. Dans notre ensemble de données, les médecins sont qualifiés de « bouchers » ; les soins d'affirmation de genre deviennent des « mutilations » ; les discussions sur l'existence des personnes transgenres à l'école sont qualifiées de « manipulation » et d'« endoctrinement » ; toute politique liée aux personnes trans coûte d'une manière ou d'une autre « des milliards » ; et la reconnaissance de l'existence et de l'humanité des personnes trans se traduit soudainement par le fait qu'« une génération entière » deviendrait trans. Cet outil rhétorique place l'interlocuteur dans une position délicate, surtout s'il souhaite s'engager dans une conversation critique. Le flou entre exagération et désinformation (voir notre explication à ce sujet dans la section « Élaboration du guide de référence sur la désinformation » du présent rapport) crée une situation où le fait de clarifier les choses pour plus de précision comporte le risque d'être qualifié de pédant, d'être écarté sous prétexte de ne pas comprendre un procédé rhétorique, ou pire encore, d'être accusé de ne pas se soucier de la situation dans son ensemble. Mais si l'exagération n'est pas remise en cause, sa répétition accomplit son œuvre politique : les expressions extrêmes s'intègrent au vocabulaire courant. Paradoxalement, le recours à l'exagération constitue un travail

Figure 7 : Un influenceur publie : « Il est impossible qu'une génération entière ait décidé de son propre chef qu'elle n'était pas du bon genre » suggérant ainsi que les identités trans sont inventées de toutes pièces.



idéologique de fond mené au nom du démantèlement de l'idéologie (de genre) et de la « conscience sociale ». L'exagération légitime les discours transphobes fondés sur la désinformation tout en les protégeant de la critique.

Lorsque notre équipe de recherche est tombée sur la publication ci-dessus (Figure 7) affirmant que « […] une génération entière a décidé qu'elle n'était pas du bon genre […] », nous ne savions pas vraiment si cela devait être classé comme de la désinformation. Après tout, cette publication est manifestement fausse. Nous sommes confrontés à une situation similaire avec des publications qui assimilent la transition sociale et les soins d'affirmation de genre à des « crimes contre l'humanité », ou celles qui prétendent que les enseignants tentent de convaincre les enfants qu'ils sont trans. Aucune personne raisonnable ne considérerait ces affirmations comme étant ne serait-ce qu'un tant soit peu vraies, et pourtant elles sont répétées à l'envi, donnant lieu à des conversations entières sur X qui s'appuient sur elles. La prolifération de ce type de discours affecte tout le monde, y compris les chercheurs : elle désensibilise le lecteur face à un langage extrême. Cette désensibilisation aide à expliquer comment un groupe de chanteurs queer interprétant l'hymne national américain lors d'un match de hockey a pu générer, dans notre ensemble de données, des publications les décrivant comme « la bande de monstres LGBT mutilateurs d'enfants ».[M3 M4 M5 M6]

Lorsque le niveau rhétorique s'est autant exacerbé, même le fait que des personnes trans chantent devient un motif supposé d'inquiétude.

Comme mentionné précédemment, l'équipe de recherche a également été surprise par la virulence des propos et la fréquence avec laquelle les influenceurs abordaient une question très spécifique : la présence de distributeurs de tampons dans les toilettes pour hommes, en particulier dans les institutions militaires. Certains messages interprétaient cette situation comme une tentative de Justin Trudeau de féminiser les militaires et de gaspiller intentionnellement l'argent des contribuables pour propager l'idéologie du genre et du « woke ». Selon les termes d'un influenceur, « les produits d'hygiène menstruelle dans les toilettes pour hommes » sont devenus « une priorité absolue pour l'armée canadienne ». Un autre message, faisant cette fois référence aux États-Unis, affirmait que des tampons seraient fournis « à tous les garçons de CM2 » tandis que « tout détenu bénéficierait de soins transgenres selon ses besoins ». Le message suivant déforme également la réalité par l'exagération :

EXCLUSIF : selon un document divulgué à The Counter Signal, les agents de la GRC viennent d'être informés qu'ils ont droit à un nouvel avantage « crucial » : la chirurgie de changement de sexe. Chaque agent au Canada recevra une allocation

de 75 000 dollars pour se faire retirer ou ajouter de nouveaux organes génitaux.

L'affirmation selon laquelle « chaque agent au Canada recevra une allocation de 75 000 dollars » est à première vue invraisemblable. L'éligibilité aux avantages sociaux n'est jamais universelle de cette manière : les prestations liées aux interventions médicales sont accessibles aux employés qui en ont besoin, et non distribuées sous forme d'allocation à l'ensemble du personnel. La suggestion selon laquelle chaque agent de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) recevra 75 000 dollars sous-entend qu'ils sont tous censés en faire usage, ce qui constitue une déduction absurde d'une mesure qui, en réalité, ne serait qu'une couverture pour une intervention médicale spécifique ajoutée à un régime d'avantages sociaux dont seule une petite proportion d'employés bénéficierait.

Le point commun entre ces deux publications réside dans la déformation de la réalité quant à l'ampleur, la portée et les caractéristiques d'une politique. Cependant, dans un contexte où les autorités présentent systématiquement les politiques sous le prisme de l'austérité et où de larges pans de la population canadienne sont confrontés à des difficultés financières, les perceptions de gaspillage peuvent facilement être exploitées pour faire des minorités des boucs émissaires. La désinformation concernant le coût des soins aux personnes trans, un sous-type majeur de la désinformation sur la santé des personnes transgenres (Billard, 2024), était particulièrement présente dans l'ensemble de données. Le message ci-dessous montre comment l'exagération, l'invention et la désinformation entremêlent souvent la transition avec d'autres enjeux :

[...] Des inhibiteurs hormonaux, des jeux de travestissement et des récits ? Où les libéraux veulent-ils en venir avec ça, en déversant des milliards et des milliards d'argent des contribuables dans ces causes spéciales de Trudeau ? Je n'arrive toujours pas à croire cette campagne pour les tampons, c'est complètement fou !

Ce message déforme les pratiques militaires, médicales et éducatives tout en confondant des questions disparates (aide internationale, politiques scolaires et soins de santé) en un seul récit d'excès, de gaspillage et d'absurdité. Il s'agit d'un exemple flagrant de désinformation alimentée par la panique morale, l'exagération et la moquerie. Comme nous le verrons dans la section suivante, la moquerie est une tactique suffisamment répandue pour mériter une attention particulière.

Certains messages recourant à l'exagération et à un langage extrême illustrent un phénomène récent : la mobilisation de la figure du tireur de masse transgenre. Par exemple, une publication mentionnée dans notre section sur la

caractérisation des personnes transgenres comme dangereuses suggérait à tort que la plupart des fusillades dans les écoles avaient été commises ou influencées par des personnes transgenres. Au-delà du fait que cette affirmation véhicule de la désinformation — en généralisant à partir de cas isolés ou non vérifiés pour suggérer une tendance inexistante —, cette démarche revêt une importance analytique dans la mesure où elle transfigure politiquement la question des fusillades de masse. L'identification des personnes transgenres comme source du problème est particulièrement frappante dans le contexte américain. Bien que la publication provienne d'un influenceur canadien, elle fait référence au pays situé au sud de la frontière, où des facteurs tels que l'accès aux armes à feu, les lacunes en matière de prise en charge de la santé mentale et les formes de mobilisation extrémiste, souvent liées à des idéologies d'extrême droite, font l'objet de larges débats en lien avec la violence de masse.[20]

Moqueries et langage cruel

Les personnes transgenres ont été constamment désignées par un genre erroné, ridiculisées et insultées par les influenceurs analysés. Parfois, ils recourent à des insultes directes telles que « monstres », « tarés », « imbéciles » ou « pervers ». Dans d'autres cas, les influenceurs ont utilisé des expressions revêtant un vernis de diagnostic, telles que « malades mentaux », « déséquilibrés », « dégénérés » et « narcissiques ».

À d'autres moments, ils ont inventé leurs propres étiquettes péjoratives pour désigner leurs cibles, notamment « monstres totalitaires obsédés par les pronoms », « lesbiennes à barbe et moustache », « sadiques souriants » et « psychopathes manipulateurs ». Les influenceurs ont également affirmé que les personnes trans étaient misogynes, les ont décrites comme des « participants à une expérience sociale radicale » et les ont accusées de se livrer au « womanface ».[21] De plus, l'expression « ils/elles » était considérée comme intrinsèquement amusante ou comme soulignant d'emblée l'absurdité supposée de l'identité de l'autre. Enfin, l'insulte ultime de la politique contemporaine, « nazis », est également lancée à l'encontre des personnes trans. L'intention qui se cache derrière ce langage n'est pas difficile à saisir : ces mots et expressions convergent vers une déshumanisation radicale des personnes trans.

Dans les sociétés inégalitaires, la souffrance des groupes minoritaires et vulnérables est parfois utilisée pour amuser les groupes dominants. Des Dalits en Inde aux pauvres

[20] Cette déformation de la réalité constitue un autre exemple du « palais des miroirs numériques » (Banet-Weiser & Kay, 2025) ou du « doppelgänger politique » (Klein, 2023).

[21] Le terme « blackface » désigne une pratique historique, issue des spectacles de minstrels, consistant pour des artistes blancs à se noircir le visage afin de caricaturer les personnes noires à travers des stéréotypes exagérés et humiliants. Dans le discours analysé ici, le terme « womanface » est utilisé par analogie pour présenter la féminité trans comme une représentation tout aussi exagérée et illégitime du genre.

des Amériques, des peuples colonisés aux minorités racialisées et autres, les références joyeuses des groupes dominants à leur souffrance constituent un phénomène récurrent. Le message suivant fait allusion aux prétendus problèmes de santé mentale d'une personne trans, non pas pour exprimer de la compassion, mais pour se délecter de la cruauté :

Au moins, je ne suis pas en proie au doute quant à mon genre
Tu es probablement couverte de cicatrices d'automutilation et tellement en colère à cause des hormones du sexe opposé
J'espère que tu recevras l'aide psychiatrique dont tu as besoin avant qu'il ne soit trop tard

D'autres publications visent non seulement les personnes trans, mais aussi ceux qu'elles perçoivent comme leurs alliés, comme celle-ci qui mêle des références aux « woke », aux libéraux et au NPD : « Un rituel traditionnel véritablement "woke" des libéraux/du NPD. En préparation à la tentative de se transformer en femme [sic], le déni de la brûlure des testicules et du pénis est un passe-temps favori. » Ce message réduit les identités trans à un geste absurde — montré dans la vidéo qui l'accompagne — consistant à exposer le pénis à la chaleur pour devenir une femme (Figure 8). Ce message se moque de la transition de genre en la comparant à ce qui ressemble à un rituel bizarre.

Figure 8 : Un « influenceur » publie une vidéo montrant un homme en train d'accomplir un geste s'apparentant à un rituel, au cours duquel il expose ses parties génitales à la chaleur d'un feu et se frappe le corps.



Un autre message de notre échantillon réagit à une capture d'écran d'un article de presse consacré aux travaux d'un géologue critique qui explore les liens entre le racisme et la géologie en tant que discipline universitaire. L'influenceur semble supposer que ce chercheur est transgenre — l'article comprend une photo de ce dernier — et réagit ainsi : « Ce professeur n'y connaît rien. Toutes les personnes qui utilisent les pronoms « they/them » savent que l'algèbre est une matière raciste, tandis que la géologie est antifasciste. Et ne me lancez pas sur le colonialisme misogyne de la physique quantique ! » La publication recourt à la parodie et à l'exagération pour ridiculiser la recherche critique, suggérant que le savoir académique a été remplacé par des affirmations idéologiques

arbitraires. Parallèlement, elle cible les chercheurs non conformes au genre, laissant entendre qu'ils sont responsables de l'érosion du savoir et de l'autorité scientifique. Dans ce cadre, les personnes trans deviennent des objets de ridicule, et les sciences sociales qui leur sont associées sont présentées comme épistémiquement faillies et politiquement récupérées. Dans certains messages, des images ou des vidéos de personnes trans étaient accompagnées de commentaires trahissant le dégoût et le rejet. Cela concorde avec des recherches montrant que les personnes trans sont souvent jugées à l'aune d'une « esthétique cisgenre » ancrée dans un contexte social où la sécurité d'une personne trans dépend de sa capacité à se rapprocher et à imiter ses homologues cisgenres (Brewer, 2025, p. 219). Il est particulièrement frappant de constater que l'idée, alimentée par la désinformation, selon laquelle les personnes transgenres seraient des individus souffrant de troubles de santé mentale ne suscite pas la compassion, mais au contraire la moquerie et la cruauté — même envers les enfants. Parfois, cette cruauté semble s'accompagner d'une certaine joie destructrice, une caractéristique observée dans certains milieux d'extrême droite (Ravecca et al., 2024). Au-delà du fait que l'association des identités transgenres à des troubles de santé mentale est en soi préjudiciable, l'absence de compassion envers ceux qui sont considérés comme « malades mentaux » révèle que l'intention n'est pas de prendre soin, mais de nuire, même aux enfants mêmes que l'on est censé protéger contre « l'idéologie du genre ».

Présenter les personnes trans comme nuisibles aux autres groupes marginalisés

Nos données contenaient de nombreux messages homophobes et discriminatoires ; il nous a donc d'abord semblé contradictoire de tomber sur des influenceurs s'exprimant au nom de groupes marginalisés. Nous avons rapidement compris que ces publications instrumentalisaient ces groupes pour délégitimer l'existence des personnes trans. Compte tenu de cet objectif global, il n'est pas surprenant que les influenceurs anti-trans de notre ensemble de données abordent avec un intérêt et une intensité particuliers le sujet des personnes qui font marche arrière. Les récits sur la marche arrière ou le « regret du changement de sexe », alimentés par la désinformation, sont de plus en plus visibles dans les médias grand public (Slothouber, 2020), ce qui signifie que le public est déjà sensibilisé – bien que souvent mal informé – à cette question, ce qui crée à son tour un terrain fertile pour cette tactique. Dans ce contexte, les récits de personnes qui font marche arrière sont perçus comme contredisant la légitimité des personnes trans. Les discours autour de la marche arrière en exagèrent la prévalence et la présentent à tort comme antithétique à la transition, au lieu de la considérer comme une trajectoire possible (bien que peu

probable) s'inscrivant dans un cadre fondé sur l'autonomie corporelle et l'autodétermination de genre.

Les publications suivantes reflètent les thèmes abordés par les influenceurs qui publient sur la marche arrière :

Prenez l'exemple de [nom], dont les parents ont fait opérer la transition alors qu'elle était enfant. Aujourd'hui, confrontée à d'incroyables problèmes de santé, [nom] est en train de faire marche arrière. Le médecin à qui l'on avait demandé d'évaluer sa dysphorie de genre a permis à [nom] de s'autodiagnostiquer comme transgenre.[M2]

Une personne ayant fait marche arrière poursuit […] un éminent pédiatre spécialisé en médecine de genre pour négligence médicale[M2]

Les publications tournaient généralement autour de récits de fautes médicales, donnant l'impression que les soins médicaux d'affirmation de genre nuisent toujours au patient et qu'il ne faut pas faire confiance aux enfants pour prendre leurs propres décisions. Ces publications sortent les soins médicaux d'affirmation de genre de leur contexte, en les dissociant des recherches approfondies qui montrent que le taux de regret est de 1 % ou moins (Bustos et al., 2021 ; Thornton et al., 2024). Dans ces publications, les témoignages de personnes ayant renoncé à leur transition apparaissent plutôt dans le contexte d'une rhétorique anti-trans et s'inscrivent dans un discours politique plus large contre « l'idéologie du genre » et le « wokisme ».

La légitimité des personnes trans n'était pas seulement présentée comme étant en contradiction avec celles qui renoncent à leur transition. De nombreux influenceurs ont décrit les personnes trans comme homophobes et comme cherchant à contrôler et à censurer le discours des hommes gays et des lesbiennes qui expriment un désaccord politique. Certains posts ont exprimé leur soutien au mouvement gay et ont affirmé que l'activisme trans avait ruiné la cause. Cette forme d'instrumentalisation a également été appliquée à d'autres minorités. Par exemple, un influenceur a alerté ses abonnés sur les efforts du Canada pour accorder l'asile aux réfugiés queer et trans :

Canada, ce n'est pas une parodie. Notre gouvernement a mis en place un « Rainbow Railroad » pour inonder le Canada de « réfugiés » qui veulent défiler nus devant nos enfants et les endoctriner. Je trouve cela irrespectueux envers le « Underground Railroad » qui a aidé les réfugiés noirs à échapper à de véritables situations de danger. Trudeau, Singh et maintenant Carney sont en train de détruire sérieusement le Canada avec l'immigration de masse et la perversion de masse. Que Dieu nous vienne en aide.

Ce message établit un lien entre l'immigration queer et une prétendue

perversion de masse, en affirmant que l'expression « Rainbow Railroad » constitue une insulte à la communauté noire, en référence à ceux qui, historiquement, se sont réfugiés au Canada pour échapper à l'esclavage aux États-Unis. Le message ignore le fait que les personnes queer et transgenres sont victimes de violences dans de nombreux pays à travers le monde.

La stratégie consistant à présenter les intérêts des personnes trans comme contraires à ceux d'autres groupes vulnérables peut être interprétée comme une tentative d'isoler ces personnes et, en convainquant d'autres groupes marginalisés d'adopter des arguments anti-trans, de les désigner davantage comme boucs émissaires. Cette dynamique sape la possibilité de forger des coalitions fondées sur la solidarité entre différents groupes opprimés et de promouvoir une vision politique humaniste et progressiste dans laquelle le bien-être et l'épanouissement de certains ne sont pas considérés comme nécessairement subordonnés au préjudice causé à d'autres. Dans le même temps, les militants anti-trans rassemblent dans leur combat un large éventail d'identités, de thèmes et de causes de droite. Non seulement ils empêchent la formation de coalitions qui incluraient les personnes trans, mais ils construisent également des coalitions contre elles.

Liens entre les discours anti-trans et d'autres causes de droite

Notre échantillon contenait de nombreux exemples de publications établissant un lien entre les questions trans et d'autres thèmes, identités et causes de droite. L'éventail des sujets abordés par les influenceurs analysés est vaste et englobe notamment le changement climatique, l'environnement, le communisme, le marxisme, l'immigration et les expulsions, la CBC et d'autres médias grand public, l'économie, la liberté et la censure. La tendance chez les militants à relier différentes idées de droite afin de former des coalitions et d'attaquer le libéralisme, le féminisme et la gauche a été conceptualisée à travers la catégorie de l'intersectionnalité de droite (RWI ; Ravecca et al., 2022, 2023).[22] Dans ce contexte, la RWI fonctionne comme une invitation à utiliser les personnes trans pour faire avancer des causes conservatrices, tout en ancrant la transphobie au sein de ces différentes formes d'activisme. Le message suivant présente les discours anti-trans comme une cause parmi d'autres qui, ensemble, constituent une vision multidimensionnelle unifiée de la société :

[22] Le RWI est un cadre conceptuel qui rend compte du tournant culturel au sein de l'activisme d'extrême droite contemporain (Ravecca, 2022 ; Ravecca et al., 2022, 2023). Ce concept met en évidence la mobilisation des intersections entre thèmes, identités et causes pour former des coalitions qui protègent les hiérarchies sociales tout en s'attaquant simultanément au féminisme et à la gauche. En d'autres termes, l'intersectionnalité de droite reflète — et inverse sur le plan normatif — l'intersectionnalité telle que nous la connaissons. Dans le cadre de cette étude, nous n'avons codé le RWI que lorsque au moins deux thèmes supplémentaires étaient évoqués aux côtés des personnes trans. Pour une brève explication de cette approche, voir Ravecca (2022).

Je dirais que militer pour mettre fin à l'immigration de masse, expulser les criminels qui sèment la terreur dans nos rues, réduire les impôts, interdire l'accès des hommes aux espaces réservés aux femmes et ne pas endoctriner les enfants avec l'idéologie du genre, c'est plutôt axé sur les solutions. Les pleurnichards, ce sont ceux qui s'opposent à toutes ces mesures de bon sens.

Du point de vue de notre analyse, le message sous-jacent de ce message est le suivant : si vous vous opposez à l'immigration de masse, vous devriez également vous opposer à « l'idéologie du genre » ; si vous soutenez des politiques fermes contre la criminalité, vous devriez également vous opposer aux militants trans qui promeuvent cette idéologie ; si vous accordez de l'importance à la responsabilité budgétaire, vous devriez œuvrer pour exclure les femmes trans des sports féminins. Après tout, seuls « les pleurnichards » s'opposent à toutes ces « mesures de bon sens ». Un autre message exprime la même idée, en incluant d'autres points tels que « supprimer le financement de la CBC », « exiger la construction d'oléoducs » et « mettre fin aux paiements de péréquation », tout en félicitant le PPC d'avoir intégré ces enjeux dans son programme et de les avoir fait entrer dans la conscience collective :

Mettre fin au multiculturalisme
Mettre un terme à l'immigration de masse
Supprimer le financement de la CBC
Exiger la construction d'oléoducs
Mettre fin aux paiements de péréquation
Mettre un terme au transgenre dans les écoles
Tout cela n'aurait pas une telle résonance dans le débat politique grand public sans le PPC.

Ces messages soulignent tous que le programme anti-trans s'inscrit dans une lutte plus large pour une société plus « décente ». Selon cette logique, ces différentes questions doivent être abordées ensemble, en gardant à l'esprit que le projet reste inachevé si l'un de ces fronts est négligé. Si le programme politique que les militants anti-trans appellent à défendre est à plusieurs niveaux, l'ennemi qu'ils dépeignent est lui aussi multiple et, à l'instar de l'Hydre, possède de nombreuses têtes. Les publications de notre ensemble de données construisent un « nous » et un « eux » qui sont tous deux multidimensionnels. Si l'on revient au premier message ci-dessus, il est facile d'identifier qui sont certains de ces personnages « maléfiques » : les défenseurs du multiculturalisme, les militants pour les droits des migrants, les partisans des services publics, les écologistes, les militants pour la justice de genre et, enfin et surtout, tout ce qui touche aux personnes transgenres. La caractérisation du camp ennemi combine ainsi des traits constants — ils sont tous présentés comme destructeurs — et une diversité interne.

Certains influenceurs présentent l'activisme anti-trans comme s'inscrivant dans l'opposition au programme libéral qui, selon eux, sape le Canada et l'Occident au sens large. C'est l'idée exposée dans le message suivant, où « l'idéologie radicale du genre », placée entre « l'immigration de masse » et « les pertes d'emploi », s'inscrit dans une longue série de calamités attribuées au Parti libéral du Canada :

Et nous autres, on va sombrer avec les libéraux qui ont choisi [sic] ça pour nous. On va vivre des moments vraiment difficiles. La censure [sic]. Les impôts. La criminalité. L'immigration de masse. L'idéologie radicale du genre. Les pertes d'emplois. L'atrophie de l'économie. Ces gens ont voté pour notre chute, et je ne sais pas s'ils pourront un jour voir les choses telles qu'elles sont, s'ils l'ont déjà fait.

D'autres publications, cependant, associent les personnes trans au communisme. Un influenceur a même publié : « Ils/elles veulent le communisme. » Des analyses précédentes traitent des affirmations des mouvements d'extrême droite selon lesquelles le féminisme serait un prolongement du marxisme (Ravecca et al., 2022). Notre ensemble de données suggère que les personnes trans apparaissent comme l'« ennemi du peuple » peut-être le plus en vue pour l'extrême droite canadienne contemporaine, et que des schémas similaires d'association avec le communisme s'étendent désormais à elles. Cette association linéaire est, comme dans le cas du féminisme, problématique d'un point de vue historique et théorique. Des formulations telles que celle proposée dans le message, « Les marxistes ont décidé de redéfinir la réalité biologique », sont ironiques, compte tenu des tensions entre la théorie queer, le féminisme et la tradition marxiste. Pourtant, en tant que stratagème rhétorique, ce cadrage est puissant par sa simplicité et par sa capacité à invoquer des récits de longue date issus de la Guerre froide ainsi que la stigmatisation des idées socialistes en Amérique du Nord, désormais redirigée contre les personnes trans.

Un message efface les différences entre libéraux et marxistes à travers la curieuse construction du « marxilibéralisme ». Cette notion, ainsi que d'autres, telles que la « suprématie LGBT », sont mobilisées conjointement dans le but d'utiliser pratiquement tout ce qui se présente pour attiser le sentiment anti-trans. Certains messages mentionnent même l'islam, soulignant à quel point il est inexplicable que les mouvements queer soutiennent les droits humains des Palestiniens, en partant du postulat erroné que les musulmans sont tous, sans exception, homophobes et transphobes (et aussi que l'on ne devrait se soucier que des droits humains de ceux qui partagent nos opinions).[23] Ces conclusions

[23] Laquièze (2025) examine les liens entre les discours islamophobes et anti-« woke » dans le cas de la France.

font également écho à des recherches menées en Europe, qui montrent que les hommes musulmans comptent parmi les cibles privilégiées d'une alliance contre nature entre néolibéraux, nationalistes d'extrême droite et même certains courants du féminisme (Farris, 2018). Dans ce cadre, les personnes trans sont présentées comme faisant tout de travers, y compris en soutenant ceux qui porteraient atteinte aux droits des minorités sexuelles et qui, sous-entend-on, leur feraient du mal s'ils en avaient l'occasion. À l'instar des hommes musulmans en Europe, les personnes trans canadiennes sont également présentées comme les ennemis du féminisme. Les féministes sont donc également les bienvenues au sein de RWI, comme l'illustre la publication suivante :

QUOI : [Utilisateur X] se joint à moi pour discuter des conseillers scolaires « woke » qui ont calomnié de véritables féministes parce que [sic] elles défendent des espaces réservés aux femmes fondés sur le genre et s'opposent à l'idéologie radicale du genre pour les enfants.

L'image ci-dessous incarne le RWI et s'inscrit dans un cadre que nous avons déjà identifié comme hautement sensible et source d'anxiété : la salle de classe. Elle oppose les « parents » aux « libéraux », suggérant une incompatibilité entre les deux groupes, en juxtaposant une vision prétendument neutre et de bon sens de l'éducation — réduite à « 2 + 2 = 4 » et à l'alphabétisation de base — à un programme « libéral » qui rassemble le communisme, la libération noire et les identités 2SLGBTQIA+. En tissant ces histoires, identités et luttes distinctes en un seul bloc idéologique, l'image présente les « libéraux » comme un camp ennemi unifié, dépeint comme une menace pour les enfants et pour l'intégrité de l'éducation. Cela attise les inquiétudes concernant la scolarité, la moralité et l'ordre social, tout en associant le sentiment anti-trans à des oppositions plus larges à la politique de gauche, aux mouvements antiracistes et à la diversité sexuelle. Cette image traduit la tentative d'articuler de multiples enjeux et identités afin d'élargir les coalitions et de renforcer les hiérarchies existantes, y compris celles qui oppriment les personnes transgenres.

Figure 9. Une image met en contraste deux scènes de classe. Le panneau du haut, intitulé « LA CLASSE QUE LES PARENTS SOUHAITENT », montre un tableau blanc sur lequel figurent « 2 + 2 = 4 » et « l'alphabet », symbolisant les bases du calcul et de la lecture. Le panneau du bas, intitulé « LA CLASSE QUE LES LIBÉRAUX SOUHAITENT », représente un mur de classe orné de symboles associés au communisme, à la libération des Noirs et aux identités 2SLGBTQIA+. Cette juxtaposition présente ces éléments comme des visions concurrentes de l'éducation, en dépeignant la seconde comme idéologique et inappropriée pour la salle de classe.



DISCUSSION

En 2023, un professeur et deux étudiants ont été poignardés lors d'un cours de philosophie du genre à l'université de Waterloo (MacDonald & Kolentsis, 2023). Alors qu'il sortait deux grands couteaux de son sac à dos, l'agresseur a accusé le professeur d'être « un marxiste » (Paul, 2024, paragraphe 6). Après l'attaque, l'agresseur a laissé un drapeau arc-en-ciel déchiré dans la salle de cours. Il a ensuite expliqué à la police qu'il s'était inquiété de l'« idéologie » enseignée dans les cours d'études de genre et qu'il estimait que des idées « woke » étaient imposées aux étudiants.

Cette agression à l'arme blanche illustre de manière frappante les enjeux liés aux arguments anti-trans examinés tout au long de ce rapport. Les idées anti-trans publiées par des influenceurs sur X ne se limitent pas au discours en ligne. Elles s'inscrivent au contraire dans un système plus large où le discours anti-trans circule, se combine à d'autres messages extrémistes et peut déboucher sur des justifications de la violence extrémiste dans le monde réel. L'attaque perpétrée à l'université de Waterloo montre que les arguments anti-trans figurant dans nos données — notamment le fait de considérer les cours d'études de genre et le soutien apporté aux personnes trans par les enseignants comme un endoctrinement idéologique ; de qualifier les politiques inclusives envers les personnes trans de dangereuses ; et de présenter les personnes trans et leurs alliés comme des menaces contre lesquelles il faut lutter — ne sont pas purement rhétoriques. Ils contribuent à un climat qui favorise la récente recrudescence des crimes de haine contre les personnes transgenres en Amérique du Nord et l'hostilité sociale et institutionnelle croissante à laquelle elles sont confrontées (Arrayales & Mallory, 2026 ; Egale Canada, 2023 ; Kishi & Jones, 2022 ; McLamore & Fuller, 2025 ; Romano, 2022 ; Statistique Canada, 2021 ; Wippell, 2026).
L'une des caractéristiques déterminantes des théories du complot anti-trans fondées sur la désinformation est qu'elles transforment, dans l'imaginaire collectif, des sujets vulnérables en sujets puissants. Même si les personnes trans occupent rarement des postes de direction au sein de l'État, des entreprises ou même du monde universitaire, elles sont dépeintes comme des individus insidieux et destructeurs, capables de contrôler la politique et la société. Pour les influenceurs de notre échantillon, ce qui semble le plus alarmant, c'est que ce pouvoir présumé soit utilisé pour saper les normes et les valeurs les plus fondamentales qui sous-tendent le Canada : les personnes trans s'en prendraient aux femmes, au sport, aux enfants, à la démocratie… voire à la réalité elle-même. En présentant les personnes trans comme irrémédiablement pernicieuses, ces discours laissent entendre qu'il faut les arrêter à tout prix. Des travaux universitaires ont montré comment la société néolibérale cooptent et

neutralise la dissidence et la différence par le biais de logiques dictées par le marché (Táíwò, 2022).[24] Les minorités sexuelles et raciales sont systématiquement incluses à titre symbolique, sans que les causes profondes des inégalités ne soient abordées. Or, les personnes transgenres ne se voient même pas offrir cette possibilité. À ce jour, elles restent totalement diabolisées (Kotsko, 2017). Cette absence de possibilités d'exister légitimement au sein de la société constitue une politique de rejet ontologique qui est alarmante du point de vue des droits de l'homme. Si un groupe n'a pas le droit d'exister aux yeux de la société, *les actes d'extrémisme et de violence sont soit célébrés, soit acceptés passivement.*

L'expérience historique nous enseigne les dangers de cette politique de bouc émissaire (Klein, 2023), dans laquelle un groupe est identifié comme – pour reprendre le célèbre titre de la pièce du dramaturge norvégien Henrik Ibsen – « l'ennemi du peuple ». La situation devient encore plus dangereuse lorsque d'autres groupes ne remettent pas en cause ce bouc émissaire, sans reconnaître que la réaction de la société à l'égard des groupes minoritaires a de profondes implications pour l'intégrité éthique et politique de la société dans son ensemble. De plus, les formes d'autoritarisme violent visant un groupe peuvent se reporter sur d'autres, et lorsque ce moment viendra, les mécanismes et la culture démocratiques risquent d'être déjà trop affaiblis pour résister à l'assaut. Paradoxalement, les influenceurs anti-trans ont raison sur un point : les questions trans impliquent effectivement des enjeux politiques et éthiques plus larges qui nous concernent tous. Ceux qui sont attachés aux droits de l'homme, à l'État de droit et à l'égalité doivent reconnaître que le fait de prendre pour cible les personnes trans n'est rien d'autre qu'une atteinte à la démocratie et aux valeurs humanistes les plus fondamentales.

Comme l'illustrent l'université de Waterloo et d'autres exemples, ce problème est bien présent au Canada et, en réalité, des discours similaires s'étendent bien au-delà de notre ensemble de données. Dans des recherches antérieures sur les expériences des personnes queer en Nouvelle-Écosse, Ravecca et ses collègues ont rencontré d'innombrables publications Facebook diffusant des messages haineux similaires.[25] Cette violence discursive façonne les expériences des personnes trans au Canada, y compris celles des enfants, au moment même où nous écrivons ces lignes. Elle influence les attitudes du public

[24] Voir également Farris (2018) et Puar (2007).

[25] « Lutter contre la désinformation anti-2SLGBTQ+ dans les zones rurales du Canada : enquête sur la manière dont les Canadiens plus âgés interagissent avec le mouvement SOGI en Alberta, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse », élaboré en collaboration avec Amy Mack, Mariel Cooksey et Luc Cousineau. Cette recherche a été financée par le Programme de contribution à la citoyenneté numérique du ministère du Patrimoine canadien. Le présent rapport s'est appuyé sur les données empiriques et les conclusions de ce projet.

et les expériences quotidiennes hors ligne des personnes trans, notamment les rencontres préjudiciables. Cette situation alarmante exige une action immédiate.

RECOMMENDATIONS

Personne n'est à l'abri de la désinformation. L'un des principaux défis posés par les discours anti-trans fondés sur la désinformation réside dans le fait qu'ils se sont généralisés et façonnent le débat public de manière néfaste. Dans le cas des personnes trans, le lien entre les soins de santé et la protection des droits de l'homme est particulièrement crucial ; ainsi, le déluge de fausses informations concernant la transition de genre et, plus largement, les soins d'affirmation de genre, peut s'avérer mortel s'il influence les politiques publiques. De même, la panique morale autour des personnes trans dans le milieu éducatif peut façonner leurs expériences et même restreindre leur accès à ce droit fondamental. Dans ce contexte, la priorité est que les responsables politiques, les décideurs, les enseignants, les médecins et les autres acteurs clés se forment sur ces questions. Nous ne saurions trop insister sur l'importance de ce point. Le Guide de référence sur la désinformation, présenté au début de ce rapport, peut constituer une première étape dans ce processus, mais il reste encore beaucoup à faire en matière d'efforts éducatifs. Voici nos recommandations pour poursuivre le travail de sensibilisation à la désinformation, continuer à comprendre les problèmes qui y sont associés et défendre la légitimité des personnes trans :

Mettre en place des programmes d'éducation aux médias et à l'analyse critique de l'information dans les écoles et les universités

Comme nous l'évoquons tout au long de ce rapport, la désinformation anti-trans se propage par le biais de tactiques rhétoriques reconnaissables, notamment l'exagération, la moquerie et l'association de thèmes anti-trans à d'autres sujets de droite. Les enseignants devraient être particulièrement motivés à contribuer à la lutte contre la désinformation, étant donné que les établissements scolaires eux-mêmes constituent une cible centrale des campagnes de désinformation évoquées tout au long de ce rapport. L'éducation critique aux réseaux sociaux et la maîtrise des données se sont révélées être des outils efficaces pour lutter contre la désinformation (Akram et al., 2026 ; Soßdorf et al., 2024).[26] Les programmes

[26] Les articles cités soulignent avec force la nécessité de l'éducation aux médias pour lutter contre la désinformation. Nous craignons toutefois que le cadre conceptuel de la « radicalisation » utilisé par Akram et al. (2026), ainsi que par tant d'autres chercheurs dans ce domaine, ne stigmatise involontairement l'action politique radicale et les critiques radicales de la société. Marx a fait valoir, dans une formule restée célèbre, qu'être radical, c'était saisir la racine du problème, qui, dans le cas des affaires sociales, réside dans les êtres humains eux-mêmes. L'assimilation du terme « radical » à celui de « violent » est problématique et réductrice. Il semble justifié d'accorder une plus grande attention aux implications politiques du langage utilisé dans le cadre des études sur l'extrémisme. De plus, la violence extrême n'est pas l'apanage de ceux que les acteurs puissants qualifient d'extrémistes. La violence extrême a également fait partie intégrante, par exemple, de l'impérialisme et du colonialisme (Ravecca et al., 2024).

scolaires devraient être élaborés de manière à donner aux jeunes les moyens d'identifier ces tactiques, ainsi que d'autres, utilisées pour diffuser de la désinformation dans les contenus en ligne, et les enseignants devraient apprendre à sensibiliser leurs élèves à ces questions. L'Université de Toronto propose un cours sur l'éducation à la lecture critique des médias dans le cadre de son programme d'éducation à la justice sociale : des cours similaires devraient être proposés partout au Canada.

Développer des plateformes d'information accessibles et des campagnes de sensibilisation du public pour contrer des allégations spécifiques fondées sur la désinformation

Les effets les plus dangereux de la désinformation anti-trans pourraient être atténués en améliorant l'accès à des travaux de recherche de haute qualité. C'est pourquoi il est essentiel de faciliter un large accès à des informations précises et accessibles sur les questions trans. L'une des voies pour lutter contre la désinformation pourrait être la création d'une plateforme nationale, mise à jour en permanence, fournissant des informations fiables sur les questions trans. Une telle plateforme pourrait être gérée conjointement par des membres de la communauté et des experts, notamment des spécialistes des soins de santé destinés aux personnes trans et de l'éducation fondée sur les droits de l'homme, qui seraient chargés de sélectionner, de concevoir et de valider son contenu. Une plateforme conviviale de ce type pourrait améliorer considérablement la couverture médiatique. Elle pourrait également inclure un annuaire d'experts et d'organisations que les journalistes pourraient contacter lorsqu'ils traitent de questions liées aux personnes trans. Le ton et le contenu de la plateforme devraient être professionnels, fondés sur des données probantes et axés sur les droits de l'homme, ce qui permettrait son utilisation par les écoles, les parents, les institutions gouvernementales, les organisations non gouvernementales, les partis politiques et les syndicats cherchant à approfondir leur éducation individuelle ou collective sur ces questions.

Au-delà des plateformes où l'information serait accessible à ceux qui la recherchent activement, les communautés transgenres pourraient bénéficier de campagnes plus larges visant à sensibiliser le public. Le « Guide de référence sur la désinformation » figurant dans ce rapport recense les fausses informations présentes dans les arguments anti-transgenres courants circulant au Canada, depuis les allégations de « contagion sociale » jusqu'aux informations erronées sur la criminalité. Des campagnes fédérales ou provinciales de sensibilisation du public pourraient répondre directement à chacune de ces allégations en diffusant des messages accessibles et fondés sur des données factuelles par le biais de canaux de

confiance, tels que les professionnels de santé, les écoles ou la CBC. Étant donné que les messages gouvernementaux peuvent toujours se retourner contre eux, ces stratégies devraient être soigneusement élaborées en consultation avec des spécialistes de la communication, des experts qui étudient l'extrême droite et des membres de la communauté transgenre.

Former les éducateurs, les responsables politiques, les journalistes et autres personnalités publiques à répondre efficacement aux discours anti-trans

Le rapport souligne que même les responsables politiques conservateurs sont pris pour cible lorsqu'ils n'adoptent pas de positions anti-trans extrêmes et que les responsables politiques de tous bords manquent souvent de contre-messages efficaces. Les dirigeants de tous les partis politiques devraient investir dans des ressources permettant de contrer les arguments anti-trans. Et les responsables politiques ne sont pas les seuls à avoir besoin de telles ressources : les journalistes, les enseignants, les professionnels de santé et toutes les personnes dont la vie professionnelle et personnelle est en lien avec les discours que nous avons analysés tout au long de ce rapport pourraient bénéficier d'une aide pour répondre aux arguments anti-trans alimentés par la désinformation. Une ressource soutenue par les pouvoirs publics, à l'instar de celles proposées par le Conseil de l'Europe (2025) pour lutter contre la propagande, la désinformation et les fausses informations, pourrait fournir aux éducateurs et aux personnalités publiques des réponses factuelles et accessibles aux allégations mensongères spécifiques qui circulent.

Investir dans la recherche sur les préjudices concrets causés par la désinformation anti-trans en ligne

Comme nous l'avons vu tout au long de ce rapport, la désinformation anti-trans en ligne a des répercussions concrètes : la violence haineuse anti-trans est en hausse, tout comme les pressions en faveur d'une législation anti-trans. Pourtant, ce rapport est l'un des premiers à documenter systématiquement les discours anti-trans canadiens en ligne. Compte tenu de l'état actuel de ces données émergentes, des recherches supplémentaires sont nécessaires sur le sujet. Les décideurs politiques devraient financer des recherches continues afin de suivre l'évolution de ces discours, d'identifier les populations qui y sont les plus exposées et d'évaluer les préjudices qui en découlent, notamment la violence, les répercussions sur la santé mentale et les distorsions politiques.

Protéger et financer les soins de santé affirmant le genre

Notre dernière recommandation porte sur l'une des formes de désinformation les plus fréquemment mentionnées dans nos

données. Comme le montre l'ensemble de ce rapport, les discours anti-trans présentent systématiquement de manière erronée les bloqueurs de puberté, les traitements hormonaux affirmant le genre et les options chirurgicales comme étant dangereux ou expérimentaux. Cependant, les données empiriques — comme le montre notre Guide de référence sur la désinformation — indiquent systématiquement que les soins de santé affirmant l'identité de genre ont fait leurs preuves et sont sûrs, avec des taux de regret exceptionnellement bas, et qu'ils sont soutenus par les principaux organismes médicaux (notamment la Société canadienne de pédiatrie). Les gouvernements provinciaux et fédéraux devraient garantir leur disponibilité et accroître le financement public afin que les personnes trans puissent continuer à avoir accès à ces traitements sûrs, efficaces et vitaux.

RÉFÉRENCES

Akram, M., Arshad-Ayaz, A., & Naseem, M. A. (2026). Tirer parti de l'éducation critique aux médias sociaux pour protéger les jeunes contre la radicalisation violente et l'extrémisme. *Journal of Media Literacy Education, 18*(1), 143–156. https://doi.org/10.23860/JMLE-2026-18-1-9

Arrayales, J., & Mallory, C. (2026). Crimes de haine et violences à l'encontre des personnes transgenres en Californie et aux États-Unis : une synthèse des recherches existantes. The Williams Institute, Faculté de droit de l'UCLA. https://williamsinstitute.law.ucla.edu/publications/hate-crimes-lit-review-ca-us/

Ashley, F. (2020). Un commentaire critique sur « la dysphorie de genre à apparition rapide ». *The Sociological Review, 68*(4), 779–799. https://doi.org/10.1177/0038026120934693

Banet-Weiser, S., & Kay, J. B. (2025). De l'autre côté du miroir : féminisme et politiques réactionnaires dans le palais des miroirs numérique. *European Journal of Cultural Studies*. https://doi.org/10.1177/13675494241310721

Billard, T. J. (2024). « La politique de la désinformation sur la santé des personnes transgenres ». *Political Communication, 41*(2), 344–352.https://doi.org/10.1080/10584609.2024.2303148

Bishop, M. D., Morgan-Daniel, J., & Alappattu, M. J. (2023). Douleurs et dysfonctionnements signalés après une chirurgie de confirmation de genre : une revue exploratoire. *Physical Therapy, 103*(7), 33-39. https://doi.org/10.1093/ptj/pzad045

Bradley, S. (12 janvier 2017). « Comment les militants transgenres influencent de manière contraire à l'éthique les enfants autistes pour qu'ils changent de genre. » National Post. https://nationalpost.com/opinion/susan-bradley-how-trans-activists-are-unethically-influencing-autistic-children-to-change-genders.

Braun, V., & Clarke, V. (2006). L'utilisation de l'analyse thématique en psychologie. *Qualitative Research in Psychology, 3*(2), 77-101. https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa

Brewer, W. W. (2025). « “On le voit toujours” : déterminer l’impact de la désinformation visuelle des “transinvestigateurs” sur les attitudes envers les personnes transgenres. »

Bulletin of Applied Transgender Studies, 4(1–3), 215–241.https://doi.org/10.57814/XWD4-TH88

Buck-Morss, S. (2009). Hegel, Haïti et l’histoire universelle. University of Pittsburgh Press.

Buck-Morss, S. (2010). La deuxième fois comme farce… Pragmatique historique et présent intempestif. Dans C. Douzinas & S. Žižek (dir.), L’idée du communisme (pp. 67–80). Verso.

Bugden, S. (1er février 2024). Des trolls sont vivement critiqués pour avoir faussement prétendu que la star internationale de foot féminin Joanne Lagona était née homme après avoir vu une vidéo époustouflante où elle mettait une adversaire K.O. *The Daily Mail*. https://www.dailymail.co.uk/sport/nrl/article-13031049/Trolls-blasted-falsely-claiming-international-womens-footy-star-Joanne-Lagona-born-man-seeing-stunning-video-smashing-opponent.html

Bustos, V. P., Bustos, S. S., Mascaro, A., Del Corral, G., Forte, A. J., Kim, E. A., ... & Manrique, O. J. (2021). Regrets après une chirurgie de confirmation de genre : revue systématique et méta-analyse de la prévalence. *Plastic and Reconstructive Surgery–Global Open, 9*(3), e3477. https://doi.org/10.1097/GOX.0000000000003477

Cammelli, M. G. (2017). Le fascisme comme mode de vie : vie communautaire et violence au sein d’un mouvement néofasciste en Italie. Focaal : *Revue d’anthropologie globale et historique,* 79, 89–101. https://doi.org/10.3167/fcl.2017.790108

Réseau canadien contre la haine. (2023). Les militants anti-trans perturbent les conseils scolaires partout au Canada. https://www.antihate.ca/anti_trans_activists_disrupting_school_boards_canada

Centre canadien de cybersécurité. (2024). Comment identifier la mésinformation, la désinformation et la malinformation. https://www.cyber.gc.ca/en/guidance/how-identify-misinformation-disinformation-and-malinformation-itsap00300

Carver, T. (2020). Méthodes interprétatives. Dans D. Berg-Schlosser, B. Badie et L. Morlino (dir.), The SAGE handbook of political science. SAGE Publications.

Clemente, L. C., González, M. M., García, P. C., Font, M. N., Gandarillas, É. A., Balaguer, M. G., & de Antuñano, N. P. G. (2025). Les femmes transgenres et le sport de compétition : considérations d'endocrinologie. Endocrinología, Diabetes y Nutrición (éd. anglaise), 72(4), 101539.

Coleman, E., Radix, A. E., Bouman, W. P., Brown, G. R., De Vries, A. L., Deutsch, M. B., … & Arcelus, J. (2022). Normes de soins pour la santé des personnes transgenres et de genre divers, version 8. *International Journal of Transgender Health, 23*(sup1), S1-S259.

Corredor, E. S. (2019). Déconstruction de l'« idéologie du genre » et du contre-mouvement anti-genre de la droite mondiale. *Signs : Journal of Women in Culture and Society, 44*(3), 613–638. https://doi.org/10.1086/701171

Conseil de l'Europe. (2025). Lutter contre la propagande, la désinformation et les fausses nouvelles : des écoles démocratiques pour tous.https://www.coe.int/en/web/campaign-free-to-speak-safe-to-learn/dealing-with-propaganda-misinformation-and-fake-news

Crenshaw, K. (1989). Démarginaliser l'intersection entre race et sexe : une critique féministe noire de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et de la politique antiraciste. *University of Chicago Legal Forum, 1*(8). https://chicagounbound.uchicago.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1052&context=uclf

Croteau, T. A., Gelech, J., Morrison, M. A., & Morrison, T. G. (2025). Conséquences sur la santé psychologique et physique des soins médicaux d'affirmation de genre chez les jeunes transgenres et de genre divers : une revue critique. *Healthcare, 13*(14), 1659-1683. https://doi.org/10.3390/healthcare13141659

CBC News. (20 septembre 2023). Des manifestants se rassemblent pour et contre les politiques scolaires relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre à travers le Canada. https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/gta-sexual-education-protests-1.6972566

CTV News. (20 septembre 2024). Des rassemblements opposés sur l'éducation à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre ont eu lieu partout au Canada. https://www.ctvnews.ca/vancouver/article/duelling-rallies-on-sexual-orientation-and-gender-identity-education-held-across-canada/

Dai, D., Charlton, B. M., Boskey, E. R., Hughes, L. D., Hughto, J. M., Orav, E. J., & Figueroa, J. F. (2024). Prévalence des interventions chirurgicales de confirmation du genre chez les mineurs et les adultes aux États-Unis. *JAMA Network Open, 7*(6), e2418814. https://doi.org/10.1001/jamanetworkopen.2024.18814

De Roo, C., Schneider, F., Stolk, T. H. R., Van Vugt, W. L. J., Stoop, D., & Van Mello, N. M. (2025). Fertilité chez les personnes transgenres et de genre divers : revue systématique des effets des traitements hormonaux d'affirmation de genre sur les organes reproducteurs et la fertilité. *Human Reproduction Update, 31*(3), 183-217. https://doi.org/10.1093/humupd/dmae036

Égale Canada. (2023). Le Canada doit agir face à la montée de la haine. https://egale.ca/awareness/rising-hate.

Everhart, A. R., & Davenport, T. S. (2025). Comment perdre une guerre culturelle : réseaux sociaux, désinformation sur les personnes trans et droite autoritaire. *Dialogues on Digital Society, 1*(3), 418–422.https://doi.org/10.1177/29768640251377862

Farris, S. R. (2018). Au nom des droits des femmes : la montée du fémonationalisme. Durham : Duke University Press.

Flores, A. R., Meyer, I. H., Langton, L., & Herman, J. L. (2021). Disparités liées à l'identité de genre dans la victimisation criminelle : Enquête nationale sur la victimisation criminelle, 2017–2018. *American Journal of Public Health, 111*(4), 726-729.

Ganshorn, H. (2024). Établir les liens entre les idéologies extrêmes, le « choix parental » et la privatisation de l'éducation en Alberta et au Canada. *Critical Education, 15*(2), 75–83.https://doi.org/10.14288/CE.V15I2.186885

Gelly, M. A., Atge-Delbays, S., & Sansfaçon, A. P. (2025). « Ils sont incapables de voir ma décision de détransitionner pour ce qu'elle est » : comment les jeunes en détransition perçoivent et reçoivent les discours sur la détransition. *Sexuality Research and Social Policy, 22*(4), 1748-1764. https://doi.org/10.1007/s13178-024-01079-z

Ghebrai, S. (2026). « Passer outre les préoccupations en matière de santé et/ou de sécurité » : politiques pénitentiaires floues et gouvernance ciblée des personnes transgenres féminines. *Social & Legal Studies, 35*(4), 573-598. https://doi.org/10.1177/09646639251391426

Goldentul, A. E., & Saferstein, E. A. (2020). Les jeunes lecteurs de la droite argentine : une approche ethnographique des partisans d'Agustín Laje et de Nicolás Márquez. *Cuadernos del Centro de Estudios de Diseño y Comunicación, 24*(112), 113–131.

Goundar, P. R. (2025). La position du chercheur : comment l'intégrer dans un protocole de recherche qualitative. *International Journal of Qualitative Methods,* 24, article 16094069251321251. https://doi.org/10.1177/16094069251321251

Grant, J., & MacDonald, F. (2020) . L'« alt-right », la masculinité toxique et la violence. Dans F. MacDonald et A. Dobrowolsky (dir.), Période de turbulences, possibilités de transformation ? Genre et politique aujourd'hui et demain (pp. 368–387). Toronto : University of Toronto Press.

Gu, Q., Luo, Y., Ye, J., & Shen, X. (2019). Efficacité et innocuité comparatives de trois traitements cliniques actuels chez les filles atteintes de puberté précoce centrale : une méta-analyse en réseau. *Endocrine Practice, 25*(7), 717-728. https://doi.org/10.4158/EP-2019-0008

Hamilton, B.R., Lima, G., Barrett, J., … & Pitsiladis, Y. (2021). Intégration des femmes transgenres et des athlètes féminines présentant des différences de développement sexuel (DSD) dans la compétition de haut niveau : la déclaration de consensus de la FIMS 2021. *Sports Med,* 51, 1401–1415. https://doi.org/10.1007/s40279-021-01451-8

Heber, J. (19 mars 2019). Rectification des données scientifiques sur l'incohérence de genre – et excuses. PLOS Blogs. https://everyone.plos.org/2019/03/19/correcting-the-scientific-record-and-an-apology/

Horan, D., Büttner, F., Blake, C., Hägglund, M., Kelly, S., & Delahunt, E. (2023). Taux d'incidence des blessures dans le football féminin : revue systématique et méta-analyse d'études prospectives de surveillance des blessures. *British Journal of Sports Medicine, 57*(8), 471-480.

Hughes, L. D., Charlton, B. M., Berzansky, I., & Corman, J. D. (2025). Traitements médicaux d'affirmation de genre chez les adolescents transgenres aux États-Unis, 2018-2022. *JAMA Pediatrics, 179*(3), 342. https://doi.org/10.1001/jamapediatrics.2024.6081

Irwig, M. S. (2022). La détransition chez les personnes transgenres et de genre divers — Un phénomène en augmentation et de plus en plus complexe. *The Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism, 107*(10), e4261–e4262. https://doi.org/10.1210/clinem/dgac356

James, S. E., Herman, J. L., Rankin, S., Keisling, M., Mottet, L., Anafi, M., & National Center for Transgender Equality. (2016). Rapport de l'enquête américaine sur les personnes transgenres de 2015 [Rapport]. Centre national pour l'égalité des personnes transgenres. https://transequality.org/sites/default/files/docs/usts/USTS-Full-Report-Dec17.pdf

Javier, C., Crimston, C. R., & Barlow, F. K. (2022). Satisfaction chirurgicale et qualité de vie rapportées par des hommes et des femmes transgenres au moins un an après une chirurgie de confirmation de genre : une revue systématique de la littérature. *International Journal of Transgender Health, 23*(3), 255-273. https://doi.org/10.1080/26895269.2022.2038334

Kallitsounaki, A., & Williams, D. M. (2022). Troubles du spectre autistique et dysphorie/incongruité de genre. Revue systématique de la littérature et méta-analyse. *Journal of Autism and Developmental Disorders, 53*(8), 3103–3117. https://doi.org/10.1007/s10803-022-05517-y

Kishi, R., & Jones, S. (16 juin 2022) . Fiche d'information : Montée en puissance de la mobilisation anti-LGBT+ aux États-Unis. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). https://acleddata.com/brief/fact-sheet-anti-lgbt-mobilization-rise-united-states/

Klein, N. (2023) Doppelganger : Un voyage dans le monde des miroirs. New York, NY : Farrar, Straus and Giroux.

Knott-Fayle, G. (2025). « Il n'essaie même pas de ressembler à une femme » : désinformation cisgenre et théories du complot dans les discussions en ligne sur les athlètes transgenres féminines. *Bulletin of Applied Transgender Studies, 4*(1–3), 193–213. https://doi.org/10.57814/630J-GR18

Kurowska, X. (2020). Les gains secondaires de la souffrance néolibérale : les limites de la consolation en réponse à l'angoisse universitaire. *Political Anthropological Research on International Social Sciences*, 1 (1), 26–45. https://doi.org/10.1163/25903276-bja10002

Lerner, J. E. (2021). Devoir « se retenir » : facteurs influençant le refus d'utiliser les toilettes publiques chez les personnes transgenres. *Health & Social Work, 46*(4), 260–267. https://doi.org/10.1093/hsw/hlab027

Levy, J. A., Edwards, D. C., Cutruzzula-Dreher, P., McGreen, B. H., Akanda, S., Tarry, S., ... & Rumer, K. L. (2019). Chirurgie de réassignation sexuelle homme-femme : analyse institutionnelle des résultats, des complications à court terme et des facteurs de risque chez 240 patientes ayant subi une vaginoplastie par inversion pénienne. *Urology,* 131, 228-233. doi.org/10.1016/j.urology.2019.03.043

Lightner, J. S., Schneider, J., Grimes, A., Wigginton, M., Curran, L., Gleason, T., & Prochnow, T. (2024). L'activité physique chez les personnes transgenres : une revue systématique des études quantitatives et qualitatives. *PLoS One, 19*(2), e0297571.

Littman, L. (2018) . Témoignages de parents d'adolescents et de jeunes adultes chez qui ils perçoivent des signes d'une dysphorie de genre à apparition rapide. *PLoS ONE, 13*(8), e0202330. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0202330

MacDonald, S., & Kolentsis, A. (1er juillet 2023) . L'attaque à l'arme blanche à l'université de Waterloo souligne les dangers d'une rhétorique polarisante sur le genre. *The Conversation*. https://doi.org/10.64628/aam.nx5y4ssq5

MacKinnon, K. R., Kia, H., Salway, T., Ashley, F., Lacombe-Duncan, A., Abramovich, A., ... & Ross, L. E. (2022). Expériences en matière de soins de santé des patients interrompant ou annulant des traitements antérieurs d'affirmation de genre. *JAMA Network Open, 5*(7), e2224717. https://doi.org/10.1001/jamanetworkopen.2022.24717

Marzi, G., Balzano, M., & Marchiori, D. (2024). K-Alpha Calculator – Calculateur de l'alpha de Krippendorff : un outil convivial pour calculer le coefficient de fiabilité inter-évaluateurs alpha de Krippendorff. *MethodsX,* 12, 102545. https://doi.org/10.1016/j.mex.2023.102545

McGuire, J. K., Anderson, S. O., & Michaels, C. (2022). « Je ne pense pas que tu aies ta place ici » : L'impact des toilettes séparées par sexe sur la sécurité, la santé et l'égalité des personnes transgenres. *Journal of Gay & Lesbian Social Services, 34*(1), 40–62. https://doi.org/10.1080/10538720.2021.1920539

McLamore, Q., & Fuller, K. (2025). Dynamique des contenus transphobes et de la désinformation. *Bulletin of Applied Transgender Studies, 4*(1–3), 1–14. https://doi.org/10.57814/KTM8-SH84

Mendes Sieczkowska, S., Mazzolani, B. C., Coimbra, D. R., Longobardi, I., Casale, A. R., Pompílio, J. D. F. V. M., … & Gualano, B. (2026). Composition corporelle et condition physique chez les personnes transgenres par rapport aux personnes cisgenres : une revue systématique avec méta-analyse. British Journal of Sports Medicine. https://doi.org/10.1136/bjsports-2025-110239

Migdon, B. (18 décembre 2024). Le président de la NCAA affirme qu'il y a « moins de 10 » athlètes transgenres dans le sport universitaire. The Hill. https://thehill.com/homenews/lgbtq/5046662-ncaa-president-transgender-athletes-college-sports/

Mudde, C. (2021). L'extrême droite aujourd'hui. Barcelone : Paidós.

Nash, J.C. (2017). L'intersectionnalité et ses mécontents. *American Quarterly, 69*(1), 117–129.

Nash, C. J., & Browne, K. (2021). Résister à la normalisation des égalités LGBT dans les écoles canadiennes et britanniques : éducation sexuelle et camarades de classe trans. Environment and Planning C: Politics and Space 39(1), 74–93. https://doi.org/10.1177/2399654419887970

Obedin-Maliver, J., Snow, A., Ragosta, S., Fix, L., Hastings, J., Lubensky, M. E., ... & Moseson, H. (2025). Recours à la contraception chez les hommes transgenres et les personnes de genre divers aux États-Unis : raisons de l'utilisation, de la non-utilisation et méthodes utilisées pour prévenir la grossesse. Contraception, 141, 110719.

Paul, G. (2024, 16 août). Deux minutes de terreur à l'université de Waterloo. The Record. https://www.therecord.com/news/crime/two-minutes-of-terror-at-the-university-of-waterloo/article_f5bf3090-7f72-5e39-8b79-0059ca737384.html

Pavlenko, F. (2022). Les athlètes femmes transgenres et le sport de haut niveau : une revue scientifique. Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES), Pôle de recherche pour l'égalité des genres dans le sport E-Alliance. https://www.cces.ca/transgender-women-athletes-and-elite-sport-scientificreview.

Pawson, C. (26 septembre 2024). Comment la suppression des questions liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (SOGI) et l'interdiction de livres ont fait partie de la campagne électorale en Colombie-Britannique. CBC. https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/sogi-123-sexual-education-b-c-election-2024-1.7333988

Peterson, J., & Densley, J. (2026). Base de données sur les auteurs de fusillades de masse. The Violence Prevention Project. https://www.theviolenceproject.org/databases/mass-shooters

Phillips, K., & Walker, J. (2021). Projet de loi C-4 : Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion). Dans Services d'information, d'éducation et de recherche parlementaires, Résumé législatif (Résumé législatif n° 44-1-C4-E). Bibliothèque du Parlement, Ottawa, Canada. https://lop.parl.ca/staticfiles/PublicWebsite/Home/ResearchPublications/LegislativeSummaries/PDF/44-1/44-1-C4-E.pdf

Puar, J. K. (2007). Terrorist assemblages: Homonationalism in queer times. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press.

Rafferty, J., Comité de l'AAP sur les aspects psychosociaux de la santé de l'enfant et de la famille, Comité de l'AAP sur l'adolescence, Section de l'AAP sur la santé et le bien-être des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. (2018). Garantir des soins et un soutien complets aux enfants et adolescents transgenres et de genre divers. Pediatrics, 142(4), e20182162.

Ravecca, P. (2019). La politique des sciences politiques : réécrire les expériences latino-américaines. Routledge.

Ravecca, P. (25 avril 2022). « L'idéologie du genre » et la politique intersectionnelle de l'extrême droite en Amérique latine. GNET. https://gnet-research.org/2022/04/25/gender-ideology-and-the-intersectional-politics-of-the-far-right-in-latin-america/

Ravecca, P., & Dauphinee, E. (2022). Ce qu'il reste à critiquer : des dangers de l'innocence à l'ère néolibérale. *Las Torres de Lucca : Revista Internacional de Filosofía Política, 11*(1), 37–49. https://doi.org/10.5209/ltdl.81246

Ravecca, P., Robaina, E., & Zannier, F. (2024). Lire l'extrême droite au-delà de l'autosatisfaction : néolibéralisme, déficit démocratique et leadership mondial de Javier Milei. Lua Nova : Revista de Cultura e Política, 123, e123039.

Ravecca, P., Schenck, M., Fonseca, B., & Forteza, D. (2022). Intersectionnalité de droite et idéologie du genre en Amérique latine. *Analecta Política, 12*(22), 1–29.

Ravecca, P., Schenck, M., Fonseca, B., & Forteza, D. (2023). Qu'est-ce qu'ils font de bien ? L'intersectionnalité de droite sur Twitter en Amérique latine. *Globalizations, 20* (1), 38–59.https://doi.org/10.1080/14747731.2021.2025292

Romano, A. (21 avril 2022). La panique morale de la droite face au « grooming » fait resurgir une homophobie séculaire. Vox. https://www.vox.com/culture/23025505/leftist-groomers-homophobia-satanic-panic-explained

Rousseau, S. (2020). L'activisme anti-genre au Pérou et son impact sur la politique de l'État. *Politics & Gender, 16*(1), 25–32.

Salas-Humara, C., Sequeira, G. M., Rossi, W., & Dhar, C. P. (2019). Soins médicaux affirmant le genre chez les jeunes transgenres. *Current Problems in Pediatric and Adolescent Health Care, 49*(9), 100683. https://doi.org/10.1016/j.cppeds.2019.100683

Sánchez-Sánchez, A. M., D. Ruiz-Muñoz, & F. J. Sánchez-Sánchez, F. J.. (2024).

Cartographie de l'homophobie et de la transphobie sur les réseaux sociaux. *Sexuality Research & Social Policy, 21*(1), 210–226.https://doi.org/10.1007/s13178-023-00879-

Seri, G. (2026). Néolibéralisme et gouvernance illégitime : la crise des droits démocratiques. University of Michigan Press.

Shrier, A. (2021). Des dommages irréversibles : l'engouement pour la transidentité qui séduit nos filles. Regnery Publishing.

Slothouber, V. (2020). (Dé)trans-visibilité : panique morale dans les reportages des médias grand public sur la dé/retransition. *European Journal of English Studies, 24* (1), 89–99. https://doi.org/10.1080/13825577.2020.1730052

Soßdorf, A., Stein, C., Bezzaoui, I., & Fegert, J. (2024). Les compétences pour lutter contre les fausses informations : Examen du rôle de la maîtrise des données et de l'éducation critique aux médias pour lutter contre la désinformation. *MedienPädagogik*, 59, 55–76. https://doi.org/10.21240/mpaed/59/2024.04.10.X

Statistique Canada. (2021). Crimes de haine signalés par la police au Canada, 2020. *Juristat*. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2021001/article/00002-eng.htm

Stockbridge, M. D., Keser, Z., & Newman, R. S. (2022). Les commotions cérébrales dans le roller derby féminin sur piste plate. *Frontiers in Neurology*, 13, 809939. https://doi.org/10.3389/fneur.2022.809939

Swan, J., Phillips, T. M., Sanders, T., Mullens, A. B., Debattista, J., & Brömdal, A. (2023). Conséquences sur la santé mentale et la qualité de vie de la chirurgie de confirmation de genre : une revue systématique de la littérature. *Journal of Gay & Lesbian Mental Health, 27* (1), 2-45. https://doi.org/10.1080/19359705.2021.2016537

Taylor, S. (24 décembre 2021). La Chambre des communes adopte un projet de loi interdisant la thérapie de conversion après qu'un député conservateur a accéléré le vote. Global News. https://globalnews.ca/news/8417651/conversion-therapy-ban-bill-house-of-commons/

La Presse canadienne. (25 juin 2023). L'idéologie sous-jacente à la thérapie de conversion persiste malgré l'interdiction : selon les défenseurs de la communauté LGBTQ2. Global News. https://globalnews.ca/news/9792261/conversion-therapy-foothold-canada-ban-lgbtq2/

Thornton, S. M., Edalatpour, A., & Gast, K. M. (2024). Revue systématique des regrets des patients après une intervention chirurgicale : un phénomène courant dans de nombreuses spécialités, mais rare dans le cadre de la chirurgie d'affirmation de genre. *The American Journal of Surgery*, 234, 68-73. https://doi.org/10.1016/j.amjsurg.2024.04.021

Todd, N. J. (2022). Risque de grossesse ? Contraception pour les patients transgenres, non binaires, de genre divers et « Two Spirit » : le conseil en matière de contraception dans le cadre de la chirurgie de confirmation de genre doit tenir compte des objectifs reproductifs du patient ; les options contraceptives, les risques, les avantages et les effets secondaires ; ainsi que les facteurs pouvant contribuer à la dysphorie de genre. *British Columbia Medical Journal, 64*(2). https://bcmj.org/articles/risk-pregnancy-contraception-transgender-nonbinary-gender-diverse-and-two-spirit-patients

Trans PULSE Canada. (1er décembre 2023) . Rapport – Santé et bien-être des personnes non binaires – Trans PULSE Canada. https://transpulsecanada.ca/results/report-health-and-well-being-among-non-binary-people/

Turban, J. L., Loo, S. S., Almazan, A. N., & Keuroghlian, A. S. (2021). Facteurs menant à la « détransition » chez les personnes transgenres et de genre divers aux États-Unis : une analyse utilisant des méthodes mixtes. *LGBT Health, 8*(4), 273–280. https://doi.org/10.1089/lgbt.2020.0437

Vandermorris, A. & Metzger, D. L. (20 juin 2023). Une approche valorisante des soins aux jeunes transgenres et de genre divers | Société canadienne de pédiatrie. https://cps.ca/en/documents/position/an-affirming-approach-to-caring-for-transgender-and-gender-diverse-youth

Walker, A. (2023). Convergence entre discours transphobe et panique morale : une analyse de contenu de mes courriers haineux. *Criminology, 61*(4), 994–1021. https://doi.org/10.1111/1745-9125.12355

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Le désordre de l'information : vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques. Conseil de l'Europe. https://edoc.coe.int/en/media/7495-information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research-and-policy-making.html

Wippell, J. G. R. (2026). L'industrie de la haine : médias de masse, panique morale et mobilisation des préjugés anti-transgenres. *Social Problems, 73*(3), 1099–1120. https://doi.org/10.1093/socpro/spaf042

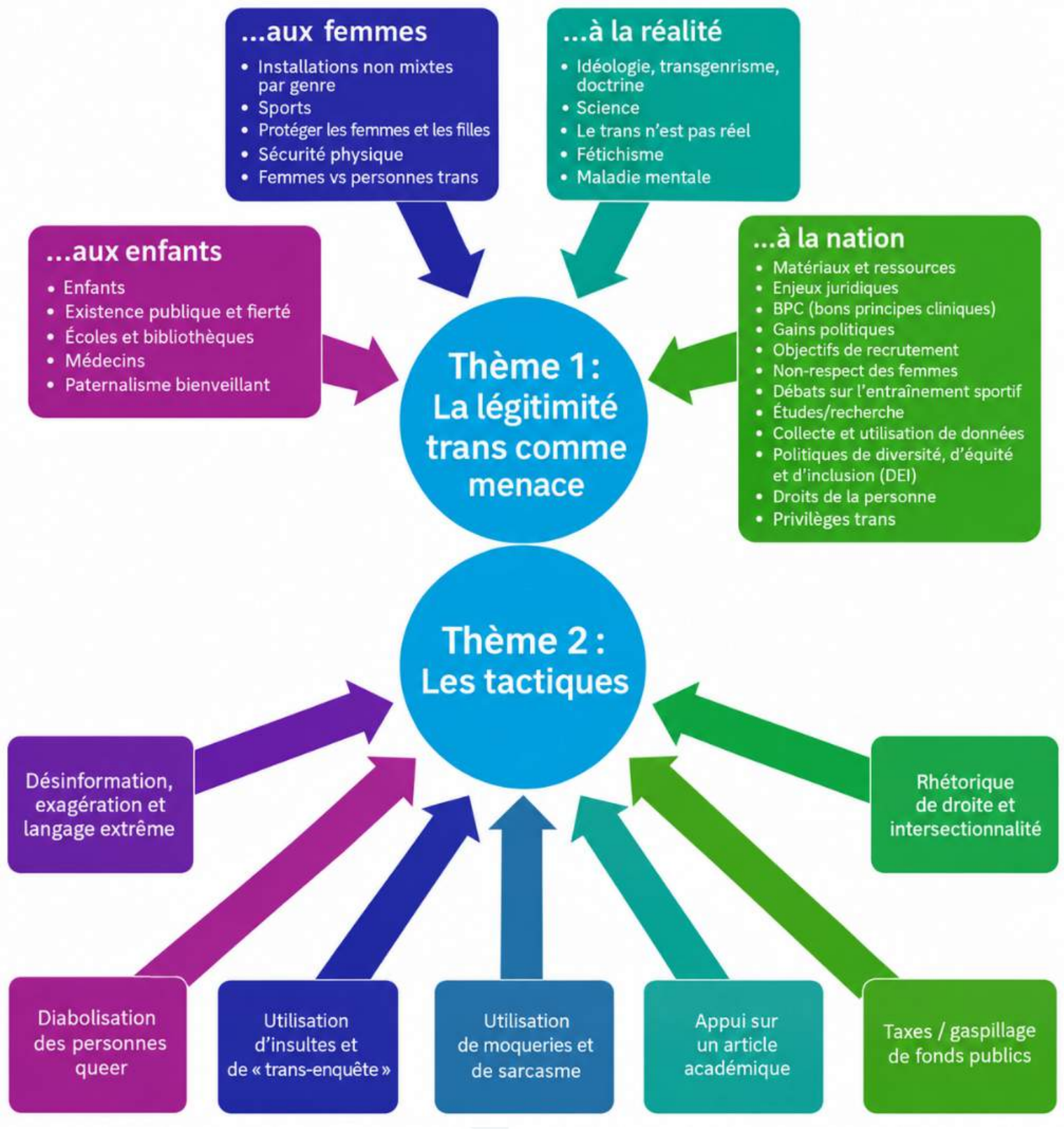
Femmes et Égalité des genres Canada. (2025). Faits, statistiques et impact de WAGE : violence fondée sur le genre.Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/en/women-gender-equality/gender-based-violence/facts-stats.html

Wu, L., Morstatter, F., Carley, K. M., & Liu, H. (2019). La désinformation sur les réseaux sociaux : définition, manipulation et détection. *ACM SIGKDD Explorations Newsletter, 21*(1), 80–90. https://doi.org/10.1145/3373464.3373475

Yaish, I., Goldblat, G., Greenman, Y., & Tordjman, K. (2026). Faibles taux de détransition chez 709 adultes ayant suivi une thérapie d'affirmation de genre : motivations et facteurs de risque : résultats d'une étude de suivi systématique. *International Journal of Transgender Health, 27*(3), 1413-1423. https://doi.org/10.1080/26895269.2025.2515381

Ybarra, M. L., Goodman, K. L., Saewyc, E., Scheer, J. R., & Stroem, I. F. (2022). Caractéristiques des jeunes associées à la perpétration de violences sexuelles chez les garçons et les filles transgenres, les garçons et les filles cisgenres, et les jeunes non binaires. *JAMA Network Open, 5*(6), e2215863. doi:10.1001/jamanetworkopen.2022.15863

ANNEXE 1. CARTE THÉMATIQUE



À propos du CANSES

Le Réseau canadien de recherche sur la sécurité, l'extrémisme et la société (CANSES) est un réseau national qui favorise la communication, la collaboration et le partage des connaissances entre les chercheurs et les praticiens, les forces de l'ordre et les services de sécurité nationale, ainsi que les responsables politiques et les décideurs gouvernementaux. Le CANSES est financé par le Fonds pour la résilience communautaire (FRC), géré par le Centre canadien pour l'engagement communautaire et la prévention de la violence, qui relève de Sécurité publique Canada.

Avertissement

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur ou des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CANSES ni celles d'organisations ou de personnes affiliées.

Copyright © CANSES (2026)

Les publications du CANSES sont diffusées en libre accès selon les termes de la licence Creative Commons (CC BY-NC-ND 4.0). Cette licence autorise l'utilisation, la diffusion et la reproduction à des fins non commerciales sur tout support, à condition que l'œuvre originale soit correctement citée et ne soit en aucune façon modifiée, transformée ou développée.

www.canses.ca/fr